

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES ALCOOLS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 11 juin 1908 à 2 heures 1/2

PAR

René MORIN

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président : M. ALGLAVE

Suffragants { MM. JAY, professeur
 DESCHAMPS, professeur

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

LA TAXE DIFFÉRENTIELLE
sur
LES ALCOOLS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES ALCOOLS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 11 juin 1908 à 2 heures 1/2

PAR

René MORIN

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président : M. ALGLAVE

*Suffragants { MM. JAY, professeur
 DESCHAMPS, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555820_0001

PREFACE

Le mot de « taxe différentielle » sur les alcools exprime l'inégalité d'impôt que divers projets d'actualité tendent à établir sur les alcools suivant leur origine : alcools provenant de la distillation du vin ou des fruits, alcools provenant de la distillation des jus de betteraves, des mélasses, des grains, des substances farineuses ; cette seconde sorte d'alcools est connue sous le terme générique « d'alcools d'industrie », parce qu'ils sont obtenus dans des usines importantes où on les traite en grandes quantités à la fois ; les premiers, au contraire, groupés sous le terme impropre d' « eaux-de-vie naturelles », sont généralement passés à l'alambic chez le producteur lui-même, ou dans de petites distilleries agricoles.

Nous nous proposons dans cette étude, après avoir rappelé quelques principes de droit public intimement mêlés au sujet, de rechercher si les arguments, présentés en faveur de cette modification fiscale, ont la valeur que leur attribuent leurs auteurs, et si l'on ne peut leur opposer des inconvénients, qui les contrebalancent tant au point de vue fiscal qu'au point de vue économique.

Il nous a fallu commencer par rappeler les événements d'ordre politique et économique, à la suite desquels le Parlement et les particuliers ont dû s'occuper de cet amendement à apporter à la législation des alcools.

Nous avons été ainsi amenés à exposer l'historique des divers projets de taxe différentielle et les arguments avancés par leurs auteurs.

L'importance sans cesse croissante de l'influence que les législations des divers pays exercent les unes sur les autres nous a engagés à nous occuper de l'existence et des résultats économiques et fiscaux de la taxe différentielle dans les pays étrangers, de la situation favorable de ces pays par rapport à celle de la France.

Considérant de plus près la nature spéciale des impôts, en particulier des droits sur les boissons, nous avons examiné la taxe différentielle sous le double aspect qu'elle présente : au point de vue du fisc et au point de vue économique : au point de vue de l'Etat qui a intérêt à voir maintenus certains principes directeurs de son régime politique et financier, au point de vue du contribuable auquel on ne peut imposer de nouveaux impôts, de nouvelles charges, sans se rendre compte des conséquences qui en résultent pour lui. Nous discuterons donc si des raisons d'ordre public et d'ordre financier ne s'opposent pas à l'établissement de la taxe différentielle. Nous verrons ensuite en quoi cette innovation peut troubler les rapports indispensables des producteurs, des intermédiaires et des consommateurs, sui-

vant les formes diverses que lui donnent ses partisans dans l'application.

Enfin nous consacrerons un chapitre aux résultats que la taxe différentielle obtiendrait une fois appliquée et nous nous demanderons s'ils sont en rapport avec les sacrifices que le fisc et les particuliers auront dû faire pour les obtenir.

Au cours de la discussion nous serons amenés à étudier d'une façon assez détaillée certains points spéciaux des lois sur les boissons et de leurs conséquences pratiques. Le fonctionnement de cette législation est si compliqué qu'il est impossible d'en parler en restant uniquement dans le domaine de la théorie. Nous ne pouvons considérer la question particulière qui nous occupe, indépendamment des lois qu'elle est destinée à compléter et des principes qui leur servent de base.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages, Textes législatifs et rapports divers.

- J. CAILLAUX. — Les impôts en France : traité technique. — Paris, Chevalier-Maresq, Plon-Nourrit, 1904.
- CAZEAUX-CAZALET. — Proposition de loi tendant à prévenir et réprimer la fabrication des vins artificiels et les fraudes sur les alcools : Doc. parl. — Ch. des Dép., 9^e légis., sess. 1907, n^o 741.
- 2^e rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur la situation critique de la viticulture : Doc. parl. — Ch. des Dép., 9^e légis., sess. 1907, n^o 1096.
- 3^e rapport : — Ch. des Dép., 9^e légis., sess. 1907, n^o 1096.
- CAZENEUVE. — Rapport fait au nom de la Commission des boissons : Doc. parl. — Ch. des Dép., 9^e légis., sess. 1907, n^o 1021.
- COMMISSION EXTRAPARLEMENTAIRE DE 1902. — Compte rendu analytique des travaux : Ministère des Finances, Paris 1906.
- PASCAL DUPRAT. — Rapport fait au nom de la Commission de réforme de la législation sur l'impôt des boissons : Doc. parl. — Ch. des Dép., 2^e légis., sess. 1881, n^o 3700.
- GELLÉ. — Proposition de loi ayant pour objet de favoriser l'emploi de l'alcool industriel par l'abaissement de son prix de vente : Doc. parl. — Ch. des Dép., 9^e légis., sess. extraord., 1907, n^o 1298.

GERVAIS. — Rapport sur la crise viticole fait à la Société des Viticulteurs de France.

GUILLEMET. — Exposé des motifs de la proposition de loi, tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool : Doc. parl. — Ch. des Dép., 9^e légis., sess. extraord., 1906, n° 359.

E. LAVISSE. — Histoire de France. — Hachette, 1900-1907.

Législation allemande sur les alcools. *Bulletin du ministère de l'Agriculture* 1900.

OLIBO. — Codes de Contributions indirectes des octrois. — Lyon, Imprimerie, rue de Condé, 1876-1880.

REUSSET et LOURICHE. DESFONTAINES : Histoire des impôts indirects, Paris, Rousseau 1883.

LÉON SAY. — Rapport général fait au nom de la commission extraparlamentaire de 1887, ministère des Finances, 1887.

Syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France. Compte rendu des travaux, sess. 1907, Laval, Burneoud, 1907.

PAUL TAQUET. — Une fraude de 100 millions. — Les bouilleurs de crû. — Guillemin, 1901.

— Rapport général fait au nom de la Commission extraparlamentaire des alcools, vins et spiritueux (1902), Ministère des Finances, 1906.

Testonnico della Legge Sugli Spiriti. — Milano, Società editrice libraria, 1906.

H. TURPIN. — Traité des droits et obligations du commerce des liquides, Laval, Barneoud, 1904.

TRESCAZE. — Nouveau recueil chronologique des contributions indirectes. — Oudin.

— Suite du nouveau recueil chronologique des contributions indirectes. — Règlements et instructions. — Oudin.

— Nouveau recueil chronologique des lois et instruc-

tions des contributions indirectes, des tabacs et des octrois. — Oudin.

J. VIDAL. — Monographie de la ville d'Aimargues. — Paris, Amat, 1906.

Revue et périodiques.

Bulletin du syndicat du commerce en gros des vins, cidres, etc. : années 1907, 1908.

Bulletin de statistique et de législation comparée : Ministère des Finances, années 1906, 1907, 1908.

Bulletin du ministère de l'Agriculture, 1900.

Journal des Contributions indirectes, 1907, 1908.

Journal officiel, 1902, 1906, 1907, 1908.

Moniteur, 1849.

Moniteur vinicole, 1907, 1908.

Revue Vinicole 1907, 1908.

INTRODUCTION

LA CRISE VITICOLE ET LA CRISE DES EAUX-DE-VIE NATURELLES

« Il n'est pas douteux, dit M. Prosper Gervais dans le rapport si remarquable qu'il a fait au nom de la Société des Viticulteurs de France, que les origines de la crise viticole sont lointaines. Elles remontent à la période phylloxérique elle-même ; elles tiennent par d'invisibles liens aux bouleversements d'ordre divers, agricole et économique, dont celle-ci a semé les germes. L'invasion phylloxérique a été par là doublement néfaste à notre pays ; d'abord par ses conséquences agricoles — la destruction du vignoble — ensuite par ses conséquences économiques autrement redoutables parce qu'elles étaient impossibles à prévoir, et que, dissimulées à tous les yeux leurs manifestations successives déconcertent et déroutent les meilleurs esprits (1). »

En effet, c'est en face de la pénurie des récoltes et des demandes du commerce que la préoccupation dominante des viticulteurs fut la recherche de la quantité.

(1) PROSPER GERVAIS: rapport fait au nom de la Société des Viticulteurs de France, sur la crise viticole.

Les hauts prix du marché et les déficits causés par la disette et les frais de la replantation, appelaient une production précoce et abondante. On recourut, en conséquence, aux cépages à grand rendement et l'on abandonna les collines pour les plaines humides : le résultat fut que l'on obtint la quantité aux dépens de la qualité. C'est ainsi que le Midi est arrivé à produire plus qu'il n'a jamais produit ; de 1896 à 1901, il fournit un contingent de 41 0/0 de la récolte totale. Le vignoble de l'Aude, par exemple, comptait en 1863 : 69.600 hectares, 128.000 en 1881, 133.500 en 1900, avec pour cette dernière année une production de 6 millions d'hectolitres (1) : en 1907, la production s'est élevée à 8.383.584 hectolitres (2) : sur le territoire d'Aimargues (3) le nombre d'hectares plantés a passé de 80 en 1880 à 1.870 en 1900, et le rendement total en hectolitres de 7.600 à 168.030.

Aussi, à la suite de l'année humide de 1900, la production, qui en 1899 avait passé de 32.282.000 hectolitres à 47.908.000, monta brusquement à 67.353.000 hectolitres (4). Les vins de cette année provenaient en grande

(1) Rapport fait au nom de la commission des boissons, chargée d'examiner le projet de loi tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage par M. Cazeneuve, député, Ch. des dép., n° 1.021, 9^e législature, sess. 1907.

(2) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, n° janvier 1908, page 86.

(3) JEAN VIPAL : Monographie de la ville d'Aimargues, ouvrage couronné par la Société des Agriculteurs de France (sess. 1906).

(4) *Bull. de statistique*, n° janvier 1908, p. 82.

partie des vendanges de plaines inondées, où les raisins avaient pourri sur pied. Déjà pendant la période phylloxérique l'on avait jeté dans la circulation des vins défectueux provenant du mouillage à la cuve : vins à 10°, qu'on ramène à 8°, du mouillage dans le chai du marchand de gros, qui use des acquits fictifs, de la boutique du débitant, qui veut livrer du vin très bon marché lui laissant toutefois un appréciable bénéfice. Mais cette fraude fut d'abord restreinte et ne prit une grande extension que vers 1900. Au même moment, par suite de la mauvaise qualité de la récolte de cette année, les producteurs, pour utiliser leurs vins défectueux, étaient obligés de les rétablir à l'aide de produits chimiques et œnologiques. La fédération des délégués des communes et des syndicats agricoles pour la défense de la viticulture, de Toulon, déclarait que « le commerce ne recherche presque plus que des vins avariés. Ces vins se vendent, dit-elle, de 1 fr. à 2 fr. l'hectolitre. Ils ont peu de couleur, ils sont amers. On y ajoute de l'acide sulfurique pour leur redonner du ton. Ils vont ainsi « rassistolés » à la consommation et c'est ainsi qu'on détruit l'estomac des consommateurs après avoir ruiné le producteur. »

En 1901, les vins de Bordeaux éprouvèrent le même malheur que les vins des trois grands départements viticoles : la production se maintint à 57.964.000 hectol. C'est alors que devant cette énorme production, de mauvaise qualité, accrue encore par le mouillage et le ra-

fistolage, les viticulteurs de toute région recoururent à un débouché, qui leur était assuré avant la crise phylloxérique : la distillation ; et telle fut leur unanimité sur ce point que de 77.006 hectolitres en 1899, la production d'alcool de vin passa à 149.407 en 1900, 330.966 en 1901, 105.745 hectolitres en 1902 (1). La consommation ne put absorber ce stock énorme d'un produit dont elle avait appris à se passer et dont elle était déshabituée. La quantité laissée pour compte eut beaucoup de mal à s'écouler, bien qu'en 1903 la production de l'alcool de vin fut tombée à 30.208 hectolitres. Il fallait donc se résigner à perdre cet écoulement facile, qui avait autrefois sauvé la viticulture de la surproduction pendant les années d'abondance. Toutefois les récoltes déficitaires de 1902 et de 1903 : 39.884.000 hectolitres et 35.402.000 hectolitres, rassurèrent les viticulteurs, dont les stocks semblaient devoir ainsi s'écouler et qui se consolaient d'une surproduction momentanée mais non permanente. Une nouvelle circonstance intervint pour rendre pire cette situation apparemment meilleure.

À la suite de la convention de Bruxelles et de la loi du 28 janvier 1903, le prix du sucre tomba de 68 fr. à 25 francs. Les viticulteurs en profitèrent pour grossir leur récolte déficitaire à l'aide du sucrage, procédé trop cher jusqu'alors pour être pratiqué sur une grande échelle. Pendant la campagne 1903-1904, on peut esti-

(1) *Bull. de statistique*, juillet 1907, p. 35.

mer qu'outre les 18.596.871 kilos de sucre déclarés, la consommation clandestine employa plus de 20 millions de kilos de sucre ; et elle en a utilisé certainement trois ou quatre fois plus, car le sucrage déclaré de 1899 et de 1900 en avait absorbé 57 millions sans produire un désastre pareil (1). En certains endroits la production fut doublée et triplée par la fraude. Le rendement officiel de la récolte 1903 du territoire d'Aimargues (Aude) a été fixé à 54.450 hectolitres ; or les sorties, pour lesquelles la moindre erreur est impossible en accusent 126.282, d'où un excédent en faveur de ces dernières de 71.832 hectolitres (2). Dans une commune voisine une propriété, produisant 3 à 4.000 hectolitres en a élaboré 16.000 (3). Aussi le vin qui, au commencement de la campagne, se vendait 24, 25, 26, 27, 28 fr. l'hectolitre, ne se vendait plus que 14 et 15 fr. six mois après, et, lorsqu'il fut constant au mois de juin suivant qu'il restait à la propriété plus de vin qu'il n'en avait été récolté, les prix tombèrent à 5 fr. et 6 fr. l'hectolitre. Le sucrage dut alors cesser, car le prix de l'hectolitre d'alcool-sucre étant de 5 fr. environ (0 fr. 60 le degré), les fraudeurs n'y trouvaient plus d'avantages.

En 1904, la production fut de 66.017.000 hectol. (4); en 1905 et 1906 elle baissa à 56.666.000 hectolitres et 52.079.000 hectolitres. La pratique du sucrage cepen-

(1) V. CAZEAUX-CAZALET, *op. cit.*

(2) JEAN VIDAL, *op. cit.*

(3) Arrêt de la cour d'appel de Nîmes du 20 juin 1905.

(4) *Bull. statistique* : id.

dant continua avec des alternatives d'augmentation et de diminution suivant que les cours montaient ou se rapprochaient du prix de l'alcool-sucre. Les viticulteurs se désespéraient de voir les cours du vin osciller entre 6 fr. et 8 fr., sans espoir d'augmentation. En vain la production était-elle moins considérable, en vain le sucrage diminuait-il, les stocks énormes accumulés pendant les années précédentes continuaient de peser sur le marché. Leur exaspération grandissante aboutit aux troubles sanglants du mois de juillet 1907. Depuis, grâce à la sévérité des lois sur le sucrage et de la répression des fraudes, malgré l'abondance de la dernière récolte 66.070.273 hectolitres (1) les cours des vins se sont notablement relevés, ce qui prouve bien l'influence funeste du sucrage sur le marché.

Pour être absolument exact, à ces causes primordiales il faut ajouter quelques causes secondaires. Par exemple l'on a trop négligé jusqu'ici la position du commerce des vins, sans prendre garde au rôle de régulateur qu'il joue sur les fluctuations des cours. La suppression des droits d'entrée et de détail, celle des taxes d'octroi, en libérant le vin, ont rendu son commerce accessible à tout le monde. Les producteurs eux-mêmes, en concurrençant directement leurs propres intermédiaires, ont contribué à l'avilissement des prix et à cette concurrence du bon marché qui est la caractéristique

(1) *Bulletin de statistique*, janvier 1908, p. 88.

la plus fâcheuse de l'état actuel du marché des vins. De plus, à côté du commerce honnête, il existe un commerce interlope, qui empêche les commerçants sérieux de faire comme jadis, à l'avance, l'approvisionnement de vins de bonne qualité. Ne payant pas de patente, et réduisant au minimum ses frais généraux, il arrive à vendre du vin à 15 fr. l'hectolitre au détail. Aussi les membres de la Chambre de commerce du Lot-et-Garonne et la Chambre syndicale des commerçants en gros des vins et spiritueux de l'Armagnac peuvent-ils dire : « Une des raisons les plus importantes de la baisse des cours, c'est ce fait que le commerce n'a plus confiance. On faisait des approvisionnements ; aujourd'hui on achète au jour le jour ».

D'autre part notre politique protectionniste gênait la pénétration de nos vins en des pays comme la Suisse, dont nous nous étions efforcés jusqu'ici de conserver la clientèle par mainte concession, et qui, pendant la rupture de 1888, recourut aux vignobles italiens. Les vignobles, italiens, espagnols, caluorniens, se développaient depuis 1874 ; et les Français, en chômage, pour seconder notre production raréfiée, allaient donner des leçons de viticulture aux producteurs étrangers. En Angleterre, en Allemagne, la mode des vins français tombait en désuétude ; et les attaques imprudentes de nos hygiénistes n'étaient pas étrangères à cette baisse de la consommation. La loi Piou, interdisant le mélange en entrepôts de douane des vins étrangers avec les nôtres,

a forcé les négociants français à aller créer des établissements en Portugal et en Espagne ; et ceux de nos vins, qui sortaient de France mélangés aux vins des autres pays n'ont plus trouvé d'écoulement.

Toutefois, quand à toutes ces causes, on ajouterait encore l'élévation du prix de la main-d'œuvre et des soins exigés par les maladies nombreuses de la vigne, la fréquence des grèves, occasionnées par le développement des syndicats agricoles, on en arrive à expliquer l'engorgement du marché ; mais on est obligé de constater, avec M. Prosper Gervais, qu'il n'y a pas là véritable surproduction, c'est-à-dire « accumulation énorme de stocks invendus, constituant un déséquilibre manifeste et permanent entre la production et la consommation, entre l'offre et la demande (1) ».

Combien, en effet, y a-t-il de vignobles qui produisent de 100 à 200 hectolitres l'hectare, comme on l'a prétendu : même les rendements de 100 hectolitres sont exceptionnels et réservés à quelques plaines très fertiles ? Dans toutes les autres plaines les rendements ne dépassent guère 60 hectolitres à l'hectare. Sur les côteaux, les rendements oscillent entre 25 et 50 hectolitres à l'hectare. Le nombre d'hectares cultivés a diminué d'étendue : il a passé à 1.600.000, au lieu de 1.800.000, malgré la replantation de la vigne. De 1863 à 1878, la France a récolté annuellement en moyenne 56 millions d'hectolitres alors

(1) PROSPER GERVAIS, *op. cit.*

que la consommation taxée ne dépassait guère 35 millions d'hectolitres. Or, en 1899, la production s'est élevée à 47.907.680 hectolitres ; en 1900, à 67.352.661 hectolitres ; en 1903, à 35.402.336 hectolitres ; en 1906, à 52.079.052 hectolitres ; en 1907 à 66.070.000 hectolitres ; pendant ce temps la consommation taxée oscillait entre 40 et 45 millions d'hectolitres. Nous pouvons donc conclure que, tandis que la consommation augmente, la production n'atteint plus les chiffres qu'elles obtenait avant l'invasion du phylloxéra. Malgré le mouillage, le sucrage et autres causes, qui contribuent à l'encombrement du marché, jamais le vin n'aurait été réduit aux prix de famine de ces dernières années, s'il avait retrouvé cette soupape de sûreté, qui lui assurait jadis un débouché élastique dans les années de grandes récoltes : la distillation.

*
* *

Vers 1855, avant l'invasion de l'oïdium, la presque totalité des alcools fabriqués en France était obtenue par la distillation des vins, cidres, lies, marcs et fruits. De 1840 à 1850, la moyenne annuelle des quantités provenant de ces substances, parmi lesquelles le vin tenait de beaucoup le premier rang, s'était élevée à 815.000 hectolitres sur une production totale de 891.500 hectolitres.

Jusqu'en 1876, époque des ravages du phylloxéra, la fabrication de l'alcool de vin continue à occuper une

place importante dans l'ensemble de la production, et, comme la consommation avait pris un rapide essor, le chiffre des quantités distillées, dont elle trouve l'écoulement, ne subit pas une réduction trop sensible surtout dans les années de bonne récolte : 963.668 hectolitres en 1865, 700.320 en 1870, 851.974 en 1872, 717.732 en 1875. Aussi la viticulture, après avoir réclamé et obtenu en 1872, une distinction légale entre ses alcools et ceux des établissements industriels, n'a pas paru durant toute la durée de la période phylloxérique y attacher une très grande importance. Cette loi du 2 août 1872 réservait l'acquit blanc aux alcools du vin ou des fruits, l'acquit rouge aux alcools industriels, l'acquit bleu aux mélanges des uns et des autres. Mais ces distinctions restèrent à peu près lettre morte, en raison des difficultés d'application ; elles perdirent, du reste, une partie de leur intérêt, par suite du vide énorme causé dans la production du vin par les ravages du phylloxéra. Il y eut, en effet, pendant la période 1880-1890 un véritable effondrement dans la production des eaux-de-vie naturelles, qui tomba à 81.885 hectolitres en moyenne et ne se releva qu'à partir de 1893.

Pendant ce temps les procédés de fabrication de l'alcool industriel progressaient. De grandes usines, recevant directement les produits du sol ou les flegmes de première cuvée s'étaient établies : les usines de rectification surtout avaient perfectionné leurs procédés et l'alcool qu'elles pouvaient livrer aux consommateurs

était capable de remplacer sans infériorité les eaux-de-vie naturelles devenues trop rares et trop chères pour alimenter la consommation, surtout la consommation ouvrière. L'industrie produisait 75.000 hectolitres en 1870 ; elle en fournit 2.228.000 en 1893 ; les dernières statistiques marquent : 2.291.798 hectolitres pour 1906, se décomposant ainsi : 358.759 hectolitres extraits de substances farineuses, 772.485 hectolitres extraits des mélasses, et 1.160.554 hectolitres extraits du sucre de betterave (1). De plus cet alcool d'industrie se débite à des prix très avantageux : tandis que les cognacs et les armagnacs se vendaient de 60 fr. à 75 fr. l'hectolitre en 1874-1875 et que leur prix triplait et même quadruplait après l'invasion phylloxérique, il ne monte pas à plus de 60 francs.

Cependant le vignoble se reconstitue : les rendements augmentent ; et en même temps baisse le prix du vin. Surviennent les grandes récoltes de 1900 et de 1901. Les viticulteurs recourent à la distillation, pour écouler le trop-plein de leurs caves, comme ils l'avaient fait en 1865, 1870, 1875 lors de ces récoltes, qui s'élevaient à 69, 70 et 83 millions d'hectolitres. Ils produisent jusqu'à 330.000 hectolitres d'alcool. La majeure partie de ce stock, peu considérable en proportion de celui que nous rencontrons avant 1875, leur reste pour compte. Il faut bien se rendre à l'évidence : le marché est accaparé par l'alcool d'industrie : au lieu d'un écoulement

(1) *Bulletin de statistique*, juillet 1907, p. 35.

de 815.000 hectolitres, c'est à peine si la viticulture trouve assuré un écoulement de 200.000 hectolitres. L'on a vu comme à la fin de 1901, commencement de 1902, les cours des eaux-de-vie de vin tomber au-dessous de ceux des trois-six d'industrie. En tous cas les eaux-de-vie de vin de seconde qualité ne peuvent lutter contre les trois-six d'industrie, qui se vendaient, par exemple, 42 fr. en 1907. Les grandes eaux-de-vie des Charentes et de l'Armagnac, gardent sans doute une supériorité indiscutée. Mais l'alcool provenant de la distillation des vins de l'Hérault, l'Aude, les Pyrénées-Orientales, le Gard, conserve une saveur de terroir qui est désagréable au palais de beaucoup de consommateurs. Au contraire, grâce au goût neutre des alcools d'industrie, il est facile par des coupages et des bonifications habiles d'offrir un produit conforme aux désirs de la clientèle. L'influence du prix généralement plus élevé y aidant, les ouvriers et la petite bourgeoisie ont été ainsi amenés à cesser toute consommation d'alcool de vin ordinaire.

Ajoutez à cette cause première de la crise des eaux-de-vie naturelles, quelques causes secondaires : l'augmentation, depuis 1900, des droits sur l'alcool portés de 156 fr. 25, à 220 fr. par hectolitre a forcé le négociant à baisser la qualité de ses produits pour satisfaire une clientèle nombreuse qui se refuse à une augmentation des prix, et qui diminue sa consommation en raison de la dépense. La clientèle riche est détournée de ses an-

ciens goûts de luxe de table par d'autres dépenses somptuaires comme les déplacements, les villégiatures, les sports, l'automobilisme, etc. Il est de bon ton dans les classes aisées de ne plus consommer d'alcool : la campagne antialcoolique et la pression des médecins ont exercé une grande influence sur ce changement de mode.

Tout semble donc conspirer contre la distillation du vin. Aussi les viticulteurs, comprenant qu'ils ne pouvaient reprendre de haute lutte la place que leurs eaux-de-vie avaient perdu sur le marché de l'alcool se sont efforcés d'obtenir le concours de l'Etat. Il leur fallait d'abord exiger une distinction précise entre l'eau-de-vie naturelle et l'alcool d'industrie. Ils résolurent même de faire instituer en leur faveur une prime plus ou moins déguisée, qui rétablirait l'équilibre entre leurs produits et ceux de leurs heureux concurrents. C'est là l'origine de la taxe différentielle ; c'est là toute sa raison d'être.

CHAPITRE PREMIER

LES PROJETS DE TAXE DIFFÉRENTIELLE

Depuis le moment où les Arabes, selon d'autres, Raymond Lulle, découvrirent le moyen de distiller l'« aqua ardens », les eaux-de-vie de vin ont toujours été maîtresses du marché, comme étant les meilleures, les plus faciles à obtenir, et provenant des matières premières les plus abondantes. Nous les trouvons dans cette situation avantageuse pendant la première moitié du xix^e siècle ; nous les y trouvons sous l'ancien régime.

Avant la Révolution, comme le mercantilisme et le système pourvoyeur étaient en honneur, il fut facile aux viticulteurs de réclamer la protection du pouvoir contre les concurrents peu dangereux, qu'ils pouvaient avoir comme les producteurs d'eaux-de-vie de cidre de Normandie et de Bretagne, et contre la concurrence plus récente des rhums et des eaux-de-vie de grains, quand l'absence de réglementation parut leur permettre de remplacer l'eau-de-vie de vin chez une partie des consommateurs. C'est ainsi qu'en 1713, ils parvinrent à obtenir du gouvernement que la circulation de tous ces

spiritueux fut interdite, partout ailleurs que dans la région même où on les produisait. Ce n'était donc pas alors seulement une surtaxe imposée à leurs concurrents ou une détaxe qu'ils réclamaient, mais une expropriation non déguisée, leur permettant de conserver leur antique situation sur tous les autres points du marché français.

La Révolution ne remplit pas toutes les promesses que ses promoteurs avaient faites aux contribuables : elle ne supprima pas d'une façon définitive l'impôt sur les boissons. Elle fit du moins disparaître toutes les entraves à la concurrence intérieure, et les contrées à vignoble ne souffrirent pas de ce régime de liberté.

L'on peut même dire qu'à partir de la loi de finances du 5 ventôse an XII, rétablissant l'inventaire, et la loi de finances du 25 novembre 1808, rétablissant le droit sur les eaux-de-vie, les défenseurs de la viticulture ne réclamèrent jamais une situation privilégiée, en opposition avec le droit commun : bien au contraire, ils firent campagne pour la suppression de tout impôt sur les boissons, comme attentatoire aux droits de l'homme : la liberté de circulation, l'inviolabilité du domicile, l'égalité des citoyens devant la loi (1). En 1849, dans un mouvement d'enthousiasme républicain, la Constituante supprima l'impôt sur les boissons : sept mois après, la Lé-

(1) PASCAL DUPRAT. La réforme de l'impôt des boissons, rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner les propositions de loi relatives à la réforme de la législation sur l'impôt des boissons. Chambre des députés, n° 3700, 2^e législature, session 1881.

gislative était obligée de le rétablir, malgré les protestations de la gauche, représentée par Bastiat, Thouret, Pradié, Pascal Duprat, Grévy, Maujuin, J. Favre : « Les ministres des Finances, disait Antony Thouret, sauront bien trouver d'autres impôts, ne fût-ce que pour sauver la République et leur portefeuille (2). » Depuis, ils ont peut-être cherché, ils n'ont pas encore trouvé.

Les lois de 1850 à 1873 ne firent qu'aggraver les tarifs. La loi du 1^{er} septembre 1871 doublait les droits de circulation sur les vins en cercle, triplait la taxe du vin en bouteilles, augmentait les droits sur les alcools de deux tiers en plus. Un double droit de consommation était établi sur l'alcool existant dans le vin en sus des 15° autorisés ; après 21° tout était considéré comme alcool (sans compter l'augmentation du droit de licence).

Cette loi fut le coup de grâce donné aux espérances des viticulteurs. Puisqu'ils ne pouvaient faire cesser toute intervention de l'administration dans le régime des boissons, puisqu'il leur était impossible d'obtenir cette « démission définitive de l'Etat » promise par les doctrinaires individualistes de la Révolution, il leur restait à suivre le courant, qui portait l'état moderne à développer et à diversifier ses attributions. Si les protectionnistes réclamaient pour l'Etat le droit de protéger les industries indispensables au progrès de la nation, si les socialistes réclamaient pour l'Etat le droit de protéger les faibles contre les excès de la concurrence, les

(1) *Moniteur*, 14 décembre 1849.

viticulteurs ne pouvaient-ils pas réclamer une part de cette protection si libéralement accordée à d'autres ? « Nous sommes engagés — disait M. Darbot au Sénat lors du dépôt de la proposition de taxe différentielle de M. Calvet — nous sommes engagés dans une voie qu'il nous faut suivre, alors même que nous n'entreverrions pas aisément l'issue, en nous efforçant de triompher des difficultés par toute la bonne volonté et l'esprit de suite dont nous sommes capables (1). » Cette protection de l'Etat pouvait servir aux viticulteurs de deux façons : d'une part en leur permettant de faire distinguer leurs produits des imitations, favorisées par le développement de l'alcool d'industrie ; d'autre part en leur accordant des faveurs, dont le trésor ou certains contribuables paieraient les frais.

Dès 1872, l'article 8 de la loi du 2 août édictait que tout acquit à caution devait porter l'indication des substances avec lesquelles avaient été fabriqués les produits qu'il accompagnait, et que l'acquit délivré serait sur papier blanc pour les alcools de vin, sur papier rouge pour les alcools d'industrie, sur papier bleu pour les mélanges. Ainsi la loi reconnaissait, au moins théoriquement, aux eaux-de-vie naturelles une existence légale distincte de celle des autres alcools : elle éveillait l'attention des consommateurs et les empêchait de se laisser livrer, comme alcools de vin, des alcools d'industrie plus

(1) Sénat. Documents parlementaires, séance du 14 mars 1902.

ou moins bonifiés par des coupages ou des additions d'essences.

Cette même loi, la loi du 21 mars 1874, et surtout celle du 14 décembre 1875 accordaient aux producteurs d'eaux-de-vie naturelles une véritable détaxe d'impôt sous le nom de privilège des bouilleurs de crû (1). L'Assemblée montrait bien son esprit de parti-pris en faveur des viticulteurs, en rejetant, au cours de la même discussion, un amendement de M. Brame, demandant la liberté en faveur des cultivateurs de betteraves, distillant exclusivement leurs produits (2).

Or le privilège des bouilleurs de crû n'est-il pas déjà une taxe différentielle déguisée ? Les viticulteurs se trouvent dégrevés de la totalité ou d'une partie de l'alcool consommé par leur famille. L'économie qu'ils font ainsi dans leur consommation privée leur permet de réduire le prix de l'alcool qu'ils vendent, sans compter le bénéfice des fraudes inévitables sous un pareil régime. Pour être accordé en bloc sur une quantité limitée, la détaxe n'en est pas moins répartie, en fait, sur l'ensemble de la production. C'est ce qui permettait à Léon Say de dire dans son lumineux rapport : « C'est une situation bien différente de celle qu'a faite la loi aux propriétaires distillant le jus de betteraves ou les grains de leur pro-

(1) Loi du 14 décembre 1873 : article unique : « Les propriétaires, qui distillent les vins, marcs, cidres, prunes, cerises, provenant de leurs récoltes, sont dispensés de toute déclaration préalable et de l'exercice ».

(2) PASCAL DUPRAT : *op. cit.*

pre récolte. Ce sont bien pourtant aussi des distillateurs de cru ; mais ils sont soumis à la surveillance étroite des agents des contributions indirectes et tout ce qu'ils produisent est placé sous la main de l'administration (1). »

Ce privilège exorbitant accordé aux bouilleurs de cru fit l'objet de vives réclamations pendant la fin du xix^e siècle. La commission extraparlamentaire de 1887, par la voix de Léon Say, proposa de le réglementer. Parmi les projets, qui lui furent soumis à ce sujet, l'un d'eux est typique : car nous y rencontrons cette idée, qui sera reprise, dans la suite, d'acheter la suppression du privilège des bouilleurs de cru par l'établissement d'une taxe différentielle, ce qui prouve bien que ces deux mesures sont équivalentes (2). Les auteurs de la proposition voulaient diviser le droit en deux parties : la première payée à la fabrication, la deuxième à la consommation. On aurait combiné les intérêts des viticulteurs avec la suppression de leur privilège, en leur accordant la détaxe totale ou partielle du droit de fabrication. Cette proposition fut rejetée comme attentatoire à l'égalité des citoyens devant l'impôt. L'on pourra constater, qu'à part quelques variantes, elle se retrouvera dans toutes les propositions suivantes de taxe différentielle, bien qu'elle n'en portât pas encore le nom.

Pendant les années suivantes la question parut as-

(1) LÉON SAY. Rapport général : Commission extraparlamentaire de 1887, 3^e partie.

(2) LÉON SAY, *idem*.

soupie. En 1900 le gouvernement et le parlement semblent disposés à revenir définitivement au principe de l'égalité de tous devant l'impôt : le privilège des bouilleurs de cru est réglementé sans compensations pour ceux qui font usage d'appareils à marche continue (1). Mais, deux mois après, les viticulteurs se trouvent, sans paraître s'en douter, dans la situation la plus privilégiée qu'ils aient jamais obtenue : La loi de finances du 25 février 1901 établissait une allocation de 9 fr. par hectolitre d'alcool pur soumis à la dénaturation » pour tenir compte du coût du dénaturant » — « ... Pour couvrir le trésor de cette dépense, disait l'article 59, les distillateurs qui rectifient les flegmes ou qui mettent en œuvre des matières autres que les vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, seront tenus d'acquitter une taxe de fabrication de 0 fr. 80... (2) ». Les viticulteurs n'ont jamais paru tenir compte de cette disposition qui passa facilement avec le budget de l'année. En fait la loi du

(1) La loi du 29 décembre 1900 (art 10) soumettait « au régime des bouilleurs de profession les bouilleurs de cru qui font usage d'appareils à marche continue pouvant distiller par 24 heures plus de 200 litres de liquide fermenté, d'appareils chauffés à la vapeur, ou d'appareils ordinaires d'une contenance supérieure à 5 hectolitres ». Il leur était toutefois accordé 20 litres d'alcool pur en franchise; une dérogation était faite en faveur des alambics ambulants.

(2) L'article 15 de la loi du 30 mars 1902 accordait la même exemption aux rhums et tafias naturels ainsi qu'aux genièvres qui, dans des établissements spéciaux ne produisant pas de trois-six sont obtenus par la distillation simple du seigle, du blé, de l'orge, de l'avoine, et sont susceptibles d'être livrés sans coupage à la consommation.

25 février 1901 établissait la taxe différentielle, objet de leurs désirs : elle leur accordait cette taxe à la fabrication, que repoussait Léon Say, puisque l'alcool d'industrie subissait une charge dont l'alcool de vin était dispensé, et que l'alcool de vin, tout aussi bien que l'alcool d'industrie, profitait de la place libre que les alcools dénaturés laissaient sur le marché.

Le gouvernement, les chambres, les particuliers n'attachèrent pas plus d'importance au principe, qui venait de s'introduire subrepticement dans la législation : pendant les cinq années suivantes la viticulture n'obtint aucune faveur. Attribuant aux producteurs eux-mêmes la cause de leurs malheurs, la loi du 31 mars 1903 réglementait encore plus sévèrement le privilège des bouilleurs de cru (1). Mais elle modifiait la loi du 2 août 1872 dans le but de leur donner une garantie de l'authenticité de leurs produits au moment de la consommation : elle la simplifiait en supprimant l'acquit bleu ; elle réservait l'acquit blanc aux seuls alcools et eaux-de-vie naturels, et créait la nécessité du magasin distinct et du compte

(1) Elle établissait un contrôle sévère des alambics et limitait l'allocation en franchise à 10 0/0, sans que cette allocation put être inférieure à 20 litres d'alcool pur. Malheureusement l'art. 21 (amendement Morlot) venait rendre presque inutiles ces sages dispositions. Il dispensait de toute déclaration autre que « celles prévues aux articles 12 à 18 inclus de la présente loi (contrôle des alambics) ainsi que de toute vérification et prise en charge, les propriétaires, fermiers et métayers, qui, après avoir justifié qu'ils ne cultivent pas une superficie plus considérable de vignes ou un plus grand nombre d'arbres fruitiers à l'état de rapport normal, qu'il n'est nécessaire à la

spécial pour les négociants, qui voudraient utiliser cet acquit blanc. La loi du 6 août 1905 « relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux » favorisait encore la différenciation des alcools en établissant la déclaration d'origine (article 25) et en exigeant sur les divers récipients de spiritueux, mis en vente, une étiquette « très apparente » indiquant « les substances avec lesquelles l'alcool, que contient le spiritueux, a été fabriqué » (article 26) : les consommateurs pouvaient ainsi se rendre compte de la qualité de l'eau-de-vie qui leur était livrée. Malheureusement ces seules mesures jettent déjà la perturbation dans le commerce et l'application de la loi a dû être retardée au 1^{er} janvier 1908.

Les lois sur les fraudes des 1^{er} et 6 août 1905, puis celle du 29 juin 1907 « tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage » n'ont été que le prélude d'une législation plus restrictive du commerce des eaux-de-vie d'industrie au profit des eaux-de-vie naturelles (1). La loi du 15 juillet 1907, votée sous l'influence

production moyenne de 50 litres d'alcool pur, suivant les usages des pays, distilleront chez eux les vins, cidres, lies, marcs, prunes, prunelles et cerises, provenant exclusivement de leurs récoltes ». C'était soustraire la plupart des petits bouilleurs à tout exercice et à toute vérification, et leur permettre de disposer à peu près librement de produits dont l'administration ne connaissait la nature que par une déclaration sans contrôle. Aussi la loi du 31 mars 1903 n'atténua-t-elle les fraudes suscitées par l'élévation des droits sur l'alcool que d'une façon très restreinte.

(1) Malheureusement pour les viticulteurs eux-mêmes la loi

des événements sanglants du Midi, rendait obligatoires les magsins « séparés » (1) pour la délivrance de l'acquit blanc.

Telle est, à l'heure actuelle, la situation du marché des eaux-de-vie naturelles. Elles jouissent d'une taxe différentielle déguisée, puisqu'elles sont exemptées de la taxe de fabrication de la loi du 25 février 1901. Elles ont obtenu leur complète distinction des alcools d'industrie grâce à l'établissement des magasins séparés. Ces mesures ne suffisent pas aux viticulteurs. Les négociants ont encore ainsi la liberté de ne pas emmagasiner leurs eaux-de-vie dans un magasin séparé, s'ils se contentent de les expédier sous acquit rose. Au contraire, si l'on établissait la taxe différentielle, non pas sous forme d'une prime légère déguisée, escamotée, pourrait-on dire, dans une loi « modifiant diverses dispositions relatives au régime des boissons » et noyée au milieu des nombreux articles d'une loi de finances, mais ouvertement à la consommation, le fait seul de détenir des eaux-de-vie naturelles rendrait l'existence du magasin séparé indispensable pour qui ne voudrait pas payer

du 27 février 1906, rétablissant le privilège des bouilleurs de cru, dispense ceux-ci dans son article unique de toute déclaration préalable et les affranchit de l'exercice. C'est revenir textuellement à la loi du 14 décembre 1875, et s'exposer aux mêmes inconvénients, accrus encore de la complication de la législation présente.

(1) Non plus « distincts » comme le prescrivait la loi du 31 mars 1903. Le magasin séparé est aux termes de la loi du 15 juillet 1907 celui qui se trouve séparé par la voie publique de tous locaux qui contiendraient des spiritueux n'ayant droit qu'à l'acquit rose.

la différence de taxe. En tous cas, si l'on établissait la taxe différentielle seulement à la fabrication au dire des partisans de cette mesure, ce serait toujours un moyen de signaler l'alcool de vin à l'attention des consommateurs, à la vigilance de la régie, ce serait accorder un aide aux viticulteurs malheureux, ce serait enfin, terminer une évolution, qui, depuis trois ou quatre ans, se dessine en faveur de la viticulture.

*
* *

Les défenseurs des viticulteurs au parlement se firent dès le début de 1902 l'écho de leurs doléances. Quatre projets furent déposés dans le courant de deux mois : ceux de MM. Lauraine, Clémentel et Honoré Leygues à la Chambre des députés ; celui de M. Calvet au Sénat (1).

Le 24 janvier 1902, à la suite de l'interpellation de M. Narbonne sur la crise viticole, M. Lauraine, s'appuyant sur des raisons d'intérêt commercial et d'hygiène réclamait l'urgence en faveur d'une proposition de loi qu'il déposait sur le bureau de la Chambre, et qui se trouvait signée par la plupart des députés du Midi.

« Art. premier.—Le droit de consommation sur les al-

(1) Il faut remarquer que ces différents projets sont antérieurs aux lois sur les fraudes, et sur les magasins séparés ; et que le privilège des bouilleurs de cru n'était pas encore rétabli dans son intégralité. Mais M. Lauraine a signé le projet de M. Cazeaux-Cazalet en date du 25 juin 1907.

cools provenant de la distillation des betteraves, mélasses, grains, ou produits similaires, est fixé à 270 fr. par hectolitre d'alcool pur.

Le droit sur les alcools provenant de la distillation des vins, cidres, lies, marcs et fruits est fixé à 170 fr. par hectolitre d'alcool pur.

Art. 2. — Ne pourront bénéficier du droit réduit de 170 fr. que les alcools de vins, lies, marcs, fruits, qui justifieront de leur identité d'origine. »

Art. 3. — Un décret d'administration publique réglera les conditions d'application de la présente loi.

Cette proposition est caractéristique en ce qu'elle pose très franchement le problème de la taxe différentielle : surtaxe des alcools industriels ; détaxe des alcools de vin ; certificat d'origine ; et qu'en même temps sa courte rédaction laisse au gouvernement le soin d'en régler l'application, sans plus s'inquiéter des difficultés, qui peuvent en ressortir. Nous rencontrerons plus ou moins le même parti-pris dans les autres projets.

« Il y a surproduction, disait M. Lauraine pour justifier son projet, et, à l'heure actuelle, 20 millions d'hectolitres de vins invendus pèsent sur le marché... Pouvons-nous croire ou espérer que la consommation du vin augmentera au point d'atteindre demain le chiffre total de la production ? Personne n'oserait sérieusement y songer. Il reste un moyen : la distillation » (1). Il fai-

(1) Séance du 24 janvier 1902. Doc. parlementaires, session 1902. Ch. des députés.

sait ensuite remarquer que l'alcool de vin ne pouvait lutter avec du trois-six d'industrie, vendu 26 fr. les 86° et que le trois-six d'industrie, inutilisable sans addition d'essences nocives, avait un débouché tout naturel : occuper sur le marché la place des 5 millions d'huiles minérales, que nous importons tous les ans.

M. Clémentel, signataire de la proposition Lauraine, ajoutait que, dans l'enquête faite dans le Midi par la Commission de la crise viticole, 80 0/0 des réponses réclamaient la taxe différentielle.

Le 24 février 1902 (1), M. Clémentel, lui-même, proposait en même temps que l'interdiction des essences nocives et que diverses mesures tendant à favoriser le développement des emplois industriels de l'alcool, une taxe différentielle.

Un autre rapport, établi par M. Honoré Leygue au sein de la même commission, et déposé le 28 février de la même année, se terminait par une proposition de loi élevant de 220 à 270 francs le droit de consommation sur les alcools industriels seulement (2).

M. Calvet, au Sénat, déposait, le 14 mars 1902, son rapport (3) sur la pétition des 40.000 propriétaires des Charentes, demandant la détaxe des eaux-de-vie naturelles, et faisait voter une motion réclamant la réunion

(1) Séance du 24 février 1902, *id.*

(2) Séance de février 1902, *id.*

(3) Séance du 14 mars 1902: Doc. parlementaires. Sénat, session 1902 et Doc. parlementaires: annexe n° 273, 1902.

d'une commission extraparlamentaire pour l'étude des questions relatives au régime des alcools, vins et spiritueux. Sur la demande de M. Boudenoot, on s'accorda pour ne pas limiter le rôle de cette Commission. M. Calvet aurait pourtant voulu faire insérer dans sa motion que la Commission étudierait spécialement une surtaxe de l'alcool d'industrie « pour permettre de primer les alcools de même origine, dénaturés » (1). C'était, malgré ses dénégations, une taxe différentielle déguisée; la surtaxe réclamée, tout en favorisant la dénaturation de l'alcool d'industrie, servait surtout à relever le prix de celui-ci, afin de restreindre la concurrence qu'il faisait à l'alcool de vin.

Le projet de M. Cazeaux-Cazalet est postérieur de cinq ans à ces quatre projets. Il a été déposé sur le bureau de la Chambre, le 7 février 1907. Rédigé après le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru et les lois sur les fraudes des 1^{er} et 6 août 1905, après le dépôt des conclusions de la commission extraparlamentaire de 1902-1906, il indique nettement que les viticulteurs demeurent toujours aussi exigeants. Après une première partie relative à certaines mesures à prendre contre le sucrage et le mouillage des vins (2), et pour la plupart

(1) M. Calvet réclamait également l'étude de l'extension de la liberté des bouilleurs de cru, de la répression des fraudes, du contrôle hygiénique.

(2) M. Cazeaux-Cazalet y proposait plusieurs mesures relatives au sucrage des vin: sucrage des vins en première cuvée, fabrication des vins de sucre pour la consommation familiale,

desquelles il obtint le vote de la Chambre lors de la loi du 29 juin 1907, il réclamait, dans une seconde partie, relative au régime des alcools, une détaxe de 50 fr. per hectolitre en faveur des alcools et eaux-de-vie de vin, l'établissement des 4 comptes distincts chez les marchands de gros, l'obligation de magasins séparés, suivant la nature des alcools d'après quatre catégories : alcools et eaux-de-vie de vin, alcools de fruits, alcools d'industrie, alcools de mélange (1) : c'est le maximum de complications, que l'on puisse demander pour entraver les opérations du commerce et de la régie.

Au mois de juin 1907, comme rapporteur de la commission chargée de faire une enquête sur la situation critique de la viticulture, M. Cazeaux-Cazalet déposait une nouvelle proposition, plus modérée, où il concluait au contrôle des bouilleurs de cru, qui demanderaient le

contrôle des entrées et sorties des sucres chez les intermédiaires, déclaration de récolte, bornes alcooliques. Il y faisait remarquer que la fabrication des vins artificiels, en facilitant la production des trois-six de vin, réalise en permanence l'abondance d'un produit, que l'on peut consommer en fraude ou introduire chez les marchands en gros, pour en faire sortir les trois-six d'industrie sans payer les droits; ces alcools sont employés à viner clandestinement des boissons, ou sont jetés dans la circulation à très bas prix.

(1) Doc. parlementaires: Ch. des députés, 9^e législ., session 1907, annexe n° 741. Enfin les alcools d'industrie destinés à la fabrication des vinaigres auraient dû payer un droit de consommation de 100 fr. par hectolitre d'alcool pur; taxe non applicable aux alcools de vin; l'appellation « vinaigre » n'aurait pu être appliquée qu'aux vinaigres fabriqués avec du vin ou de l'alcool de vin.

bénéfice de l'acquit blanc, à l'obligation des garanties d'origine pour les intermédiaires, à l'obligation des comptes et magasins distincts, à une taxe différentielle d'un taux peu élevé : « La commission, disait le texte du rapport, tient à déclarer de la façon la plus formelle que la solution de la crise viticole dépend de l'adoption simultanée de toutes les mesures ci-dessus indiquées, et que toutes doivent faire l'objet d'une nouvelle loi (1). »

Le gouvernement et les Chambres n'acceptèrent pas cette manière de voir surtout au sujet de la taxe différentielle, et firent une sélection parmi les réformes proposées. Aussi le 25 juin, dans son 3^e rapport (2), au nom de la Commission d'enquête, M. Cazeaux-Cazalet déposait une proposition de loi, où il ne réclamait, en faveur des alcools et des eaux-de-vie de vin qu'une détaxe de 10 fr. au maximum par hectolitre, les comptes distincts, les magasins séparés ; et, pour faire approuver la loi des défenseurs du Nord, l'abaissement du coût de la dénaturation à 3 fr. ; une prime de 10 fr. par hectolitre d'alcool dénaturé ; une caisse subventionnée exceptionnellement par l'Etat et constituée à l'aide d'une

(1) CAZEAUX-CAZALET, 2^e rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la situation critique de la viticulture. Ch. des députés, 9^e législ., annexe 1023.

(2) CAZEAUX-CAZALET, 2^e rapport fait au nom de la commission d'enquête, etc. Doc. parlementaires, Ch. des dép., 9^e légis., session 1907, annexe n^o 1096. — Le titre I était relatif au mouillage des vins, le titre II aux modifications du régime de l'alcool, le titre III aux modifications au régime des vins importés, le titre IV aux modifications au régime des vins d'Algérie.

surtaxe de circulation de 0 fr. 10 par hectolitre de vin ; et d'une surtaxe de 1 fr. par hectolitre d'alcool de bouche. La moitié des ressources serait affectée aux détaxes des alcools et eaux-de-vie de vin ; l'autre moitié du compte spécial des allocations à attribuer aux alcools dénaturés (1). La loi du 15 juillet 1907 ne sanctionna que la partie de la proposition relative aux comptes distincts et aux magasins séparés (art. 3).

La taxe différentielle fit également l'objet des discussions de la commission extraparlamentaire des alcools, vins et spiritueux de 1902 (2). Ces discussions sont particulièrement intéressantes en ce sens que les préoccupations politiques y occupent moins de place que dans les discussions des commissions parlementaires et que la présence de professeurs, de médecins, de professionnels leur donne un caractère pratique et scientifique. Nous avons vu que déjà en 1887, la commission extraparlamentaire discuta une proposition de taxe différentielle (3) : en échange de la réglementation du privilège des bouilleurs de cru, l'on aurait divisé le droit sur les alcools en deux parties : la première, payée à la fabrication, la deuxième à la consommation, et l'on aurait accordé la détaxe totale ou partielle du droit de fabrication aux alcools directement produits par les viticul-

(1) CAZEAUX-CAZALET, 3^e rapport, *op. cit.* On y retrouve également la proposition de taxe des vinaigres d'industrie.

(2) P. TAQUET. Rapport général: Ch. III. — Voir également le compte rendu des travaux de la première sous-commission.

(3) LÉON SAY. Rapport général.

teurs, les cultivateurs de fruits, les agriculteurs de tous ordres. Pendant les débats de la commission extraparlimentaire des alcools, qui se tinrent de 1902 à 1906 et surtout pendant ceux de la première sous-commission, on entendit MM. Gervais, Cazelles, Cazeneuve et Larnaude soutenir la nécessité de l'application d'une taxe différentielle sous forme soit de détaxe des eaux-de-vie naturelles soit de surtaxe des alcools industriels. Ils s'accordaient, du reste, pour ne pas réclamer une taxe différentielle élevée afin de ne pas avoir l'air de réclamer une prime (1).

En dehors de ces propositions officielles, il en existe d'autres émanant de particuliers, comme celle que M. Liouville a soumis à la Société des Viticulteurs de France. La plus intéressante et la plus caractéristique est peut-être celle, qui fit l'objet de réunions dans les bureaux du *Matin*: c'est « le projet d'alliance de la bette-rave et de la vigne » ou « projet d'entente du Nord et du Midi (2) ». Une série de conférences entre les représentants de la Fédération des Associations agricoles de la région du Nord, les délégués du Comité permanent d'alliance de la viticulture, et ceux du syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France (janvier, février, mars 1907) aboutis-

(1) Rapport Taquet. Compte rendu analytique des travaux de la première sous-commission.

(2) Syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux, et liqueurs de France. Compte rendu des travaux de la session ordinaire de 1907 (6, 7 et 8 mai).

sait à la rédaction de résolutions, où, après un titre I traitant de la question des « sucres », un titre II était consacré aux vins, alcools et pétroles. On y réclamait, outre la réglementation du privilège des bouilleurs de cru, la restriction des autorisations de posséder des alambics, et l'allocation familiale de 10 litres d'alcool pur, l'abaissement du coût de la dénaturation à 3 fr., et surtout la constitution d'un fond d'assurance : 1° contre la mévente des vins ; 2° contre la mévente des alcools. Le premier compte, destiné aux allocations à payer aux alcools de vin, recevrait annuellement $\frac{2}{3}$ des cotisations perçues sur le vin ; le deuxième, destiné au paiement des allocations aux alcools d'industrie dénaturés, recevrait annuellement $\frac{1}{3}$ des cotisations perçues sur le vin, les cotisations perçues sur les alcools de bouche et les alcools de vin, et, en cas d'insuffisance de ces revenus, le produit de taxes de circulation sur les pétroles ou les essences de pétrole. La cotisation, perçue sur les vins serait une surtaxe au droit de circulation de 0 fr. 50 par hectolitre, et de 0 fr. 60 par chaque degré-hectolitre d'alcool ajouté par sucrage ou vinage. La cotisation perçue sur les alcools industriels de bouche et les alcools de vin serait fixée à 5 fr. par hectolitre, et payée à l'entrée en entrepôt.

Ce projet d'entente du Nord et du Midi et celui de M. Cazeaux-Cazalet, qui s'en rapproche beaucoup, indiquent bien quelle est à l'heure actuelle la base des revendications des viticulteurs : ils cherchent l'un et l'autre

à dissimuler le plus possible, sous couleur de cotisations, cette taxe différentielle et s'efforcent, en même temps, de calmer les craintes des distillateurs de betteraves par l'établissement de primes à la dénaturation.

Enfin l'on ne peut ne pas parler d'une forme spéciale de la taxe différentielle, dont M. Cazeneuve s'est fait le très expert défenseur, c'est le système de protection des distilleries coopératives (1). Ces distilleries dont l'existence intéresse tous les petits producteurs jouissent déjà d'un traitement de faveur en vertu de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903, qui les dispense des différentes formalités, auxquelles sont assujettis les détenteurs d'alam-bics, de la déclaration et de l'exercice. Il faudrait, en plus, au dire de M. Cazeneuve leur maintenir : 1° l'allocation en franchise de vingt litres d'alcool pur, ces vingt litres peuvent être retirés soit en nature, soit sous forme de détaxe (44 fr. égalant le montant des droits payables pour vingt litres) ; 2° une bonification de 5 0/0 par hectolitre d'alcool pur (bonification montant par conséquent à 11 fr. ; à condition que la production de la distillerie soit au minimum de 200 hectolitres, et qu'elle utilise le système des compteurs à alcool (2). Le résultat

(1) CAZENEUVE. Rapport à la première sous-commission extraparlamentaire de 1902.

(2) En plus les redevances de la Banque de France, prévues par la loi sur le Crédit Agricole, qui paraissent aujourd'hui insuffisamment utilisées, pourraient servir aux emprunts nécessités par ces créations de distilleries. La loi devrait également autoriser les communes à créer elles-mêmes des distilleries coopératives ou tout au moins à les subventionner (Rapport Cazeneuve).

de ces mesures est l'établissement d'une véritable taxe différentielle et M. Cazeneuve ne cherche pas à en rejeter la responsabilité.

*
* *

Sans doute, des raisons d'intérêt professionnel et politique n'ont pas été étrangères au dépôt de ces divers projets, dont les auteurs sont des députés des régions viticoles ou des mandataires des viticulteurs ; mais il est inutile d'insister sur ces raisons d'ordre privé, qui existent après tout chez les adversaires comme chez les défenseurs de la taxe différentielle. Ce qu'il nous faut exposer ce sont les divers arguments d'ordre général, qui ont été avancés au cours des débats des commissions parlementaires, extraparlémentaires ou des syndicats. Pour le moment nous n'apporterons aucune restriction afin de ne pas atténuer la force de l'argumentation des partisans de la taxe différentielle et de laisser toute leur puissance à des raisons, que nous pourrions ensuite discuter à loisir.

Ce qui frappe, tout d'abord, les partisans de la taxe différentielle, c'est la différence des prix de l'alcool de vin et de l'alcool d'industrie sur le marché. Tandis que le premier coûte au moins, à l'heure actuelle 80 fr., les 86°, l'autre ne revient qu'à 45-46 fr. les 90°, différence que les frais élevés de la production du vin, le capital immobilisé, les risques de la température et des maladies de la vigne, le coût de la main-d'œuvre empêchent

de diminuer. En conséquence ce produit, que sa qualité et son bon renom devraient recommander aux consommateurs, par le fait même de sa valeur, est chassé du marché, où il semblait devoir régner, comme autrefois, par droit de premier occupant.

Cette situation d'expropriés, dans laquelle se trouvent tous ceux qui vivaient de la vigne, n'est-elle pas lamentable, et la loi ne doit-elle pas intervenir pour leur rendre leur antique prééminence ? Elle interviendra donc, en permettant aux viticulteurs d'abaisser leurs prix à un niveau raisonnable, grâce à une prime à laquelle ils auront droit pour tout hectolitre d'alcool consommé. L'on a bien accordé des primes considérables à la marine marchande, qui fait vivre quelques milliers d'individus : comment n'en accorderait-on pas une à cette industrie, qui fait vivre toute une partie de la France et plusieurs centaines de mille de citoyens ? (1).

Sera-ce même une prime ? On doit taxer les particuliers selon leurs capacités, en se préoccupant de l'incidence et de la répercussion de l'impôt sur celui qui le paye en réalité ; c'est-à-dire, en l'occurrence, le producteur d'alcool, obligé de vendre sa récolte à un prix d'autant moins rémunérateur que le produit est plus lourdement taxé. — Dans un ordre d'idées analogue, nous rencontrons cette tendance, qui semble s'universaliser peu à peu aujourd'hui, de mieux proportionner

(1) DELCROS. Doc. parlementaires. Sénat, séance du 14 mars 1902.

l'impôt aux facultés des redevables. C'est ainsi que l'impôt foncier sur les propriétés non bâties ne frappe pas le pâturage comme la terre labourable (1).

Au reste, on ne peut taxer de la même façon deux produits d'origine et de nature différentes. En reconnaissant la légitimité de la distinction de l'alcool de vin et de l'alcool d'industrie, l'art. 8 de la loi du 2 août 1872 a posé le principe même de la taxe différentielle. L'invasion subite du phylloxéra, en arrêtant la production des eaux-de-vie naturelles, fit disparaître tout intérêt de cette loi. Après la reconstitution du vignoble, nos eaux-de-vie de vin se sont trouvées dans une situation économique des plus difficiles, par suite de l'accaparement du marché par les alcools d'industrie à bas prix. Tandis que les Charentais se plaignaient de la concurrence, faite par des produits industriels, affublés du nom de cognac, les viticulteurs du Midi se voyaient privés par la concurrence anormale d'alcools fabriqués et vendus à des prix dérisoires, sous des dénominations inexactes, de la soupape, qu'offrait autrefois à la surproduction du vin la possibilité de la distillation des excédents de récolte.

La loi ne peut confondre deux produits, dont l'un se suffit à lui-même et dont les qualités se développent par le simple vieillissement en fûts ; et dont l'autre doit être soumis, après fabrication, à une série d'opérations avant

(1) LARNAUDE. Compte rendu analytique de la première sous-commission (Commission extraparlamentaire, 1902).

d'être livré à la consommation. M. Cazelles a cité devant la sous-commission de la taxe différentielle (1) (Commission extra-parlementaire de 1902) le témoignage d'associations et de personnalités vinicoles prouvant que des produits, comme les flegmes ou alcools industriels et les eaux-de-vie naturelles aussi dissemblables par leur nature et par leur valeur, peuvent être frappés de taxes différentes sans qu'il y ait violation du principe de l'égalité devant l'impôt. La nature différente de deux produits apparaît bien dans la dissemblance de la situation des producteurs d'alcool de betteraves et celle des producteurs d'alcool de vin : les premiers recherchent surtout, dans l'opération, les bénéfices, que leur procurent un assolement judicieux de leurs terres et les résidus de la fabrication (engrais et pulpes) pour l'alimentation de leurs bestiaux, tandis que les seconds ne tirent du vin aucun sous-produit en dehors de l'alcool, et que, dans les Charentes, l'alcool est, en fait, l'unique ressource de la vigne, dont le vin est médiocre et dont les eaux-de-vie, par contre, sont de qualité exceptionnelle.

C'est ce qui rend nos viticulteurs si intéressants : le vin est un produit de luxe ; produit, dont nous avons le monopole, qui est essentiellement national et qui nous vaut une réputation universelle de qualité ; comme, du reste, tous nos autres articles de luxe. D'autres pays pourront nous concurrencer pour la quantité : l'Espa-

(1) Compte rendu analytique des débats de la première sous-commission (Commission extraparl., 1902).

gne, l'Italie, les Etats-Unis, la Russie voient leur production s'accroître sans cesse ; mais leurs plants et leurs terrains, l'art même de leurs manipulateurs ne vaudront jamais les nôtres. Ce nous est donc un devoir de faire quelques sacrifices pour conserver une réputation, qui fait seule notre prééminence à l'étranger. Les partisans de la taxe différentielle, comme M. Larnaude, insistent beaucoup sur le caractère patriotique de leurs projets. Production essentiellement nationale, faisant vivre toute une partie de la France, la production des eaux-de-vie naturelles doit retenir toute la sollicitude du gouvernement, des Chambres et de l'opinion.

La taxe différentielle serait le moyen le plus pratique de donner satisfaction aux plaintes des viticulteurs. Elle permettrait, en effet, à nos eaux de vie de vin de reprendre leur place sur le marché français et donnerait en même temps aux départements du Midi la faculté d'alléger leur stock par la distillation de leurs vins médiocres. L'alcool industriel lui-même en profiterait ; car la meilleure façon de le faire accepter par le consommateur consiste à l'additionner de bonnes eaux-de-vie naturelles, et ce moyen ferait défaut le jour où la production de nos eaux-de-vie aura disparu (1). De même si l'Etat continue à ne pas authentifier suffisamment l'origine de nos eaux-de-vie naturelles et que celles-ci ne trouvent plus d'écoulement au dehors par suite de la dé-

(1) LARNAUDE. Lettre à la première sous-commission (Commission extraparlamentaire, 1902).

fiance des consommateurs étrangers, nos producteurs et commerçants d'eaux-de-vie d'imitation subiront la conséquence de cet état de choses : car le jour où l'on ne viendra plus nous chercher nos cognacs et nos armagnacs, l'on ne nous demandera plus en même temps notre trois-six d'industrie.

Il est étonnant que la taxe différentielle rencontre l'hostilité de beaucoup de ceux qui ont demandé ou voté les lois précédentes sur les vins ou les alcools. Il ne faut pas comparer l'eau-de-vie de vin à l'alcool d'industrie qui est composé d'autres éléments ; il vaut mieux la comparer au vin lui-même ; puisque l'eau-de-vie de vin n'est que du vin transformé. Or, si la loi de 1900, en dégrevant les vins, a voulu améliorer la situation des producteurs, il est tout à fait illogique de ne pas dégrever l'eau-de-vie de vin. Par le fait même que les Chambres et le gouvernement ont reconnu la légitimité de la distinction des acquits, prescrit la création de magasins séparés, protégé par des tarifs de douane nos vins de l'introduction de vins étrangers, ils ont reconnu que l'on ne pouvait comparer les eaux-de-vie naturelles aux alcools d'industrie. Ils ont si bien compris l'intérêt national que présente la production des alcools de vin, qu'ils ont dégrevé ceux de nos colonies, à leur entrée en France, de la taxe de fabrication, établie par la loi du 25 février 1901 ; tandis qu'ils l'ont laissé frapper les alcools de vin importés chez nous de l'étranger.

Les lois du 25 février 1901 et du 30 mars 1902 ; celles

du 31 mars 1903, des 1^{er} et 6 août 1905, du 29 juin et du 15 juillet 1907 montrent donc bien qu'une distinction fiscale est nécessaire entre les alcools de vin et les alcools d'industrie. Quand bien même la taxe différentielle serait minime, ce serait au moins une consécration très nette des distinctions antérieures.

Que veut-on ? Réserver l'acquit blanc aux seules eaux-de-vie naturelles et intéresser l'Etat à l'observation de cette règle par un appât fiscal. Si l'eau-de-vie naturelle est la plus imposée, les producteurs d'alcool industriel, qui chercheront à donner à leurs produits la garantie d'origine de l'acquit blanc, consentiront par cela même à payer une surtaxe qu'ils ne doivent pas et le fisc sera plutôt intéressé à favoriser cette fraude qu'à la combattre. Il faut donc pour arriver au but que l'on cherche à atteindre, surtaxer les alcools industriels, car alors les tentatives de fraude commerciale se doubleront d'une fraude fiscale et intéresseront doublement les agents de l'Etat. Autrement il en sera de la surveillance de l'acquit blanc de la loi du 31 mars 1903 comme de celui de la loi du 2 août 1872. Peu importait alors à la régie que les alcools fussent accompagnés d'un acquit blanc, bleu ou rouge, étant donné qu'elle ne devait rien y perdre. Sous le régime actuel où la surveillance est bien plus pénible et bien plus compliquée, les agents des contributions indirectes se laisseront d'appliquer une loi, qui ne présente aucun intérêt pour le trésor, et toutes les précautions prises pour protéger les

viticulteurs : le mécanisme de l'acquit blanc, les comptes distincts, les magasins séparés ne seront plus bientôt que les rouages inutiles d'un système tombé en désuétude.

Enfin l'hygiène gagnerait également à l'établissement d'une taxe différentielle. Les reproches que l'on a adressés aux alcools naturels à raison de leurs soi-disant impuretés ne sont pas fondés, puisque l'alcoolisme ne date que de l'envahissement des marchés par les trois-six d'industrie. Au point de vue de leur action nocive croissante, MM. Dujardin-Beaumetz et Audigé ont ainsi classé les alcools du commerce (1) :

Eaux-de-vie de vin : qui, bien distillées renferment presque exclusivement de l'alcool éthylique.

Eaux-de-vie de poiré et de mous de cidre ou de raisin : qui doivent leur puissance toxique supérieure à la présence des alcools propylique, ornanthylique et coprylique.

Eaux-de-vie de grains, de betterave et de mélasse de betterave, qui sont très nocives parce qu'elles renferment des alcools propylique, butylique et amylique.

Eaux-de-vie de pommes de terre : qui sont les plus toxiques, parce qu'elles contiennent en proportion variable des huiles essentielles composées d'alcools butylique et amylique.

(1) GUILLEMET. Exposé des motifs de la proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool. Doc. parlement. Ch. des députés, 9^e législ., sess. extr. 1906, annexe, n° 359.

D'après ces données, l'alcool d'industrie paraît de beaucoup plus nocif que l'alcool de vin ; il y aurait donc intérêt à restreindre sa consommation au profit de ce dernier. Sans doute l'alcool industriel, s'il était parfaitement rectifié, ne serait pas nocif ; mais même débarrassé de ses éléments nuisibles, il manquerait de toute sapidité et ne serait pas buvable ; c'est ainsi que le monopole suisse, voulant livrer directement à la consommation des alcools industriels rectifiés a dû, pour satisfaire sa clientèle, y maintenir une certaine quantité d'éthers dangereux. Chez nous, pour écouler l'alcool industriel, il faut soit l'additionner d'essences chimiques soit le bonifier avec des eaux-de-vie à bouquet.

Ces arguments sont également ceux qu'avancent les partisans des distilleries coopératives. Le principal avantage de la taxe consiste, à leurs yeux, à assurer le développement de ces distilleries, insuffisamment stimulé par l'article 22 de la loi du 31 mars 1903. Il ne s'agit pas d'interdire la distillation à domicile ; cette pratique disparaîtra sans crise peu à peu par suite de la loi d'évolution naturelle ; mais pour obtenir ce résultat aussi désirable dans l'intérêt de l'agriculture et des producteurs honnêtes que dans celui de l'Etat, lequel sera ainsi prémuni contre les fraudes et effectuera par cela même beaucoup plus facilement ses divers contrôles, il est nécessaire de favoriser par une taxe différentielle la production de l'alcool de fruits.

Déjà font remarquer les partisans de la taxe diffé-

rentielle, l'Italie et l'Allemagne la possèdent. Elle a été discutée et approuvée dans des congrès nationaux et internationaux : à Londres, à Turin, à Valence. Qu'attendons-nous pour adopter cette mesure qui serait vis-à-vis de l'étranger la meilleure arme de défense pour arriver à garantir l'authenticité et l'écoulement de nos produits ?

CHAPITRE II

Les législations étrangères.

Les législations étrangères présentent un vif intérêt pour l'étude de questions aussi pratiques que la taxe différentielle ; car elles sont pour nous non seulement un sujet d'observation, mais un sujet d'expérimentation, de cette expérimentation, dont on a nié longtemps l'existence en matière économique, financière ou sociale. Il nous faut donc considérer quel sont à l'étranger les exemples de taxe différentielle, allégués par les partisans de cette mesure à l'appui de leur thèse, et si pour nous ces exemples sont concluants, étant donné notre législation, nos mœurs, les circonstances de temps et de lieu.

*
* *

L'Italie est un pays particulièrement favorable à la culture de la vigne, et dont le vignoble, pendant ces dernières années et un peu grâce à notre crise phylloxérique, a pris un grand développement. Les progrès de

la viticulture y ont nécessité un remaniement des lois sur les alcools (1), remaniement qui a abouti à une sorte de codification, contenue dans le « Texte unique de la loi sur les spiritueux (3 décembre 1905) ».

Le mot de taxe différentielle n'existe pas dans la loi italienne : tous les alcools y sont soumis au même droit : taxe de fabrication de L. 200 par hectolitre d'alcool anhydre (2) et les bouilleurs de cru ne jouissent d'aucun privilège. Mais il est déduit des quantités frappées par l'impôt un certain déchet pour les déperditions ultérieures. C'est ce déchet, qui donne à l'impôt le caractère d'une véritable taxe différentielle, comme le fait remarquer M. Cazeneuve. Son taux, en effet, varie suivant l'origine des spiritueux : alcools d'industrie, alcools de vins, fruits, et autres produits de la vinification, et alcools de cette seconde catégorie surtout des distilleries coopératives. Or s'il ne s'agissait là que de la déduction pour les déchets de magasin telle qu'elle existe chez nous au taux de 7 0/0 par an, en ce qui concerne les spiritueux logés dans des fûts de bois et de 3 0/0 pour les spiritueux logés dans tous autres récipients (bacs métalliques, bonbonnes, bouteilles), le taux serait le même pour tous les alcools quelle que soit leur nature et leur origine, qu'ils viennent d'un alambic particulier ou d'une distillerie coopérative.

(1) Lois des 29 août 1889 et 8 août 1895, règlement du 30 juin 1896, décret du 30 décembre 1901.

(2) Les vins sont exempts de tous droits et de toute formalité à la circulation et autres.

Mais nous remarquons le taux élevé et variable de la déduction qui va de 7 0/0 à 40 0/0 (1), suivant l'origine, les producteurs, de mode de fabrication de l'alcool ; la disposition de l'article 4 favorisant les fabriques munies d'un compteur dépotoir mécanique, la disposition de l'article 9, relativement aux entrepôts des fabricants de cognac, qui permet d'introduire dans le magasin spé-

(1) La loi italienne classe dans son article 3 les fabriques en deux catégories : la première comprenant les fabriques dans lesquelles on met en œuvre l'amidon et les substances amidacées, les résidus de la fabrication et de la raffination du sucre, les betteraves et les cannes à sucre ; la seconde comprenant les distilleries qui extraient l'alcool des fruits, du vin, des marcs, du miel, des diverses racines et des autres matières non comprises dans la première catégorie. Elle exige l'installation d'un compteur mécanique de l'alcool anhydre pour la première distillation (sauf pour les distilleries de la deuxième catégorie, où la production annuelle ne dépasse pas 10 hectolitres d'alcool anhydre). Enfin l'article 4 établit ainsi le système des déductions.

7 0/0 pour les fabriques de la première catégorie ;

15 0/0 pour les fabriques de la seconde catégorie ;

18 0/0 pour les fabriques de la seconde catégorie exploitées par les sociétés coopératives.

Si ces fabriques sont munies d'un compteur dépotoir mécanique le système de déductions s'établit ainsi :

10 0/0 pour les fabriques de la première catégorie ;

25 0/0 pour les fabriques, qui distillent exclusivement les fruits, les marcs de raisin, et autres produits de la vinification ;

35 0/0 pour celles qui distillent exclusivement le vin même s'il est gâté ou la piquette.

« Pour les fabriques également munies d'un compteur dépotoir mécanique et appartenant aux sociétés coopératives de propriétaires ou cultivateurs, qui tiennent régulièrement les livres prescrits par le Code de commerce, et qui distillent exclusivement pour la consommation de leurs membres, la dé-

cial la quantité d'alcool de vin, représentant la valeur de la déduction de fabrication, la différence des freintes de 10 0/0 et de 2 0/0 accordées à l'alcool dénaturé suivant que l'origine vinicole de l'alcool est ou n'est pas prouvée. Une disposition de la loi italienne est particulièrement typique à cet égard. Dans toutes les législations, on ne distingue pas après la dénaturation, l'alcool de vin de l'alcool d'industrie. Or en Italie la distinction se poursuit même entre les alcools dénaturés. Après avoir exempté de la taxe « les résidus de la distillation de n'importe quelle matière » (art. 2), après leur dénaturation, la loi exempte spécialement « la fabrication d'alcool provenant du raisin, et des autres déchets de la vinification (1) ».

Si le législateur italien n'avait pas voulu introduire dans la loi une taxe différentielle déguisée, il n'aurait

duction sera de 28 0/0, si elles distillent des marcs et autres produits de la vinification provenant de raisins produits dans les terres possédées ou cultivées par les membres de la société, ou des raisins soumis à la vitification ; et de 40 0/0 s'ils distillent des vins de même provenance. »

« La distillation des produits sujets à des déductions de proportion différente pourra être effectuée dans une seule fabrique, pourvu qu'elle se fasse à des dates différentes, avec des appareils distincts, et tout à fait séparés, et placés dans les locaux qui n'aient entre eux aucune communication intérieure. »

(1) Article 18 : « Est exempté de taxe la fabrication d'alcool provenant du vin, du mou de raisin et des autres déchets de la vinification, toutes les fois qu'il est dénaturé et destiné exclusivement à l'éclairage, au chauffage, à la force motrice ou à d'autres usages industriels qui seront spécifiés par décret royal. »

pas accordé plus de déduction aux sociétés coopératives dont les produits sont exactement les mêmes que ceux des particuliers ; il n'aurait distingué entre les usines plus ou moins fidèles à suivre les règles de l'administration, touchant l'établissement d'un compteur mécanique. Déjà le taux des déductions, accordées par la loi du 3 décembre 1905 est énorme, comparé aux freintes réelles. Voici que le décret du 8 décembre dernier (1) vient d'édicter que « la bonification à accorder sur l'alcool de première distillation, tiré exclusivement du vin dans les fabriques, munies de compteurs mécaniques est portée à partir du 15 décembre 1907 et jusqu'au 31 mars 1908 à 40 0/0 et pour les sociétés coopératives à 45 0/0 ». Pourquoi cette mesure réservée au seul alcool de vin, pourquoi cette distinction entre les fabriques particulières et les fabriques coopératives; pourquoi cette bonification de près de la moitié de la taxe, sinon pour créer une véritable taxe différentielle, pour favoriser uniquement la production de l'alcool de vin, particulièrement celle des petits viticulteurs.

Les partisans de la taxe différentielle en France, et particulièrement ceux des distilleries coopératives se contenteraient fort bien d'une mesure législative semblable. On voit même que les projets français sont bien moins exigeants : tandis que ceux-ci ne réclament souvent qu'une faible taxe différentielle, et cherchent à

(1) *Gazzetta Ufficiale*: 11 décembre 1907. Bull. de statistique, février 1908.

désintéresser les agriculteurs du Nord et les distilleries industrielles, en accordant des primes à leurs alcools dénaturés, les Italiens s'efforcent même d'empêcher la création de distilleries industrielles en exagérant la différence des déductions accordées aux distilleries de vin agricoles, et en n'accordant pas de détaxe à leurs alcools dénaturés.

*
* *

En Allemagne, il n'en est plus ainsi. Bien que le résultat cherché soit presque le même, la faveur du législateur ne va plus au produit, mais au producteur ; c'est-à-dire, en l'occurrence au petit agriculteur que l'industrie grandissante tente de dépouiller du profit de la fabrication de l'alcool. L'on pourrait dire, bien que le terme ne soit pas en usage en matière d'impôts indirects, que la protection est personnelle au lieu d'être réelle. Il n'y a presque pas de distillateurs de vin en Allemagne ; la presque totalité de l'alcool provient des matières comprises dans la première catégorie de la loi italienne et défavorisées par elle. Avouant franchement son but, la loi allemande établit ouvertement une taxe différentielle ; et elle l'établit non pas précisément en faveur de l'alcool d'industrie aux dépens de l'alcool de vin ; mais aux dépens des grands distillateurs au profit des petits fermiers.

D'autre part elle veut éviter que le marché de l'al-

cool soit sujet comme en France à des fluctuations domageables pour les producteurs et pour le pays. La cause de ces fluctuations est dans les variations incessantes de la production; et surtout dans ces moments d'abondance, qui désorganisent les cours pour plusieurs années. C'est donc cette surproduction qu'il faut éviter pour assurer sur le marché des alcools un cours normal à l'abri des crises et des grosses fluctuations.

C'est cette double fin que poursuit la loi du 24 juin 1887, modifiée par les lois du 7 avril 1889, du 16 juin 1895, du 4 avril 1898, en établissant deux impôts essentiels :

1° L'impôt de consommation, dans un but de protection générale et afin de restreindre la production aux besoins réels de la consommation (1) ;

2° L'impôt sur la cuve matière (2), sur les matières

(1) L'impôt de consommation frappe d'une taxe de 50 marks par hectolitre d'alcool pur une partie de la production appelée « contingent » et correspondant aux besoins de la consommation; le dit contingent étant réparti entre les usines agricoles et les usines industrielles, qui existaient avant 1887, proportionnellement à leur importance.

Une taxe presque prohibitive de 70 marks est appliquée à tous les excédents de production et à la totalité de la production des usines industrielles de création postérieure à 1887. Le contingent, depuis la loi du 14 avril 1898 est fixé tous les cinq ans d'après la moyenne de la consommation réelle pendant les cinq dernières années (auparavant on fixait tous les cinq ans le contingent d'après le recensement de la population à raison de 4 litres 5 par tête).

(2) L'impôt sur la cuve matière (1 mark 31 pf. par hectolitre et par encuvage) constituait avant 1887, avec l'impôt sur les matières premières de distillation pour les bouilleurs de

premières de distillation ou les taxes de remplacement, frappant graduellement, dans un but de protection agricole, les diverses sources de production, en raison in-

fruits, vins, etc., l'assiette générale de l'impôt; il n'a pas été maintenu pour les distilleries industrielles, qui supportent une taxe de remplacement à l'hectolitre produit, dite taxe additionnelle à l'impôt de consommation. Impôt sur la cuve-matière et taxe sur les matières premières de distillation constituent donc un privilège, qui, d'ailleurs, peut être supprimé sur l'initiative de l'administration ou sur la demande des exercés dans certains cas particuliers. On applique alors des taxes de remplacement, variant de 8 à 20 marks par hectolitre d'alcool pur, qui constituent pour les uns une prime détournée, pour les autres une aggravation de charges : voici d'ailleurs le classement des distilleries d'après les taxes dont elles sont frappées :

Taxe de 8 marks par hectolitre d'alcool pur : les bouilleurs de fruits, vins, etc., produisant moins de 50 litres d'alcool pur par an.

Taxe de 20 marks par hectolitre d'alcool pur : les distilleries agricoles produisant moins de 100 hectol. d'alcool pur par an, seulement quand elles ne produisent pas de levures.

Taxe de 14 marks par hectolitre d'alcool pur : les distilleries agricoles produisant de 100 à 150 hectolitres d'alcool pur par an, et seulement quand elles ne produisent pas de levures.

Taxe de 16 marks par hectol. d'alcool pur : 1° Les bouilleurs de fruits, vins, etc.; produisant de 100 à 150 hectol. d'alcool pur par an.

2° Les distilleries agricoles ne produisant pas plus de 100 à 150 hectolitres d'alcool par an et produisant de la levure.

3° Les distilleries agricoles produisant plus de 150 hectol. d'alcool pur par an et encuvant moins de 10.000 litres par jour, sans production de levure.

4° Les distilleries industrielles, qui existaient avant le 1^{er} avril 1887, et encuvant moins de 10.000 litres par jour sans production de levures.

Taxe de 18 marks par hectol. d'alcool pur :

1° Les distilleries agricoles, produisant de 100 à 150 hectol. d'alcool pur par an, lorsqu'elles produisent de la levure.

2° Les distilleries agricoles produisant plus de 150 hectol.

verse de l'intérêt qu'elles présentent pour la richesse générale du pays.

Le système de taxes différentielles, que la loi adopte et encuvant de 10.000 à 20.000 litres par jour et ne produisant pas de levures.

3° Les distilleries industrielles existant avant le 1^{er} avril 1887, encuvant de 10.000 à 20.000 litres par jour et ne produisant pas de levures.

En 1895 un nouvel impôt a été créé, dit impôt de distillation. La surtaxe de 20 marks, qui résultait pour tous les excédents du contingent de l'impôt de consommation semblait devoir être prohibitive; mais, comme en tâchant de limiter la production aux besoins de la consommation, on avait aussi cherché à développer cette consommation en exonérant d'impôts les alcools destinés aux usages industriels, scientifiques ou médicaux, il en est résulté que cette consommation s'était rapidement développée et que l'alcool frappé de l'impôt de consommation de 70 marks était en réalité de l'alcool ne payant aucun impôt, puisqu'il allait aux usages industriels; de sorte que le système des taxes inégales, si laborieusement établi, ne jouait plus.

On créa donc une nouvelle taxe, dite de distillation, frappant graduellement, suivant leur importance et leur catégorie, les distilleries produisant plus de 300 hectolitres d'alcool pur par an, taxe, qui ne serait jamais remboursée, même au cas d'exonération. Son produit ne devait pas faire retour au trésor mais servir à constituer un fonds de primes:

De 6 marks par hectolitre pour l'alcool exporté.

De 6 marks par hectolitre pour l'alcool servant à la fabrication du vinaigre et que le solde disponible serait employé en primes à l'alcool dénaturé d'après la formule générale pour l'éclairage et le chauffage.

Cet impôt de distillation est de 0 mark 50 pour les distilleries, produisant 300 hectolitres d'alcool pur par an; il s'élève graduellement jusqu'à 6 marks pour les distilleries produisant 3.000 hectolitres, et une surtaxe prohibitive de 15 marks frappe les excédents industriels et la totalité de la production des usines industrielles, créées depuis le 1^{er} avril 1887.

Ajoutons pour compléter les caractères distinctifs de la loi

suivant la catégorie des divers producteurs se manifeste particulièrement par ces taxes de remplacement. Chaque producteur suivant la nature et la qualité de l'alcool distillé se trouve payer un impôt spécial, conforme à ses ressources et sa situation présumées. Il n'est plus question de droit commun ; c'est un système de privilèges hiérarchisés d'une façon presque féodale. Chaque bouilleur ou distillateur voit sa position déterminée par la loi, et comme au moyen âge, c'est à peine s'il peut en sortir, puisque la limitation du contingent l'empêche d'augmenter sa production d'une façon vraiment rémunératrice. Tel est le souci du législateur allemand d'entraver toute accumulation de stocks et toute déviation inutile des forces productives de la nation, qu'il réglemente même la production des alcools dénaturés, afin qu'elle ne puisse dépasser les besoins de la consommation, et que les producteurs, en nombre restreint, aient la faculté d'obtenir un bénéfice rémunérateur.

que la taxe de distillation est payable sans délai. En outre chez tous les producteurs, on liquide l'impôt, dit *taxe* à la cuve de macération, taxe sur les matières premières de distillation, ou taxe additionnelle à l'impôt de consommation au moment de la constatation des opérations, des quantités de matières à distiller, ou des quantités d'alcool produites, ou encore au moment de l'abonnement pour les petites distilleries. Enfin l'impôt de consommation de 50 marks ou de 70 marks est liquidé au moment où l'alcool entre dans le commerce libre, qu'il sorte de chez le producteur ou de chez le rectificateur (sauf suspension d'acquitter les droits par l'envoi dans un entrepôt ou chez le dénaturateur).

*
* *

Les résultats qu'a donné l'établissement de la taxe différentielle en Allemagne et en Italie semblent être concluant.

On peut affirmer en toute impartialité qu'en Allemagne le système des taxes différentielles a atteint les fins que l'on en attendait. Le marché des alcools n'a pas subi de secousses graves depuis 1887. Les variations des cours se sont produites dans des limites, qui n'ont pas atteint la production. Sur 3 millions d'hectolitres, chiffre de la production totale, 2.350.000 environ sont fournis par la distillerie agricole, 300.000 à 400.000 seulement par la distillerie industrielle, le reste (300.000 à 400.000 hectolitres) par les bouilleurs de fruits, vins, etc., etc. La stabilité de la production a été si bien assurée par la loi, que le chiffre de la consommation des alcools indigènes, qui était de 2.212.338 en 1893, n'était en 1906 que de 2.262.484, et que le rendement des droits intérieurs ne s'est élevé pendant le même laps de temps : de 141.435.200 mk à 143.667.271 mk (1). Quant au prix de vente de l'alcool industriel, tandis que chez nous il est à 46 fr. (2) à l'heure actuelle, en Allemagne il se maintient aux environs de 70 fr. Par contre la consom-

(1) *Bulletin de statistique*, octobre 1907.

(2) Nos cours ont varié dans la mesure de 27 fr. en 1902 à 55 fr. tout dernièrement.

mation d'alcool exempt d'impôts augmente tous les ans : pendant les quinze dernières années, il a passé de 600.000 à 1.477.354 hectolitres, dont 900.000 environ sont employés pour le chauffage et l'éclairage, le reste pour les industries spéciales. Aussi dans les sphères gouvernementales et parlementaires nul ne songe à modifier les principes fondamentaux de la loi ; si des modifications surviennent, elles ne feront que la consolider.

En Italie la loi est trop récente pour avoir pu donner des résultats significatifs. Toutefois l'on remarque que les producteurs sont plutôt moins satisfaits qu'en Allemagne. C'est que dans ce dernier pays la protection a un caractère social, dont les petits distillateurs de vin profitent aussi bien que les petits distillateurs de grains et de pommes de terre, vers qui se tourne de préférence la sollicitude de la loi ; en Italie, la protection a surtout un caractère économique, dont bénéficient seuls les distillateurs de vins, fruits, etc. Sans doute nous rencontrons la vigne dans les grasses plaines du Nord aussi bien que sur les côteaux caillouteux du Sud, mais par le fait même que le Sud est uniquement producteur de vin, tandis que le Nord est en plus producteur de céréales, il y a entre ces deux contrées une certaine opposition d'intérêts, quoique moins accentuée qu'entre le Nord et le Midi de la France. Cette opposition depuis quelque temps paraît s'atténuer et le gouvernement tend de plus en plus à accentuer le caractère protectionniste de la loi italienne.

En Allemagne, la loi de 1887 a été facilement applicable. Ainsi qu'on le répète toujours lorsqu'il s'agit de l'intervention de l'Etat, ce pays y est naturellement disposé par le caractère docile de ses habitants et le développement de la réglementation sociale et économique. Le parti agraire, qui joue un grand rôle politique, a obtenu une législation intérieure et douanière toute en sa faveur. Au reste, dans la question spéciale qui nous occupe, les intérêts des agriculteurs des différentes parties de l'Allemagne ne se trouvent pas en contradiction comme ceux des différentes parties de la France. On distille en Allemagne la pomme de terre et les grains. La distillation de la betterave n'existe pas ; ce produit s'est porté dès le commencement vers les sucreries, en raison du régime de faveur, dont elles jouissent ; et, on a pensé depuis, qu'il n'y avait pas lieu de faciliter la création d'une industrie nouvelle, dont la prospérité aurait été néfaste à celle de la distillerie de pommes de terre (1). La culture de la pomme de terre domine dans la Prusse septentrionale et orientale, dont le sol pauvre ne peut nourrir ce végétal. La betterave est surtout cultivée dans les plaines très riches du Centre, en particulier dans la plaine de Magdebourg. Dans les régions de la Prusse septentrionale et orientale, à côté d'exploitations moyennes, analogues à nos fermes françaises, possédant leur distillerie agricole, se trouvent

(1) *Bulletin du ministère de l'Agriculture*, 1900. Le régime des alcools en Allemagne, rapport de M. Basset.

de vastes domaines, formés de forêts, de marécages et d'une partie de terres à sable, impossibles à louer d'un seul tenant à d'importants fermiers à cause de la pauvreté de leur sol, et cultivés par de petits métayers, qui ont eux aussi (au moins 9.000) leur distillerie minuscule, occupant une superficie de quelques mètres carrés et produisant moins d'un hectolitre par an. Il est évident que ces industries élémentaires, si elles économisent les frais généraux, ne peuvent apporter à leur outillage les perfectionnements, qui assurent les rendements normaux ; leur matériel rudimentaire peut être comparé à celui de beaucoup de nos bouilleurs de cru. Elles ne pourraient subsister si elles avaient à lutter contre les distilleries agricoles plus importantes, produisant plusieurs milliers d'hectolitres d'alcool, et dont beaucoup peuvent marcher de pair, sous le rapport de la perfection du travail avec les usines industrielles les mieux installées de France (1).

De là, la nécessité d'une loi protectrice de ces petites distilleries, dont la ruine serait en même temps celle de toute une région, et de toute une classe rurale intéressante. Le législateur de 1887 n'a, du reste, pas porté atteinte aux droits acquis. Il venait d'assurer aux producteurs de betteraves un écoulement certain de leurs produits, grâce à la législation sucrière, et il les empê-

(1) Avant les dernières lois douanières, l'alcool allemand était préféré en France au produit national, malgré son prix plus élevé, à cause de sa qualité.

châit de tourner les yeux vers la distillation de l'alcool ou la dénaturation avant que ces débouchés ne puissent revendiquer le respect du pouvoir, par suite de leur importance économique et nationale.

Quant aux vins allemands, produits surtout dans la Westphalie et le sud de l'Allemagne, leur faible degré alcoolique les rend impropres à la distillation. Leurs alcools jouissent, du reste, d'une protection semblable à celle de l'alcool de pomme de terre. Nous constatons, en effet, que les bouilleurs de fruits, vins, etc., produisant moins de 50 litres d'alcool pur par an, sont frappés de la taxe de remplacement la moins élevée, et sont seuls à jouir de ce privilège. Le législateur tient compte de ce fait, sur lequel se basent nos viticulteurs dans leurs revendications, que la vigne n'a pas de sous-produits et ne permet pas de conserver des résidus (tels que les pulpes ou drèches de la betterave et de la pomme de terre) qui retiennent les éléments de la fertilité du sol. Voilà donc une constatation que nous faisons au sujet de la législation des alcools en Allemagne : les taxes différentielles sont réglées de façon à ne nuire à aucun produit national ; aux uns et aux autres la loi accorde cette protection « efficace et juste, qui ne doit aller qu'à ceux qui en ont besoin » que M. Darbot réclamait devant le Sénat au nom des viticulteurs français (1).

Quant à la législation italienne, nous y remarquons

(1) Doc. parlementaire. Sénat, séance du 14 mars 1902.

une très notable inégalité de traitement, non plus entre les distilleries agricoles et les grandes distilleries industrielles, mais entre les distilleries d'alcool de vin, fruits, etc., et les distilleries d'alcool, dit industriel, qu'il provienne de la betterave ou de la pomme de terre. Nous voyons même que, dans les fabriques, munies d'un compteur-dépotoir mécanique, la distillation exclusive de vin est plus favorisée que celle des autres fruits, mous et produits de la vinification (1). C'est qu'en fait on ne rencontre pas en Italie cette extension que la distillation de la pomme de terre a pris en Allemagne dans la classe des petits mélayers. Ce sont les petits viticulteurs, qui remplacent dans la faveur de l'Etat Italien, les petits agriculteurs de la Silésie et de la Poméranie ; et de même qu'à ceux-ci, la législation allemande accordait des avantages considérables, de même la législation italienne accorde une protection spéciale aux petits viticulteurs, en concédant aux distilleries coopératives d'énormes bonifications pour freinte, évaporation, etc., qui s'élèvent à 18, 28 et jusqu'à 40 ou 45 0/0, comme le prévoit le décret du 8 décembre dernier. Si les distilleries industrielles ont supporté cet état de choses, c'est qu'étant peu nombreuses, elles conservent toujours un certain avantage sur le marché. Leur production ne venant, qu'à titre accessoire, de celle du pays, elle obtient un placement facile, particulièrement dans les mélanges.

(1) Texte unique de la loi sur les spiritueux, 3 déc. 1905, art. 4.

Elle ne forme pas une force productive indispensable à la prospérité de la nation, et intangible sous peine de graves conséquences économiques.

De plus les bonifications, dont les viticulteurs jouissent en Italie, se dissimulent très habilement sous le caractère de déductions, semblable à celui des déchets, accordés en France pour coulage, ouillage et déperditions de tout genre, avant la mise en consommation. Seulement, en Italie, par suite du système fiscal, on est obligé d'accorder le déchet par « anticipation » pour tenir compte des pertes ultérieures, en graduant le taux d'après les probabilités d'un déchet plus ou moins considérable (faible déchet pour les alcools industriels peu sujets aux déperditions, déchet plus ou moins important pour les eaux-de-vie naturelles, soumises à de nombreuses manipulations, soutirages, vieillissement). Les effets de ce système de déductions ne sont donc pas si considérables et si concluants, que le prétendaient les partisans de la taxe différentielle et des distilleries coopératives avec M. Cazeneuve c'est un encouragement, accordé aux petits producteurs plutôt qu'un véritable tarif différentiel ; en tous cas les réclamations des citoyens lésés ne paraissent pas s'élever avec beaucoup de véhémence.

Surtout ce qu'il faut remarquer c'est que l'assiette de l'impôt en Allemagne et en Italie est toute différente de la nôtre et repose sur de toutes autres bases. En conséquence, si l'on ne veut pas modifier de fond en comble le système fiscal français, telle mesure comme la taxe

différentielle, qui peut cadrer avec les lois allemandes ou italiennes sur les alcools, se trouverait inconséquente et inapplicable, si on voulait l'importer chez nous sans préparation.

Dans les deux pays, que l'on propose à notre imitation, nous voyons, en effet, que toutes les petites distilleries sont exercées : non seulement le privilège des bouilleurs de cru n'y existe pas comme chez nous, mais l'alcool y est pris en charge dès sa sortie de l'alambic. Il se trouve frappé de ce fameux droit à la fabrication, que d'aucuns auraient voulu établir en France.

La loi italienne soumet à la surveillance permanente des agents de l'Administration des Gabelles les fabriques de spiritueux, les ateliers de rectification et de transformation. La liquidation de la taxe de fabrication est faite par le bureau technique des finances à la fin de chaque mois ; et la perception en est effectuée en deux parties égales : une fois après quinze jours, et une fois après un mois à partir du jour de la liquidation. Enfin les fabricants sont astreints à une caution correspondant au montant présumé de la taxe pour une fabrication de deux mois (1).

En Allemagne, il en est à peu près de même. L'impôt se trouve sinon payé, du moins liquidé, dès la fabrication ; et l'alcool, ainsi que toutes les boissons, circule

(1) Les alcools peuvent circuler toutefois jusqu'à l'entrepôt ou la frontière, sans payer les droits sous la garantie d'un acquit à caution.

librement et subit des transformations diverses, en dehors de toute intervention administrative (1). La surveillance a pour base la déclaration que fait à l'Administration le propriétaire de chaque appareil à distiller. Dans ces conditions avec un régime qui liquide ses droits à l'origine et comporte la libre circulation des alcools dénaturés ou non, l'organisation administrative se trouve bien simplifiée. Peu importe qu'il y ait des taxes différentielles établies soit suivant la catégorie du producteur, soit suivant la nature de l'alcool ; saisi, dès sa sortie de l'alambic, celui-ci se trouve soumis à une taxation différente sans que les consommateurs et les intermédiaires aient la possibilité de chercher à frauder le trésor, et sans que pour les surveiller il soit nécessaire d'avoir de nombreux employés : dans la Prusse, par exemple, 8.000 agents suffisent pour assurer à la fois le service des douanes et des contributions indirectes en un pays qui compte 28 millions d'habitants.

La fraude est également presque impossible chez le producteur : il est en effet, difficile de dissimuler l'existence d'un appareil de distillation clandestin, qui serait promptement l'objet d'une dénonciation (2). Au contrai-

(1) L'alcool dénaturé est également libre de circuler, sans autre surveillance qu'un contrôle de police, relatif à la sincérité des opérations commerciales, pour constater s'il contient le taux légal de 30 0/0 d'alcool pur.

(2) L'appareil à distiller est scellé pendant le chômage ; et pendant la campagne, l'administration fait des tournées d'inspection. Elle possède un plan de la distillerie et de la tuyauterie, et un tableau du travail.

re, si l'on se refuse à exercer le domicile du bouilleur de cru ; même (en supposant supprimé le privilège) si l'on ne prend pas en charge l'alcool à sa sortie de l'alambic, il y aura toujours des fraudes à craindre : les matières fabriquées frauduleusement n'ont aucun signe distinctif : on peut les dissimuler, on peut même les faire circuler avec des acquits fictifs, si bien que si la taxe à la consommation permet de suivre les alcools, dont la production est contrôlée jusqu'à destination, elle rend presque insaisissables les alcools de fabrication clandestine en circulation frauduleuse.

L'exercice même, c'est-à-dire le contrôle de toutes les opérations du commerce des liquides, si vexatoire qu'il puisse être, appliqué dans toute sa rigueur, complète difficilement la surveillance à la circulation. Que serait-ce donc si la prime à la fraude se trouvait accrue d'une taxe différentielle ? L'on voit toute la différence qu'il y a entre notre législation et celle des pays auxquels on voudrait nous voir emprunter une mesure, détachée d'un ensemble de lois qui se recomplètent et se garantissent mutuellement.

Telle est la situation en Allemagne et en Italie : tel est l'état d'esprit dans lequel se trouve le gouvernement et l'opinion de ses nations, justifiant ou tout au moins expliquant la facilité qu'on y a trouvée pour établir un système différentiel des taxes sur les alcools. Toutes autres sont chez nous les circonstances. La France est très nettement séparée en deux zones : la

zone productrice de céréales, et la zone productrice de la vigne. Or ces deux zones, avec des cultures caractéristiques si différentes sont l'une et l'autre productrices d'alcool : alcool d'industrie dans la première, alcool de vin dans la seconde. Sans doute, dans le Nord, la culture de la pomme de terre est assez peu développée. De 1880 à 1900 elle a fourni en moyenne de 400.000 à 500.000 hectolitres d'alcool et même pendant plusieurs années près de 800.000 hectolitres (1). Mais depuis 1900, cette source de production diminue quelque peu : la moyenne a été de 300.000 hectolitres, et n'a pas dépassé 600.000 hectolitres (1). Les terres grasses du Nord de la France la supportent mal. Au contraire, notre principale source de production d'alcool est la betterave : ne fournissant pas plus de 360.000 hectolitres avant 1880, elle donnait 800.000 hectolitres en 1890 et 1.160.554 hectolitres en 1906. Ainsi donc, tandis qu'en Allemagne la betterave alimente presque uniquement les sucreries ; en France elle est surtout employée à la fabrication de l'alcool. Il n'y a pas chez nous de ces petits métayers-distillateurs, qui peuplent les contrées sauvages de la Prusse orientale et septentrionale. Le cultivateur-distillateur jouit en France d'une aisance moyenne ; et la distillation est pour lui plutôt un supplément de bénéfices qu'un unique bénéfice. Le plus souvent il vend sa

(1) *Bulletin de statistique*, juillet 1907, p. 35. Il faut remarquer également que la distillation des mélasses est très florissante : depuis 15 ans sa production oscille autour de 800.000 hectolitres.

récolte de betteraves à une grande distillerie du voisinage. Aussi sa situation sociale n'a-t-elle jamais provoqué de mouvement d'opinion en sa faveur ; mais il n'en demeure pas moins un agent très actif de la richesse nationale, qu'il serait dangereux et impolitique de mépriser.

Enfin nos bouilleurs de cru sont dispensés de toute surveillance et de tout exercice. Leur situation exceptionnelle, malgré la complication des entraves apportées au commerce des liquides, vient encore accroître les difficultés de perception de l'impôt à la consommation. Le principe fondamental de la loi du 28 avril 1816, source de toute notre législation des boissons, est que les agents de la régie doivent suivre les boissons dans leurs transports d'un lieu à un autre et leur faire payer la taxe à chaque déplacement, sauf les cas où elles circulent avec un acquit à caution.

C'est cette législation, qui dans toute question relative aux alcools nous met dans une toute autre position que nos voisins. Notre production et notre mode de consommation sont également tout différents. Il nous est donc impossible de les prendre comme exemples, et d'importer sans examen préalable leurs lois chez nous. D'autre part les arguments des partisans de la taxe différentielle n'en sont pas moins puissants : il nous faut donc les examiner et les discuter.

CHAPITRE III

LA TAXE DIFFÉRENTIELLE ET LE DROIT PUBLIC EN FRANCE.

Avant d'étudier les applications pratiques d'une taxe nouvelle il semble opportun de considérer si cette taxe est juste, si elle ne va pas à l'encontre des principes du droit public, qui servent de base à la constitution et aux lois, si surtout elle se présente dans des conditions telles qu'elles justifient une dérogation à ces principes. Or, en matière féodale, il en est deux qui semblent dominer les autres : la stabilité et l'égalité. L'établissement d'un impôt doit être précédé d'études approfondies, telles que l'on doit espérer qu'une fois entré en fonction cet impôt ne sera pas l'objet de retouches toujours irritantes pour le contribuable. Il est donc de toute nécessité que le législateur s'inspire de considérations générales et ne sacrifie pas aux besoins du moment ou aux réclamations des particuliers. Sans doute cette règle n'est pas rigide au point de ne pas admettre d'exceptions. En économie politique plus qu'en toute autre science les exceptions abondent. Il faut tenir compte des tempéraments des peuples, des richesses du sol, du progrès plus ou moins

grand de l'agriculture et de l'industrie du pays. C'est ainsi que la question si discutée du Libre-Echange et de la Protection n'a jamais reçu une solution fixe, invariable chez aucune nation, et que les législateurs les plus épris d'une théorie ou d'une autre ont dû laisser fléchir leurs principes, lorsqu'ils se sont trouvés en contradiction avec des intérêts avérés. Il n'en est pas moins vrai qu'à part de rares exceptions bien justifiées, des règles fixes doivent présider à une sage politique, et que, lorsqu'il s'agit d'impôt, la stabilité est une des principales à considérer.

Or, dans la question qui nous occupe, la taxe différentielle est réclamée, comme nous l'avons vu, pour faire face aux difficultés que rencontre depuis quelques années la viticulture autrefois si prospère. Est-il prouvé que la vigne qui a subi tant de vicissitudes de fortune et de misère, n'est plus appelée à enrichir ceux qui la soignent. Rien n'est moins certain ; s'il s'agit de remédier aux besoins d'un moment l'impôt n'est pas fait pour jouer ce rôle.

Il le peut d'autant moins qu'il doit être par-dessus tout équitable. C'est un principe de notre droit public, incontestable, incontesté, et auquel nul n'oserait contrevenir ouvertement, que tous les citoyens doivent être frappés d'un impôt égal pour des richesses de nature et d'apparence semblables proportionnellement à leur valeur. L'impôt est une nécessité admise dans l'intérêt général de la Société. Il doit être acquitté par tous éga-

lement parce que tous profitent également des bénéfices de l'organisation sociale. C'est une cotisation au fonds commun qui alimente la caisse ds frais généraux de l'Etat. Ce n'est pas un contrepoids qui doit compenser les inégalités des richesses naturelles et régionales d'un même pays.

Les partisans de la taxe différentielle s'efforcent de justifier la différence de taxation de l'alcool de vin et de l'alcool d'industrie par leur différence de composition, cependant ils sont obligés de reconnaître que les alcools de consommation présentent la même notation chimique, et que l'alcool de vin et l'alcool d'industrie également rectifiés ne peuvent se reconnaître et sont confondus, en fait, à l'analyse chimique.

Les boissons alcooliques consistent en un mélange intime d'eau et d'alcool éthylique en proportion variable, accompagné d'une certaine quantité d'autres substances, dites « impuretés » ; ou pour employer un terme plus récent, dites « non alcool ». L'alcool éthylique est un produit de la transformation, au moyen de la fermentation, du sucre contenu dans des liquides sucrés. Ces liquides sucrés s'obtiennent à l'état naturel par la pressuration de fruits comme les raisins, poires, pommes, cerises, prunes, quetsches, merises, figues, etc., par l'écrasement des cannes à sucre et de certaines racines comme la betterave. Ils s'extraient également du sorgho, du palmier, des asphodèles, etc. — On l'obtient d'autre part en transformant en sucre, sous l'influence de cer-

tains réactifs spéciaux, l'amidon de certaines plantes amy lacées comme l'orge, le riz, le seigle, le blé, la pomme de terre, etc. On l'extrait même de la cellulose de certains végétaux comme celle du peuplier; et dernièrement on voulait constituer une société industrielle pour le tirer du charbon par une suite de transformations très compliquées : c'est ce qu'on appelle l'alcool synthétique. Ces alcools, quelle que soit leur origine, sont de même nature. Seules les impuretés les différencient les uns des autres et permettent de les distinguer. Mais, comme leur élimination n'altère pas la nature spécifique du produit, et que, du reste, leur quantité est bien moins considérable qu'on ne le croit généralement, les alcools peuvent se réduire, par une habile rectification, à un type unique.

Mais, objecte-t-on, l'alcool de vin exige de multiples manipulations, que l'alcool d'industrie n'a pas à subir ; il n'acquiert ses qualités que par le vieillissement : logé dans des fûts de bois soigneusement choisis, il se modifie par une action insensible : il fait des échanges avec le bois, absorbe une quantité d'air considérable, de la quercine, du tanin, des matières tinctoriales, incolore à l'origine il acquiert une couleur dorée. Au contraire l'alcool d'industrie peut être consommé immédiatement : il n'est pas susceptible de gagner en vieillissant ; extrait déjà de matières premières moins coûteuses à produire que le raisin, il exige pour être mis en œuvre moins de soins, moins de main-d'œuvre, sur-

tout une immobilisation moins grande de capitaux. Son prix de revient étant moins élevé, il peut être livré à plus bas prix à la consommation ; et comme, de plus, il s'adapte plus facilement au goût des consommateurs, il est sûr de son écoulement. Nécessitant des frais généraux moindres, et de vente courante, il est moins grevé par les droits sur les boissons que l'alcool de vin.

Cette argumentation spécieuse semble nous conduire au remplacement du droit spécifique actuel sur les alcools par un droit *ad valorem*. On ne demande pas à l'Etat une dérogation au principe de l'égalité de tous devant l'impôt, mais une meilleure proportionnalité de cet impôt. Regardons de plus près la réalité : un impôt progressif doit frapper de préférence le produit, dont la valeur est la plus élevée ; si nos droits de douane ont souvent des conséquences injustes c'est que nous voyons des denrées de grande valeur payer une faible taxe, en raison de leur petit volume, et des denrées d'un prix infime payer une taxe importante à raison de leur énorme poids. Or, dans le cas présent, le produit en faveur duquel on réclame une taxation moindre, est le produit, dont la valeur est la plus élevée. Ce n'est donc pas un droit *ad valorem* véritable que réclament les viticulteurs, mais un droit *ad valorem* retourné, puisqu'on veut appliquer la taxe la plus faible au produit le plus coûteux. Sans doute l'on peut, au moins en principe, concevoir, à la place du droit spécifique, un mode de tarification qui proportionnerait l'impôt à la valeur

du produit taxé. C'était, pendant la première moitié du xix^e siècle, le grand reproche que l'on adressait aux impôts sur les boissons de n'être pas proportionnels à la valeur des différents liquides : « Je dis, disait Pardié à l'Assemblée législative du 14 décembre 1849 (1), je dis qu'il n'est pas vrai que chacun contribue à cet impôt en proportion de ses facultés et de sa fortune. Je vais plus loin et je soutiens qu'un impôt, qui frappe d'une taxe uniforme l'homme indigent et le rentier millionnaire, et qui perçoit les mêmes droits sur les vins les plus grossiers comme sur les plus fins et les plus délicats, est un véritable impôt progressif ; mais d'autant plus odieux que la progression a lieu cette fois en raison directe de la misère de celui qui le paye ». Qu'aurait-il dit s'il avait vu demander une taxe plus forte pour le produit le moins cher sous prétexte qu'il est le plus facilement vendu ? A l'heure actuelle le prix de l'alcool d'industrie n'est que de 45 fr., tandis que celui de l'alcool de vin est de 85 fr. L'alcool d'industrie paye donc presque le double des droits sur l'alcool de vin, puisque sa valeur est presque moitié moindre. C'est une situation étrange, que les nécessités pratiques obligent à accepter ; mais que l'on ne voudrait pas voir aggraver de gaité de cœur.

Au reste, les alcools de vin n'ont pas toujours atteint le prix élevé, qu'on a l'habitude de leur attribuer. En

(1) *Moniteur*, séance du 14 décembre 1849 : discussion sur le rétablissement de l'impôt sur les boissons.

1902 leurs cours sont tombés à 27 fr., ce qui n'empêchait pas les négociants et les particuliers de leur préférer les alcools d'industrie restés au cours de 40 fr. Les eaux-de-vie fines, même en temps de surproduction, sont toujours assurées d'un écoulement suffisamment rémunérateur. La vente devient au contraire plus difficile lorsqu'il s'agit des alcools de vin ordinaires du Midi, qu'un goût de terroir assez prononcé et une rectification imparfaite rendent peu agréables au consommateur : celui-ci leur préfère le goût neutre des alcools d'industrie que l'on peut modifier suivant les désirs de chacun. Dans le même sens on constate que le consommateur n'attend pas toujours pour acheter de l'eau-de-vie naturelle, qu'elle ait vieilli, ait été soumise à des soutirages nombreux et à de coûteuses manipulations. Il préfère parfois le goût plus fin de celle dont le goût n'a pas été modifié par une longue mise en fût. Les alcools de vin sont donc susceptibles de soutenir la lutte avec les alcools d'industrie ; et s'ils n'y réussissent pas, il faut reconnaître que ce n'est pas seulement en raison de leurs cours élevés.

Nous voyons par là combien il est difficile pour un gouvernement ou des Chambres de découvrir la cause exacte des phénomènes qu'ils déplorent ou dont ils voudraient provoquer le retour. La plupart des économistes, même très interventionnistes, reconnaissent que l'Etat doit s'ingérer le moins possible dans la concurrence du marché international et surtout dans la con-

currence du marché national. Les mesures qu'il prend, occasionnent toujours des déperditions de forces, une distribution plus arbitraire de la richesse, des risques d'erreur ou d'entraînement, auxquels sont moins sujets les particuliers, assagis par la vision obsédante de leurs intérêts. Cette protection est toujours onéreuse pour le consommateur ; elle est souvent dangereuse pour le producteur, tel serait le cas, si l'on établissait une taxe différentielle sur les alcools.

*
* *

Que la taxe différentielle fasse monter le prix de l'alcool d'industrie, c'est un résultat que recherchent ses partisans et qui, en conséquence, ne fait de doute pour personne. Nous devons donc examiner, comme dans toute question fiscale, sur qui retomberont les charges nouvelles ? « Les taxes sur les spiritueux dont les avances sont faites par les marchands, sont, dit Adam Smith, supportées en définitive par les consommateurs en raison de leur consommation respective ». L'on peut ajouter que plus les taxes sont élevées plus elles sont mises facilement sur la note. Or, si l'on impose de préférence le produit le moins coûteux, l'alcool d'industrie, en l'occurrence, ce sera le produit de luxe, l'eau-de-vie fine qui jouira du bénéfice de la détaxe ou de la surtaxe suivant les projets. L'impôt frappera particulièrement soit l'alcool bonifié par des essences, soit l'eau-de-vie ordinaire, provenant du coupage de trois-six d'industrie.

Ces deux dernières catégories sont les seules que consomme le peuple. La qualité et la quantité de l'alcool de vin, mélangé au trois-six d'industrie, varient en raison directe du prix de la denrée ; et l'on voit l'eau-de-vie de luxe uniquement composée d'alcool de vin fin, et l'eau-de-vie la plus commune uniquement composée d'alcool d'industrie mal rectifié et bonifié seulement par des essences. Par conséquent plus le prix du produit s'élèverait, moins le consommateur aurait à supporter d'impôt. Résultat souverainement injuste : le riche en consommant un produit recherché serait moins taxé que le pauvre qui boit du « tord-boyau » à 0 fr. 10 le verre. Cette conception de l'impôt est absolument anti-démocratique, et il serait étrange qu'à notre époque l'opinion puisse la supporter.

On présente l'augmentation de l'impôt sur les boissons à la classe ouvrière comme la contre-partie des réformes sociales qu'elle réclame et que le trésor est trop pauvre pour réaliser sans nouvelles ressources. Ce serait une curieuse façon de les réaliser : l'établissement d'une taxe différentielle serait loin d'annoncer à la démocratie le vote prochain des retraites ouvrières, de l'assurance contre les maladies et le chômage, et même de l'impôt sur le revenu. Le sacrifice qu'on lui demande n'implique pas fatalement une compensation, même éloignée : l'accroissement de charges ne saurait profiter qu'aux seuls viticulteurs. Cette progression « à rebours » pour employer l'expression de Pradié, ne saurait qu'irriter le pauvre con-

sommateur contre le propriétaire et le consommateur des classes supérieures, exonéré, au moins partiellement de la nouvelle taxe. « Tout ce qu'il y a de clair dans ces lois est au désavantage du pauvre ! », disait l'adresse aux Français en 1791. N'est-il pas étonnant de voir réclamer de nos jours une réglementation légale, qui rappelle, en les exagérant, les excès des droits d'insinuation et du centième denier ?

Au reste les partisans les plus déterminés de l'impôt progressif n'ont jamais proposé de l'introduire dans notre système de contributions indirectes. Ils remarquent que celles-ci, taxant les objets de consommation courante et d'une façon spécifique, retombent plus sur les classes pauvres que sur les classes aisées : le riche, par exemple, ne consomme pas plus de sel que le pauvre ; il consomme même rarement plus d'alcool.—L'impôt progressif sur le revenu viendrait, au dire de ses partisans, redresser l'inégalité de traitement que les impôts indirects introduisent dans notre fiscalité, et y rétablir une véritable proportionnalité. La progressivité et surtout la progressivité à rebours qu'introduirait dans notre système d'impôts indirects l'établissement d'une taxe différentielle, irait en sens inverse du résultat cherché, et ne ferait qu'accentuer les inégalités déjà existantes. Les impôts de consommation frappent les produits indépendamment de leur origine et de leur mode de production. Qu'elles soient consommées par le producteur lui-même ou par ses clients, par le riche ou par le pauvre, n'im-

porte en quel lieu et n'importe comment, du moment que leur nature intime, leur usage, leur apparence sont les mêmes, les denrées atteintes par les droits de consommation, doivent être assujettis à la même taxation. « S'il est un principe fiscal, qui soit généralement admis, et qui ait été appliqué dans la mesure la plus large dans tous les temps et dans tous les pays, disait Léon Say en 1887 (1), c'est que les taxes de consommation doivent être universelles » et, il faisait remarquer que, sous l'ancien régime, on les avait employées comme un moyen d'atteindre les citoyens qui étaient parvenus à se soustraire aux impôts directs.

Si ce principe s'est trouvé maintenu jusqu'ici en matière de contributions indirectes, c'est qu'on ne sait jamais exactement sur qui retombe leur incidence. On répète que l'impôt direct est inexorable et que les contributions indirectes n'atteignent que ceux qui veulent bien se laisser frapper, que nul n'est obligé de consommer, par exemple, de l'alcool industriel. Ce raisonnement est juste, sans doute, mais comme est juste celui qui nous démontrerait que nous avons la liberté de ne pas vivre. La prétendue liberté, dont nous jouissons, n'est donc que la liberté de nous abstenir, et à ce compte, nous avons également la faculté de nous soustraire aux impôts directs, puisque nous sommes libres de ne pas posséder les biens qu'ils cherchent à atteindre. On aura

(1) LÉON SAY. Rapport général au nom de la commission extraparlamentaire de 1887, 3^e partie.

beau arguer que l'alcool n'est pas indispensable à l'existence et que chacun peut restreindre sa consommation ou modifier l'espèce des quantités qu'il consomme, c'est toujours la liberté de s'abstenir, liberté ridicule s'il en fut, que l'on concède au contribuable, et dont celui-ci comprend parfaitement la portée vexatoire : « Toute addition aux avantages individuels de quelque nature qu'ils soient, impliquant une augmentation de l'impôt, ajoute encore à la charge déjà plus lourde pour le pauvre que pour le riche (1) », écrit notre ministre des Finances. Cet axiome est particulièrement vrai de la taxe différentielle. En tous cas, si ses partisans affirment que tel n'est pas leur but, et que telles ne seront pas les conséquences de cette mesure fiscale, ils seront obligés d'avouer qu'ils demandent au moins une restriction de la consommation de bouche de l'alcool d'industrie.

*
* *

Car, si, en Allemagne, le petit distillateur est protégé au même titre que le petit bouilleur, en France il n'en est plus de même : jamais il n'a eu les faveurs du pouvoir. Les propriétaires qui distillent le jus de betterave ou les grains de leur propre récolte sont, eux aussi, des « bouilleurs de cru », comme le faisait remarquer Léon Say. Et cependant ils sont soumis à une surveillance

(1) CAILLAUX. Les impôts en France : traité technique, I. Préface.

étroite des agents des contributions indirectes, et privés de ce droit naturel, au dire des partisans du privilège des bouilleurs de cru, qu'ont les agriculteurs de produire et de consommer l'alcool provenant de leur récolte, comme le pain fait avec leur blé ou la viande, fournie par leurs bestiaux abattus, et que les viticulteurs se sont fait sanctionner par la loi ; c'est peu de leur imposer ce *lucrum cessans*, on ne regarde pas à leur causer un *dommum emergens* en les frappant d'une taxe, au profit de leurs concurrents, ou tout au moins que leurs concurrents ne supporteront pas.

Les bouilleurs de vin ont eu des récoltes de bon rapport, dont le cours a été très élevé : ils ont gagné des sommes énormes inconnues aux fermiers du Nord de la France. Ceux-ci, dit-on, en dehors du but principal de leur exploitation, obtiennent des sous-produits, qui leur assurent d'une façon presque fatale un certain bénéfice. Peut-on cependant considérer l'alcool de betterave comme un produit secondaire : il vaut cinq fois plus cher que les pulpes dont l'écoulement est parfois difficile, et la culture des betteraves serait infructueuse sans les bénéfices produits par l'alcool. En tous cas, justement parce que les exploitations visent à deux fins, le bénéfice, s'il est plus régulier, est moins considérable : il ne sort jamais d'une honnête médiocrité. Que les viticulteurs ne se plaignent pas d'en être réduits à un seul mode de culture : ils l'ont voulu : auparavant ils possédaient des pâturages assez fertiles surtout dans les

vallées (1) ; ils les ont remplacés par des vignes : et quand viennent les années de récoltes peu rémunératrices, ils n'ont rien pour se rattraper. Enfin nous avons vu que, lorsque sont arrivées les récoltes déficitaires, lorsqu'il leur était donné d'écouler leur stock à bon prix, ils ont d'eux-mêmes fait baisser les cours par un sucrage intensif (2). Le marché s'est trouvé encombré de vins défectueux ; et les bonnes eaux de vie naturelles ont rencontré la concurrence d'alcools de vin, dont l'origine n'était pas meilleure que celle de l'alcool d'industrie.

Au point de vue historique il est bien évident que les eaux-de-vie naturelles ont gardé longtemps le monopole du marché français. Elles y occupaient une situation imprescriptible et que nul, semblait-il, ne devait venir leur disputer. La crise phylloxérique et le développement de la consommation de l'alcool industriel ont démenti ces prévisions. Quand les eaux-de-vie naturelles voulurent ressaisir leur antique prédominance, la place se trouvait entre les mains de leurs concurrents. Faudrait-il donc, en faveur des viticulteurs, expulser les nouveaux occupants ? Mais, même en Allemagne, pays de l'intervention et de la réglementation à outrance, le législateur s'est efforcé de porter atteinte le moins possible aux droits des grands distillateurs, acquis avant le vote de la loi. L'on comprend que les producteurs d'alcool d'indus-

(1) JEAN VIDAL. Monographie de la ville d'Aimargues, *op. cit.*

(2) CAZEAUX-CAZALET, 2^e rapport au nom de la commission d'enquête, *op. cit.*

trie protestent contre les mesures, dont on les menace : sans la moindre réclamation on les a laissés occuper le marché de l'alcool pendant un quart de siècle ; le seul développement de la consommation les y incitait ; ils n'usaient que du droit de la concurrence, comme l'ont fait les fabricants d'étoffes à bon marché, les fabricants de simili-argenterie, les automobilistes par rapport aux marchands de voitures et de chevaux. Etablir une taxe différentielle serait modifier à leur détriment les conditions normales de la concurrence, modification telle qu'elle aurait pour but non seulement d'accorder aux viticulteurs une place sur le marché, mais de bouleverser de fond en comble la situation économique actuelle, de dépouiller presque complètement les uns pour enrichir les autres.

Nous avons un principe de droit public, consacré par toute notre législation, c'est celui de l'article 545 du Code civil : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité », paraphrase du fameux axiome de la Déclaration des droits de l'homme : « La propriété est inviolable et sacrée ; nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité ». Or la clientèle d'une maison de commerce ou d'une usine est considérée, à l'heure actuelle, comme une sorte de propriété, qui s'achète, se vend, est susceptible d'augmentation et

de diminution de valeur marchande, qui entre dans le patrimoine. Or, si l'on songe à dépouiller les fermiers du Nord et les distillateurs d'une partie de leur clientèle, nul ne parle de cette « juste et préalable indemnité », qui serait légitime, semble-t-il, puisque, s'ils ont tourné leurs activités vers la culture de la betterave à alcool, ils compaient sur les habitudes commerciales de notre pays et sur l'appui des lois en vigueur. On a bien proposé, comme compensation, une législation sur les sucres ou sur les alcools dénaturés, législation favorable à ceux qui vivent de la betterave: ce serait le meilleur moyen de faire accepter par le Nord la taxe différentielle sans trop de résistance. Mais, enfin, on ferait ainsi quitter à nos agriculteurs une culture de rendement certain, quoique modeste, qu'ils ont choisie en raison de leurs aptitudes, de celles du sol et du climat pour une autre dont les bénéfices seraient très aléatoires: nous ne pouvons pas réduire toute une région à la monoculture de la betterave à sucre, parce qu'il plait à d'autres de se consacrer à la monoculture de la vigne. Quant à l'alcool dénaturé, sa consommation n'est pas susceptible de prendre une extension illimitée: ce n'est pas en un jour que l'on pourra chasser de notre marché les cinq millions d'hectolitres d'huiles minérales, qu'y importe l'étranger, et que l'on pourra modifier les habitudes des consommateurs. En tous cas jamais la consommation de l'alcool de betteraves par des usages industriels ne pourra s'élever aussi haut que la consommation de bouche, dont

il profite en ce moment. Quelle que soit la compensation accordée aux producteurs d'alcool d'industrie, ils subiront arbitrairement une crise de transformation : si certains producteurs doivent porter les conséquences de la surproduction, autant que ce soient les viticulteurs plutôt que ceux qui n'ont rien fait pour l'aggraver.

Jouant quelque peu sur les mots, les viticulteurs nous affirment que le sol, le climat, l'habileté de la main-d'œuvre donnent à notre pays le monopole de l'alcool de vin, que le seul nom de France éveille l'idée du goût fameux de nos eaux-de-vie, que l'on ne pourrait ailleurs en produire de telles; tandis que la plupart des pays sont aptes à la culture de la betterave. Est-ce qu'un peuple chez lequel l'agriculture est la principale source de richesse et qui voit sa production agricole mise en péril par la concurrence des pays neufs peut se résigner? Ne doit-il pas se défendre et quel autre moyen a-t-il de le faire que de recourir à la protection? Les nations sont comme les individus : elles ne peuvent vivre qu'en travaillant. Du moment où la concurrence étrangère risque de ruiner leurs productions nationales, elles ont le devoir de résister et le droit d'imposer dans ce but des sacrifices aux citoyens.

L'argument est impressionnant. Mais remarquons tout d'abord qu'il n'y a pas de pays, où disparaisse une culture vraiment autochtone et répondant à des besoins particuliers comme la vigne. La France conserve et conservera toujours la supériorité de ses vigno-

bles comme une autre nation celle de ses pâturages. La crise viticole peut aboutir à des réductions ou même à des disparitions locales de la rente du sol ; la valeur de certaines terres et de leurs produits diminuera jusqu'au jour où elle aura suffisamment déchu pour que capitalistes et consommateurs soient de nouveau sollicités de ce côté. Que l'évolution soit très pénible pour les viticulteurs, cela est incontestable. Que l'on puisse même donner momentanément des subventions aux petits viticulteurs les plus éprouvés, afin de leur fournir les moyens d'améliorer leurs débouchés ou leurs méthodes d'exploitation, que l'on utilise en leur faveur les crédits, alloués aux caisses de crédit agricole, et laissés disponibles à la Banque de France, cela est à la rigueur soutenable. Mais ce qui est inadmissible, c'est d'aller au delà ; c'est de leur sacrifier une classe de propriétaires et de fermiers tout aussi intéressants qu'eux, et qui ont développé une des sources les plus abondantes de la richesse nationale.

Avec les mots de monopole et de taxes douanières, les protagonistes de la taxe différentielle tentent de nous faire illusion. L'on dirait à les entendre, bien qu'ils s'en défendent, que l'alcool d'industrie est un produit étranger ou tout au moins cosmopolite, et que nous pouvons sans remords le chasser de notre marché. Ils oublient que les producteurs de cet alcool sont des Français comme eux, qu'ils ont comme eux droit à la protection de l'Etat, surtout à son respect. Déjà il serait injuste

que nos finances s'imposent des sacrifices pour l'alcool de vin, sans que son rival, si peu différent, en puisse profiter. Mais il est véritablement vexatoire de dépouiller les distillateurs d'une partie des débouchés qu'ils se sont acquis au prix de tâtonnements et d'efforts persévérants, pour les donner à leurs concurrents. Est-ce que le projet de M. Cazeaux-Cazalet et le projet d'entente du Nord et du Midi ne créent pas des primes, dont le fond serait fourni en majeure partie par une taxe sur les alcools d'industrie, et dont les alcools de vin profiteraient — au moins pour la moitié : « On ne paye d'impôt qu'à l'Etat, faisait écrire Bastiat sur les bannières des manifestants libre-échangistes ». Jamais cette parole n'aurait été plus juste qu'appliquée à la réforme réclamée de nos législateurs en faveur des eaux-de-vie naturelles.

L'édit de 1713, qui interdisait la circulation de l'eau-de-vie de cidre de Normandie et de Bretagne, des rhums et des eaux-de-vie de grains en dehors de leur pays de production, portait sans doute atteinte à la liberté de transporter les produits de l'industrie et de l'agriculture d'un bout à l'autre du pays, liberté qu'Adam Smith voulait « illimitée, sans rendre aucun compte, sans être exposée dans aucun bureau à aucune visite, à la plus simple question ». Mais si cette prohibition entravait les opérations commerciales, elle ne faisait qu'utiliser le système des douanes intérieures alors en vigueur, sans faire peser sur les différents producteurs des taxes inégales. Son caractère vexatoire était limité et ne s'éten-

ne doit pas à tous les habitants du territoire français. Cet édit disparut avec l'ancien régime sans que les contrées à vignobles en aient souffert. Voudrait-on revenir à ce système et même aller dans cette voie plus loin que le gouvernement d'une époque où tout l'ordre social reposait sur une distribution arbitraire des privilèges depuis la noblesse jusqu'aux corporations d'artisans ?

Si l'on en arrivait à admettre cette manière de voir et à modifier par des taxations différentes les lois naturelles de la concurrence, par le seul motif qu'un produit est plus coûteux que son concurrent, les Charentes et l'Armagnac ne manqueraient pas de s'en prévaloir à leur tour pour réclamer eux aussi la protection de leurs alcools contre les alcools de vin du Midi. Ce sont leurs crus distillés, qui font après tout la gloire du pays ; les alcools ordinaires de l'Hérault, de l'Aude, du Gard, des Pyrénées-Orientales, sont relativement peu connus au dehors : les étrangers ignorent leurs noms et leur existence passerait inaperçue sans leurs illustres congénères, qui font rejaillir sur eux une partie de leur gloire, mais qui en même temps, se plaignent de leur concurrence, surtout de leur concurrence frauduleuse : aussi la loi du 6 août 1905 les atteint presque autant que les alcools d'industrie ; une loi établissant une taxe différentielle pourrait avoir un effet semblable.

Et une fois lancés dans cette voie pourrions-nous refuser aux vins de Bourgogne de les protéger contre les petits crus du Beaujolais et du Mâconais ; pourrions-

nous refuser aux vins de Bordeaux la taxe douanière dont ils réclament l'établissement contre les vins d'Algérie. Bien plus, non seulement dans le commerce des liquides, où les cidres et les bières pourraient peut-être encore demander certains avantages, non seulement dans les denrées de l'alimentation, mais dans toutes les branches de l'industrie et du commerce du pays, l'on verrait fabricants et commerçants se disputer une protection spéciale. Entraînés vers une concurrence des privilèges individuels, détournés par l'étatisme des procédés de la concurrence normale, nous verrions peut-être réclamer une taxation de produits français jusqu'ici respectés par le fisc, aussi âprement que l'on réclame aujourd'hui des taxes de douane contre certains produits étrangers.

*
* *

Si les partisans de la taxe différentielle appliquent d'une manière peut-être abusive le raisonnement du régime douanier à la défense de leurs projets, cet argument pourrait peut-être leur être retourné. Ne semble-t-il pas, en effet, que, quelles que soient leurs intentions, ils aboutiraient aux mêmes résultats que par la création d'une douane à l'intérieur de la France ? — Il en serait ainsi au point de vue pratique puisque la taxe différentielle éliminerait de notre marché l'alcool d'industrie, puisqu'elle modifierait l'orientation de l'activité de nos distillateurs. Il en serait surtout de même au point de vue moral. Nous savons que c'est déjà un assez grand inconvénient qu'une intervention de l'Etat dans le do-

maine économique : sujet à l'erreur plus que les particuliers, le gouvernement risque de détourner maladroitement les efforts de nos nationaux vers une besogne pour laquelle ils ne sont pas faits. Mais, enfin, il est certaines industries indispensables à la prospérité nationale, comme la marine marchande, qu'il est nécessaire de conserver pour ne pas être réduit à subir toutes les exigences des étrangers. Ici, il n'en est plus de même : il ne s'agit plus de la sauvegarde de notre puissance économique et d'une œuvre d'unification nationale : l'on nous propose de faire œuvre de séparatisme ; l'on nous conduit à la division de la France en deux tronçons, qui n'ont déjà que trop de tendances hostiles : le Nord et le Midi. L'origine différente de la race, l'état d'esprit, le climat, la nature du sol contribuent à rendre les rapports souvent pénibles entre leurs habitants. Les habitants du Nord de la France sont issus de la race celtique, plus ou moins mélangée avec la race germanique des envahisseurs barbares et avec la race normande. Les Méridionaux, également Celtes avant la conquête de César, ont subi plus particulièrement l'influence romaine et, dans une certaine mesure, les influences phénicienne, espagnole et sarrazine. Tandis que les premiers gardent un esprit individualiste, le goût de l'indépendance, une patience et un bon sens naturels, les seconds se montrent plus enthousiastes et à la fois plus indolents et plus portés à recourir à l'appui du pouvoir. La plupart de nos fonctionnaires nous viennent du Midi : et cela se com-

prend dans une certaine mesure, si l'on considère la pauvreté de certaines parties du sol et la difficulté qu'il y a pour les améliorer sous un climat chaud et déprimant.

Toute autre culture que la vigne n'est sans doute pas impossible : beaucoup de propriétaires ont réservé pendant longtemps une petite partie de leurs terres à la culture des fourrages et des céréales, afin de subvenir à la nourriture des animaux nécessaires à leurs exploitations, ou pour ne pas perdre toutes ressources, les années de vendanges déficitaires. Mais depuis l'élévation du cours du vin pendant la crise phylloxérique, avec une impatience regrettable, les viticulteurs ont passé la charrie sur ces cultures d'appoint, et les ont remplacées par de nouveaux vignobles. Réduits ainsi à la seule culture de la vigne, dont les plantations s'étendent non seulement sur les coteaux, qui lui sont plus particulièrement favorables ; mais dans les vallées jusque-là réservées aux prairies, ils se sont trouvés à la merci des fluctuations des cours : ils ont perçu de cette façon de gros bénéfices, ils ont été ruinés également par la mévente, sans nulle autre compensation.

Ils voient, au contraire, les fermiers du Nord, dont les bénéfices sont assurément moins considérables, mais dont les revenus sont assez réguliers, conserver une situation enviable, du moins par rapport à la misère présente des Méridionaux. Ils s'aperçoivent, par surcroît, que ces fermiers doivent une partie de leur prospérité

à une plante, dont on peut extraire par des manipulations successives le même produit que de la vigne. Ils s'en irritent et réclament le secours de leurs concitoyens plus heureux. Ceux-ci, d'autre part, qui ont conscience de ce qu'ils doivent au travail et à l'économie, sont peu disposés à sacrifier une partie de ces biens péniblement acquis. Ils protestent à leur tour contre les prérogatives croissantes que l'on accorde aux viticulteurs, contre le privilège des bouilleurs de cru, dont ils sont privés, contre les nouvelles lois restrictives de leurs libertés, et surtout contre les lois que l'on réclame encore.

Entre ces Français, déjà surexcités les uns contre les autres, la taxe différentielle serait un ferment de séparatisme et même d'hostilité. Elle établirait une sorte de douane intérieure entre deux régions d'un même pays avec toutes les conséquences économiques et politiques d'une douane. Traitant leurs concurrents ouvertement en ennemis, industriels et commerçants du Nord chercheront à se venger des avantages législatifs obtenus par les représentants du Midi, et à le leur faire payer par des représailles. Déjà à la suite des lois sur les fraudes, la déclaration d'origine, les magasins séparés, ils se plaignent de supporter les conséquences des fraudes des viticulteurs, et ils font déjà campagne contre eux : « Fermons nos portes aux distillateurs du Midi et des Charentes », telle est la manchette, écrite en gros caractères, que nous trouvons en tête d'un organe du commerce des spiritueux du Nord. Plusieurs syndicats ont

déjà pris des mesures pour utiliser le moins possible les produits du Midi.

Le résultat de l'établissement de la taxe différentielle soulèverait une agitation encore plus considérable : l'on verrait une élimination plus complète des alcools de vin de la consommation ; en même temps on utiliserait plus largement les alcools d'industrie ; et peut-être aussi les eaux-de-vie naturelles de la région : l'eau-de-vie de cidre, par exemple ; si la consommation de ce produit n'a pas pris une plus grande extension, c'est qu'il est généralement mal rectifié par suite de sa fabrication clandestine. Mais une distillation sérieuse le rendrait agréable. La Bourgogne et le Centre se mettent à distiller leurs petits vins. Des marques ont été déposées portant le nom de Fine Normande, Fine Bretagne, Fine Bourgogne, si bien que si l'on a pu interdire l'emploi de l'étiquette Fine-Champagne à tous autres produits qu'à l'alcool de vin, l'on n'a pu en faire de même pour l'étiquette « Fine », qui, généralement en est considérée comme le diminutif. L'on voit par là les représailles auxquelles s'exposerait le Midi en réclamant une nouvelle faveur : « Si nous continuons à nous laisser faire, écrit un rédacteur du *Journal des Spiritueux*, nous ne tarderons pas à voir adopter la taxe différentielle. Nos alcools du Nord paieront 230 fr. et peut-être 240 fr., ceux de ces messieurs du Midi 120 fr. à 150 fr... Prouvons dès aujourd'hui que si nous braillons moins que ces Messieurs,

nous savons être énergiques : fermons nos portes à leurs voyageurs et représentants (1) ».

L'exagération et la violence même de ces propos montrent combien les esprits sont surexcités. Une lutte aussi effrénée ne saurait qu'amener la haine et la division dans le pays, comme jadis l'a fait le maintien des privilèges. Les arguments des protagonistes de la taxe différentielle ressemblent du reste fort aux arguments des privilégiés de l'ancien régime. Il y a plus d'un siècle, quand Turgot voulait abolir les corvées et faire face aux dépenses de la voirie au moyen d'un impôt proportionnel sur la propriété foncière, il rencontra l'opposition du garde des sceaux. M. de Miromesnil défendit les privilèges de la noblesse et du clergé et conclut en disant que les privilèges de la noblesse et du clergé sont plus apparents que réels. C'est un raisonnement en tout point analogue que soutiennent les viticulteurs. Ils veulent prouver qu'en droit leur attitude se justifie par les difficultés de l'écoulement de leurs produits, et la nécessité, où ils sont, de maintenir leurs hauts prix : ils ne voient pas qu'ils réclament un véritable privilège, plus grand que ceux mêmes de l'ancien régime, capable de bouleverser notre organisation politique et économique. C'est au gouvernement de résister et de faire opposition à ces intérêts particuliers, en montrant combien théoriquement et pratiquement l'établissement d'une taxe différentielle serait dommageable aux finances du pays.

(1) *Journal des Spiritueux*, 31 mars 1908.

CHAPITRE IV

LA TAXE DIFFÉRENTIELLE ET NOTRE SYSTÈME FINANCIER

Lorsque l'on étudie la législation financière de la France, ce qui frappe les yeux au premier abord, c'est cette multiplicité, cette diversité des droits qui retiennent l'attention presque autant que leur complexité. Trois ou quatre impôts, différents par leur mode d'assiette et de perception atteignent souvent la même nature de richesse. D'autres contributions sont inégales dans leurs applications, soit aux localités, soit aux diverses catégories de ressources.

L'on n'y trouve point ce que l'on rencontre ailleurs : l'empreinte d'une grande idée, d'une grande personnalité, en un mot l'expression d'une politique. En Allemagne, ou plutôt en Prusse, les impôts récemment organisés par M. de Miquel, portent le sceau d'une politique de centralisation autoritaire et de despotisme administratif. Les lois sur les alcools sont le témoignage palpable que l'Etat ne veut pas voir désorganiser son marché intérieur, et qu'il n'entend pas assister passivement à la ruine d'une classe intéressante de petits métayers,

dont l'existence est utile économiquement et socialement à la nation. Chez nous, au contraire, la confusion des règlements, la complication des taxes, tout fortifie cette idée que nos lois sur les contributions, extraites par l'administration des édits de l'ancien régime, ou bien organisées au fur et à mesure des besoins, selon les nécessités du moment, sont juxtaposées les unes aux autres sans cette unité et cet esprit de suite qui font la gloire du Code civil. Ce n'est pas un système financier à proprement parler, c'est un ensemble de dispositions, votées successivement, au hasard des circonstances, suivant les exigences politiques et financières, sous la pression des événements. Jusqu'à ces dernières années, en particulier, la législation des boissons offrait le type le plus parfait d'impôts bigarrés qu'il fût possible de découvrir : droits de consommation, droits de circulation, droits de distillation, droits de gros, droits de détail, droits d'octroi, taxes de remplacement, abonnements, licences, réductions et aggravations de tarifs, semblaient conspirer pour rendre l'exercice plus difficile et plus vexatoire. « Cette législation, s'écriait Necker, en parlant de la législation douanière de son temps, est tellement embrouillée qu'à peine un ou deux hommes par génération viennent à bout d'en posséder complètement la science. » Cette parole pourrait servir d'épigraphe aux plaintes innombrables du commerce des liquides.

Cependant, quelle que soit sa résistance, le législateur français est obligé d'obéir dans une certaine mesure à

cette loi d'évolution, qui nous conduit fatalement à une simplification croissante des impôts indirects. On a bien essayé, il y a de longs siècles, d'établir un droit proportionnel sur l'universalité des objets mis en vente : c'est le « *centesimum rerum venalium* » de César, qui, restauré par Philippe le Bel, fut perçu jusque sous le règne de Louis XI. Il fallait tout saisir, tout taxer. Mais la surveillance, que la généralisation de l'impôt rendait nécessaire, et qui serait impraticable aujourd'hui, devenait de plus en plus difficile. Il fallut exempter successivement telle denrée, puis telle autre, pour restreindre le champ de l'impôt indirect, et l'on en arriva, à la fin du xv^e siècle, à la théorie des cinq espèces réservées. Cette tendance s'est accentuée pendant l'époque moderne et contemporaine : aujourd'hui, dans la plupart des grands pays, on tire la majeure partie des ressources du budget d'impôts établis sur un très petit nombre de denrées, telles que l'alcool, le tabac, le sucre, le café, le thé. Ces denrées, remarquons-le, sont, presque toutes, des substances irritantes, qui répondent à des besoins, sinon essentiels, du moins certains ; et la perception de ces taxes paraît d'autant mieux assuré, que l'homme satisfait ses nerfs avant tout autre organe ; que les vices sont chez lui plus exigeants que les nécessités vitales.

En même temps, chacune de ces taxes tend elle-même à se simplifier et à s'uniformiser. Car, à raison de la complexité et de la variété des espèces d'objets atteints

par l'impôt, la loi, pour éviter les discussions au moment de la liquidation des sommes dues au Trésor pour éviter les fraudes des particuliers, les erreurs des agents des contributions indirectes, doit frapper ces objets suivant des données très larges, d'après des signes extérieurs, qu'il est facile de percevoir sans inquisition et sans crainte de se tromper. C'est ainsi que l'on a été amené à supprimer les droits *ad valorem* : ces droits étaient sans doute plus équitables en théorie ; mais leur application était si délicate, nécessitait de telles aptitudes spéciales des agents des douanes, qu'ils sont devenus en quelque sorte un procédé de taxation suranné.

*
* *

Il n'est pas jusqu'à la législation des boissons, qui n'ait plus ou moins subi l'influence de cet entraînement du fisc vers une simplification croissante. La source de toute notre fiscalité moderne se trouve dans la loi du 28 avril 1816, dont les lois de la Révolution et de l'Empire ont amené l'avènement. C'est une véritable codification de la vieille législation des boissons de l'ancien régime. La taxation à la circulation en fait la base, moins parce que le législateur a étudié les conséquences économiques bonnes ou mauvaises de ce procédé, que parce qu'il le trouve déjà établi, et que le contribuable semble le supporter sans trop de résistance.

La loi du 28 avril 1816 établit ou confirme le droit de

circulation sur les vins, le droit d'entrée pour les villes et communes de plus de 2.000 âmes et au-dessus, le droit de détail de 15 %, l'abonnement, le droit général de consommation sur l'eau-de-vie, les taxes de remplacement pour la ville de Paris, les octrois. Elle organise la situation fiscale des entrepôts, des débits, des propriétés viticoles. L'exercice, qui n'est supprimé que pour le propriétaire, et encore sous certaines conditions, est le principal moyen de contrôle de la Régie. L'on ne se souvenait plus des promesses du comte d'Artois d'abolir les « droits réunis » ; on passait un trait de plume sur les tentatives de Napoléon pendant les Cent-Jours pour rendre la législation des boissons moins vexatoire, et sur les premiers essais de la Restauration pour remplir l'attente générale. La principale préoccupation du gouvernement semble avoir été de combiner entre elles les dispositions les plus exagérées des législations impériale et royale. « Le régime de 1816, dit M. Pascal Duprat, produit de tous ceux qui l'ont précédé, les résume toujours et les aggrave au besoin (1). »

La complexité de la loi du 28 avril 1816 rendit un remaniement nécessaire moins d'un an après sa promulgation. Une de ses dispositions les plus choquantes était de faire payer plusieurs droits successifs aux vins : droit de vente en gros et droit de détail, droit à chaque mou-

(1) PASCAL DUPRAT. La réforme de l'impôt des boissons, *op. cit.*

vement du produit avant d'arriver au consommateur. La loi du 25 mars 1817 supprima le droit de vente en gros et affranchit la circulation destinée au commerce. « Le mouvement commercial est donc affranchi, dit M. Bocher (1), les marchands en gros, gardiens responsables de l'impôt ne paient que lorsque des manquants sont constatés chez eux. » Les débiteurs eux-mêmes obtenaient quelques facilités.

C'était le premier pas vers une simplification croissante, que l'administration des contributions indirectes, le producteur, l'entrepositaire et le débiteur étaient d'accord pour réclamer. Le directeur général Benoit critiquait, au nom du gouvernement, dans l'exposé des motifs de la nouvelle proposition de loi : la répartition du territoire en classes de départements et proposait d'y substituer l'uniformité du droit de circulation. La Chambre adopta et généralisa le chiffre de 1 fr. 50, qui était celui de la classe la plus favorisée dans le tarif de 1817, et elle l'appliqua indistinctement à tous les mouvements opérés sur le territoire.

Ainsi se trouvait supprimée toute taxation différentielle des vins. Une autre loi, datée du même jour : 24 avril 1824, rendait un service du même genre aux producteurs et négociants en spiritueux, en utilisant la découverte récente de l'alcoomètre par Gay-Lussac, et en imposant le liquide, non plus suivant son volume, mais sui-

(1) BOCHER. Rapport de la Commission d'enquête de 1850

vant son degré alcoolique. Cette combinaison permettait de concentrer sous le nom de « droit général de consommation » les diverses perceptions qui frappaient la matière ».

L'opinion était encore loin d'être satisfaite. A la suite de la Révolution de 1830, une commission interparlementaire fut nommée pour examiner la situation. La complexité de la législation des boissons provoquait des plaintes dans les sens les plus opposés et les plus contradictoires, étant donné la nécessité où l'on était de conserver l'impôt des boissons. Le baron Louis, ministre des Finances, faisait ressortir le caractère varié des plaintes multiples, lorsqu'il disait : « On trouve d'abord la masse de l'impôt trop forte. Ensuite on se plaint que la consommation en gros soit trop peu imposée, bien que, dans certains pays, le droit de circulation, qui la concerne, soit jugé excessif. On se plaint que le peuple soit trop imposé par le droit de vente au détail. On accuse le droit d'entrée de faire la condition des habitants des villes pire que la condition des habitants des campagnes. Enfin, la présence des agents des revenus publics est partout devenue insupportable. » Ces inconvénients furent légèrement palliés par la loi du 12 décembre 1830, qui réduisit le droit de détail à 10 % et la loi du 23 avril 1831, qui supprima les exercices dans les villes de plus de 4.000 âmes, à condition que les droits de circulation, d'entrée et de détail, ainsi que la licence des débitants fussent convertis en une taxe unique perçue aux portes

de la ville, et qui favorisa les abonnements communaux.

La loi du 25 juin 1841 marque un certain retour en arrière, en cumulant la perception de l'impôt de circulation avec celle de la taxe unique des villes, laquelle perd ainsi son caractère exclusif. Elle décrète également l'exercice des fabricants de vins et boissons en ville. Mais, en même temps, elle tente de faire rentrer le propriétaire dans le droit commun, en réduisant l'immunité partielle dont il jouissait pour ses transports en vertu des lois de 1816 et de 1819. Elle abroge en même temps l'immunité de 25 %, qui est accordée par l'article 85 de la loi de 1816 au propriétaire-débitant sur le droit de détail.

Le décret du gouvernement provisoire du 31 mars 1848 est le triomphe de la simplification de l'impôt des boissons : les droits de circulation et de détail sur les vins et les boissons, de détail sur les alcools sont supprimés et remplacés par un droit de consommation, ne faisant plus de distinction entre cercles et bouteilles. Ce décret n'eut qu'un effet transitoire : les modifications avaient été trop radicales. La loi du 22 juin 1848, et la loi du 20 décembre 1849, rétablissant l'impôt des boissons, remirent en vigueur la législation antérieure.

Il était réservé à l'empire de réaliser les timides propositions de réformes qui s'étaient fait jour à l'Assemblée législative : le décret de finances du 17 mars 1852 dégrevait le droit d'entrée, élevait le droit de détail, et abaissait la limite de la vente en gros : le but déclaré

était de rendre l'impôt « plus proportionnel à la valeur des objets qu'il frappe, résultat éminemment équitable ». Le résultat ne fut malheureusement pas aussi équitable que la désirait la Commission : il n'aboutit pas à une plus grande simplification de l'impôt, et par l'augmentation du droit de détail, il aggrava les charges des classes pauvres. De 1860 à 1873, nous ne constatons pas davantage une amélioration dans le sens de l'évolution fiscale. Les tarifs ne cessent d'augmenter et aboutissent pour les alcools au droit de 156 fr. 25. Mais alors certaines mesures sont prises à l'égard des liqueurs et des absinthes, en vue d'unifier leur législation spéciale avec celle des eaux-de-vie, et aboutissent à la loi du 19 juillet 1880, qui les y assimile complètement.

Cette loi marque, du reste, un notable progrès dans la voie de la simplification des taxes sur les boissons : elle dégrève d'un tiers le droit de circulation, réduit à trois les classes selon lesquelles les départements sont répartis pour l'application de ce droit. La surtaxe frappant les vins en bouteilles est abolie, bien qu'un membre du Parlement ait protesté au nom de l'application démocratique de la perception « *ad valorem* ». Enfin les droits d'entrée sont réduits de 33 %. Pour les boissons alcooliques, la loi est à ce moment parvenue à un degré d'égalité et de simplification remarquables. Seule subsiste encore l'inégalité choquante du droit de détail, abaissé cependant à 12,50 %, acheminement vers sa suppression. Le vin paie encore un impôt dix fois plus

élevé lorsqu'il est reçu par un débitant de campagne que lorsqu'il est reçu par un propriétaire ; en sorte que, par une progression au rebours, l'ouvrier qui achète à la bouteille acquitte un impôt plus considérable que l'acheteur d'une quantité importante ; le débitant des campagnes supporte sur le vin un droit plus lourd que le débitant des grandes villes, et pour en assurer la perception, il est continuellement soumis à des visites domiciliaires. La nation toute entière proteste en vain pendant près d'un siècle contre cette complication et cette inégalité injustifiables.

Il est réservé au législateur de 1900 d'unifier la perception sur les vins et les alcools. Il l'unifie complètement, non seulement en supprimant les droits de détail, mais encore en abolissant la diversité du droit de circulation suivant la classification des départements. Plus de classes, plus de différence entre propriétaires et débiteurs. Il n'y a plus qu'un droit de circulation, uniformément fixé à 1 fr. 50 par hectolitre, et pour les alcools un droit de consommation unique.

Pourquoi faut-il que ces progrès si lentement et si péniblement acquis, souvent retardés par de funestes retours en arrière, aient été payés par de continuelles augmentations de l'impôt sur l'alcool progressivement élevé de 50 francs à 220 francs ? Pourquoi faut-il surtout que le législateur de 1900 ait reculé devant la suppression du privilège des bouilleurs de cru, dont l'existence parasite vit aux dépens de l'unité de la loi ? A l'heure où,

par suite de multiples remaniements législatifs, tous les consommateurs de vin acquittent le même droit, où tous les consommateurs de boissons alcooliques, quelle que soit leur composition, sucrées ou amères, paient le même impôt sur une base identique, le bouilleur de cru ne supporte aucune charge. A part cette pénible exception, l'impôt sur les boissons semble avoir atteint son maximum possible de simplification.

Malheureusement, cette situation n'est pas longtemps à se maintenir. Les lois du 25 février 1901, et du 30 mars 1902, pour favoriser la dénaturation de l'alcool, frappent d'une taxe de fabrication les alcools d'industrie, destinés à la consommation de bouche, créant ainsi une différence de taxation suivant l'origine de l'alcool.

La loi du 31 mars 1903, en réglementant sévèrement le privilège des bouilleurs de cru (pour peu de temps, du reste), favorise encore l'alcool de vin, en lui décernant des brevets d'authenticité, et par le fait même, complique les comptes de la Régie.

La loi du 15 juillet 1907 soumet à une complication de comptabilité les négociants, qui veulent vendre sous la garantie de l'Etat des eaux-de-vie de vin ou de fruits.

Et voici que l'unification de l'impôt, la simplification de la comptabilité fiscale, si péniblement obtenue et déjà compromise par ces trois lois, est menacée d'une complication telle, que l'on n'en peut prévoir toutes les conséquences. La taxe différentielle, sous quelque forme qu'elle soit appliquée, apporte son cortège de complica-

tions de surveillance, de perception, de comptabilité. Elle a, de cette façon, l'inconvénient d'aller à l'encontre d'une évolution naturelle, qu'il ne sert de rien de retarder, qui se produira inévitablement, et dont on doit prendre les devants plutôt que de voir tout le système fiscal, bouleversé par des réactions inutiles.



Il faut songer que, par suite des modifications successives qu'elle a subies, au cours du dernier siècle, la loi de 1816, base de toute notre législation des boissons, a singulièrement changé de caractère. En 1824, à la suite du remaniement effectué par Villèle, et de la découverte de l'alcoomètre de Gay-Lussac, le « droit général de consommation » s'élevait à 27 fr. 50, 37 fr. 50, 50 fr., selon le degré de l'eau-de-vie. Aujourd'hui, sans que rien ait été changé au mode de perception, nous payons 220 francs. Institué à un moment où la fraude était plus difficile, où, en tous cas, elle donnait de moins gros bénéfices, notre système fiscal des alcools pouvait être parfaitement combiné et répondre aux nécessités du moment. Mais l'instrument qui était susceptible de servir à une taxation modérée, on l'emploie à faire rendre un impôt considérable. Sans que l'on ait pris plus de mesures pour entraver les fraudes, on leur donne une prime énorme. Au moment même où l'on portait les droits à 156 fr. 25, l'alcool justement baissait de prix.

A l'heure actuelle, nous voyons l'impôt de l'alcool être de cinq fois le prix de l'alcool lui-même, de sorte que, lorsque l'on vend pour 600 fr. d'alcool, on fait une opération de 500 francs pour le compte de l'Etat, et de 100 francs pour son propre compte. Nous pouvons donc dire que la vente est surtout faite au profit de l'Etat : le producteur, le négociant, le débitant, deviennent, pour ainsi dire, les fonctionnaires du fisc, qui leur permettent la vente de l'alcool, à condition de lui servir de percepteurs. Les résultats de l'augmentation des droits en 1900, sont significatifs à cet égard. Le rendement de l'impôt, au lieu d'être proportionnel à l'augmentation de la taxe, diminua, au contraire, proportionnellement : 125.000 hectolitres d'alcool se déroberent au fisc. C'est à cette vieille organisation, qui succombe sous l'effort que l'on réclame d'elle, que l'on demanderait un nouveau service, et, de plus, d'un ordre tout différent !

Ne voit-on pas que, si l'on ne frappe plus un grand nombre de produits comme sous le régime de Philippe le Bel, que si l'on se trouve amené à restreindre le champ de l'impôt aux espèces réservées, celles-ci supportent un impôt considérable, appât certain pour la fraude ? Ce que jadis l'on payait sans y penser, devient une lourde charge digne d'attirer la réflexion. L'esprit s'éveille, et, si la perception de l'impôt n'est pas facile et simple, chacun cherchera à s'y dérober. Que sera-ce lorsque cet impôt froissera les sentiments d'équité des contribuables ? « La loi, dit Adam Smith, violant les premiers

principes de la justice, commence par faire naître la tentation et punit ensuite ceux qui y succombent. »

*
* *

Le fisc, en effet, ne trouverait que des inconvénients à l'établissement de la taxe différentielle. Il ne saurait y trouver d'avantages, puisqu'une surtaxe sur les alcools d'industrie, telle que la demandent les projets Calvet et Lauraine, a peu de chance d'être établie. Les derniers projets y renoncent : le droit de 220 francs est le maximum de rendement possible de l'impôt, et nos ministres des Finances seraient plutôt disposés à réduire la taxe qu'à consentir à l'augmenter. Ils craignent une désillusion semblable à celle qu'ils éprouvèrent à la suite de l'application de la loi du 29 décembre 1900 : la diminution du rendement de l'impôt, malgré l'importance de l'augmentation du droit.

Or, cette diminution de rendement se produirait avec la seule détaxe, dont se contentent les derniers projets : il serait, en effet, fatal que les producteurs et les intermédiaires trouvent un intérêt à faire passer l'alcool le plus taxé pour l'alcool le moins taxé, sans compter le bénéfice de la faveur dont ils jouiraient près du consommateur. Supposons même les substitutions impossibles, il n'en restera pas moins que, si la mesure prise en faveur des viticulteurs, réussit, que si la consommation se porte vers l'alcool de vin, le Trésor verra ses reve-

nus diminuer proportionnellement à la diminution de la consommation de l'alcool le plus taxé. Les effets de la détaxe seront donc pour le Trésor les mêmes que ceux d'une réduction générale du droit sur l'alcool, avec, par surcroît, la désorganisation de l'Administration des Contributions indirectes. « C'est un véritable pillage du budget, dit M. Caillaux, en parlant des primes (1). » La détaxe différentielle en faveur des eaux-de-vie naturelles serait la plus dangereuse de toutes les primes ; car, pour elle, plus encore que pour les autres, nos ministres des Finances seraient incapables d'indiquer par avance les sacrifices que le budget serait amené à faire sans espoir plus ou moins éloigné d'une clôture du crédit affecté à cette dépense nouvelle.

Mais, objectera-t-on, l'établissement d'une caisse spéciale destinée à alimenter le fond des primes, tel que le prévoient le dernier projet Cazeaux-Cazalet et le projet d'entente du Nord et du Midi, échapperait à ces inconvénients fiscaux. Cette caisse aurait une existence indépendante de celle du budget : l'Etat ne ferait que l'administrer, et ne la subventionnerait qu'exceptionnellement. Mais, comme on l'a fait observer au « Syndicat national du Commerce en gros des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs de France (2) », cette prétendue distinction est purement illusoire : les fonds, au moyen la caisse se-

(1) CAILLAUX. Les impôts en France, traité technique, préface.

(2) S. N. du C. en gros des V. C. S. et L. de France, session ordinaire de 1907. Compte rendu des travaux .

rait constituée, viendraient toujours en addition aux droits actuels, et produiraient les effets néfastes, qui ont milité pour le retrait des projets de surtaxe différentielle.

En tous cas, ce qui est évident, c'est que, quel que soit le procédé employé pour établir une différenciation fiscale entre les alcools, il se traduirait forcément par une augmentation des frais de surveillance. L'impossibilité d'appliquer la loi de 1872 sur la différenciation des acquits a nécessité, en 1903, l'établissement de comptes et de magasins distincts, en 1907, l'établissement de magasins séparés. Seuls, quelques rares négociants ont rempli les formalités nécessaires pour obtenir la délivrance d'acquits blancs, et déjà la comptabilité de la Régie s'en trouve considérablement compliquée. La loi du 15 juillet 1907 n'a été appliquée qu'à partir du 1^{er} janvier 1908 : nous n'en pouvons donc connaître toutes les conséquences : mais nous constatons que l'établissement des comptes distincts et des magasins séparés trouble absolument l'organisation de la Régie : les employés, du rang le plus élevé, ne savent quels conseils donner aux entrepositaires : les avis contradictoires se succèdent : les agents, quoique nombreux, ne peuvent faire face aux surveillances et vérifications multiples qu'exigent les formalités de la nouvelle loi.

La taxe différentielle, rendant nécessaire la création de comptes distincts et de magasins séparés pour chaque négociant, décuplerait cette comptabilité déjà si difficile pour une application si restreinte. La distinction

des recensements, celle des manquants passibles, la complexité de l'examen des livres obligeront à une augmentation du nombre des agents vérificateurs. La séparation des magasins, l'éveil donné à la fraude, nécessiteront une augmentation du nombre des surveillants. Cette surveillance, elle-même, sera d'autant plus compliquée, qu'elle s'exercera non seulement sur la quantité, mais sur la qualité : il faudra à tout instant, au moindre soupçon, effectuer des prélèvements d'échantillons pour les soumettre à des experts, afin de leur faire contrôler l'authenticité des alcools circulant sous acquit blanc. Cette surveillance sera même nécessaire en cours de route, au sortir de la maison du producteur, afin de s'assurer s'il n'y a pas eu addition ou substitution d'alcools chez les différents détenteurs du produit. Il est même à présumer que tôt ou tard, il faudra en venir à la suppression du privilège des bouilleurs de cru et à l'exercice du producteur.

Ce serait donc une véritable armée d'employés que le fisc serait obligé de lever pour la défense de ses droits, après l'établissement de la taxe différentielle. Et pourquoi ? Pour obtenir une détaxe d'impôt minime, de l'aveu même des protagonistes de cette mesure. L'Etat n'y aurait aucun bénéfice ; et, cependant, même au cas de l'établissement d'une caisse de primes distincte du budget, il lui faudrait faire face à une série de dépenses afférentes à l'augmentation du personnel et à la complication de la comptabilité. Ajoutons à cela les inconvé-

nients probables : une diminution de recettes, l'augmentation des fraudes, l'impossibilité de limiter le temps et les dépenses de l'application de la taxe différentielle ; et nous comprendrons que nos ministres des Finances soient peu empressés d'en accepter le vote.

Mais telle est la force de l'intérêt particulier, que l'on a vu des particuliers, et des corps constitués, accepter le principe de la taxe différentielle, bien qu'il parût leur être dommageable au premier abord, en échange de la suppression du privilège des bouilleurs de cru. Lorsque l'on touche de si près à des intérêts particuliers, il est peu probable que des considérations d'ordre moral, d'ordre juridique ou d'ordre financier, réussissent à les détourner de leurs visées. Ce qu'il faut surtout, c'est leur prouver que la mesure en litige leur sera contraire, et que les avantages que l'on fait miroiter à leurs yeux s'écroulent dès que l'on considère l'application pratique.

CHAPITRE V

LA TAXE DIFFÉRENTIELLE APPLIQUÉE A LA CONSOMMATION

Dans la plupart des projets, émanant de parlementaires ou de particuliers, nous voyons réclamer une taxe différentielle assez forte : 100 francs dans le projet Lauraine, 50 francs dans les projets Leygue et Cazeaux-Cazalet. Mais quand ces projets viennent en discussion devant les Chambres, les commissions parlementaires extraparlémentaires, les syndicats, leurs auteurs, rabattent singulièrement de leurs prétentions. C'est ainsi que M. Cazeaux-Cazalet, dans son 3^e rapport, déposé sur le bureau de la Chambre au nom de la commission d'enquête, ne demandait plus qu'une détaxe de 10 fr. au maximum en faveur des alcools et eaux-de-vie de vin. Les protagonistes de la taxe différentielle veulent, autant que possible, éviter de paraître rechercher l'obtention d'un privilège. Ils se rendent compte que des avantages fiscaux importants, constituant une véritable prime à la production des eaux-de-vie naturelles, seraient difficilement admis par l'opinion : l'on ne comprendrait pas pourquoi l'on accorde des primes aux alcools, quels qu'ils soient, alors que l'on a supprimé celles qui étaient allouées au sucre, produit dont l'utilité alimentaire n'est

contestée par personne, et dont il importe, en bonne logique, de faciliter la consommation.

Aussi pour ne pas effrayer le gouvernement et les contribuables, les défenseurs de la viticulture ont limité leurs revendications. Ils se bornent à demander qu'on les protège contre la concurrence déloyale des eaux-de-vie industrielles, vendues sous des dénominations inexactes, et de celle qui consiste à jeter sur le marché certains spiritueux à bas prix, obtenus par l'addition d'essences artificielles à des alcools d'industrie de mauvaise qualité. Dans ces conditions, une taxe différentielle peu importante leur semble suffisante pour attirer l'attention du consommateur et celle du fisc sur les producteurs et les commerçants peu consciencieux dans leurs tentatives de fraudes et de substitutions. C'est cette nouvelle situation qu'il nous faut envisager, en laissant de côté provisoirement l'aspect d'une prime à la distillation des eaux-de-vie naturelles, et en discutant si l'application d'une taxe différentielle, même faible, ne présente pas de grands inconvénients pratiques, soit à la consommation, soit à la production, sans trop nous souvenir du mot de Bonaparte à Mollien, qui lui objectait l'insignifiance du produit net du nouvel impôt sur les boissons : « Laissez faire : lorsqu'un impôt est établi, on en fait ce qu'on veut. Il ne s'agit que de commencer. »



La plupart des partisans de la taxe différentielle veulent une différenciation établie à la consommation, au

moment où le consommateur, en prenant livraison de l'eau-de-vie, aura à payer les droits et pourra ainsi se rendre compte de la qualité réelle des produits qu'il achète.

L'impôt à la consommation présente évidemment de grands avantages. S'il exige des formalités compliquées et une surveillance coûteuse, il empêche la circulation de tout produit taxé sans congé ou acquit à caution ; il oblige à une déclaration pour le déplacement d'une quantité même légère ; il permet de suivre le produit depuis le domicile du producteur jusqu'à celui du consommateur. En matière de boissons, particulièrement, il offre le grand intérêt de ne pas forcer le producteur ou l'intermédiaire à faire l'avance des droits ; il ne taxe le liquide qu'après déduction des pertes en cours de route, évaporation et autres causes fatales ; enfin la surveillance qu'il impose à la Régie assure partiellement, surtout depuis 1903, l'origine du produit. Malheureusement, il comporte l'exercice si pénible à tous que les vexations, l'inquisition, reprochées aux impôts de consommation, aux impôts indirects, c'est spécialement à l'impôt sur les boissons qu'elles s'appliquent. Des fraudes sont, cependant, inévitables ; car le Français est réfractaire aux investigations de la Régie et à l'action de l'autorité. Il est de plus en plus insoumis et l'administration de moins en moins puissante, à mesure que le taux de l'impôt s'élève.

La base du contrôle de la Régie, de l'exercice est la déclaration. Si la déclaration est frauduleuse, il faut

que les agents des contributions indirectes aient les moyens de constater la fraude. Or, il semble bien qu'avec la taxe différentielle, la fraude devient inévitable, et qu'elle est de plus impossible à constater. D'une façon générale, l'Etat ne peut songer à détaxer un produit, quelle que soit l'importance de cette détaxe, sans avoir la certitude absolue que ce produit est bien celui qu'il veut favoriser. Il serait à craindre, en effet, que les alcools industriels plus taxés ne soient ou chez le producteur ou chez l'intermédiaire, substitués aux alcools de vin moins taxés pour bénéficier indûment de la détaxe.

Rien ne paraît plus facile avec le système actuel : le viticulteur peut faire entrer chez lui subrepticement de l'alcool d'industrie, le mélanger avec un alcool de vin, et faire bénéficier l'alcool ainsi frauduleusement bonifié de la détaxe. Déjà l'on a fait remarquer que les faveurs accordées par la loi aux eaux-de-vie naturelles permettaient ces substitutions, et l'on a déjà réclamé que seuls les bouilleurs de cru, qui accepteraient le contrôle de leur distillation, puissent jouir de l'acquit blanc. A l'heure actuelle, particulièrement les Charentais, préfèrent pour leurs coupages l'alcool d'industrie à l'alcool du Midi, à cause de son goût plus neutre. Mais comme ils ne veulent pas perdre le bénéfice de l'acquit blanc, ils s'entendent soit avec les distillateurs de sucre de betteraves, soit même avec les négociants du Midi pour que ce trois-six de coupage, sorte de leurs propriétés comme

de l'alcool de vin pur sous la garantie de l'acquit blanc. Et c'est ainsi que certains alcools du Nord, en transitant par le Midi, reviennent comme alcools de vin concurrencer leurs congénères, qui deviennent plus difficilement employables à cause de leur acquit rose. L'établissement d'une taxe différentielle ne ferait qu'exciter ces fraudes déjà inquiétantes : il faudrait augmenter le nombre des agents de la Régie pour surveiller efficacement l'authenticité des produits, et encore n'y réussirait-on pas, et serait-on amené tôt ou tard à restreindre le privilège des bouilleurs de cru.

Supposons maintenant l'alcool de vin parvenu chez un entrepositaire, qui reçoit et mélange les deux sortes de trois-six. Comment percevra-t-on la taxe à la sortie des magasins ? S'en rapportera-t-on aux déclarations que fera le négociant, en n'autorisant les expéditions au droit réduit que jusqu'à concurrence des réceptions d'eaux-de-vie naturelles, c'est-à-dire, comme on l'a proposé, en procédant par équivalence ? Sans doute ce procédé serait assez commode pour l'Administration des Contributions indirectes, et le Trésor ne perdrait pas le montant de la surtaxe de l'alcool d'industrie. Mais les viticulteurs n'y trouvent pas leur compte ; car, en payant les droits, le consommateur ne serait pas assuré de la qualité réelle des produits qu'il achète ; et la Régie, sure de ne rien perdre du produit de l'impôt, ne mettrait pas plus d'intérêt à veiller sur la différenciation des produits. Les partisans de la taxe différentielle

veulent, qu'en empêchant tout blanchissage des acquits, l'Etat donne à l'acquit blanc, pour ainsi dire, la valeur d'un acte légal d'authentification.

Il faudrait donc procéder à l'identique, c'est-à-dire percevoir les deux taxes proportionnellement aux quantités effectives d'alcools des deux espèces sortis du magasin ou contenus dans les mélanges. Or, il est impossible de déterminer dans les alcools de mélange la proportion d'eau-de-vie de vin qu'ils renferment, et qui, en bonne logique, devrait leur valoir une détaxe : les éléments organiques des alcools, quels qu'ils soient, sont les mêmes, et les familles d'impuretés, qui permettraient de les distinguer, se trouvent intimement confondues par le fait même du coupage. L'on n'a pas, jusqu'ici du moins, découvert un procédé d'effectuer cette analyse avec sûreté dans la pratique. Il n'y aurait donc pas moyen de déterminer les proportions exactes servant de base à la perception. Aussi, comme le faisait remarquer M. Cazelles (1), les partisans de la taxe différentielle ne réclament pas autre chose qu'une sanction efficace de l'acquit blanc, et que les eaux-de-vie de coupage ne bénéficient pas plus de la bonification d'impôt que de cet acquit blanc. On serait donc obligé de restreindre le bénéfice de la détaxe aux eaux-de-vie naturelles et aux alcools de vin authentiques, bien que les entrepositaires

(1) Commission extraparlamentaire de 1902. Compte rendu analytique des travaux des sous-commissions.

en consacrant à leurs mélanges une plus grande partie qu'à la vente directe et sans manipulations.

Il est évident que, si les eaux-de-vie naturelles bénéficient seules de la détaxe, il faut encore moins songer qu'en 1872 à laisser tous les alcools faire l'objet d'un seul compte et demeurer dans un magasin unique. La distinction entre les alcools de vin et les alcools d'industrie a été reconnue légitime et posée en principe par l'article 8 de la loi du 2 août 1872. Cet article spécifie que tout acquit à caution doit porter l'indication des substances avec lesquelles ont été fabriqués les produits qu'il accompagne, et que l'acquit délivré serait sur papier blanc pour les alcools de vin, sur papier rouge pour les alcools d'industrie, sur papier bleu pour le mélange des uns et des autres. L'acquit rouge fut bien appliqué à tous les spiritueux sortant d'établissements industriels, où la Régie exerce sa surveillance, et l'acquit blanc aux alcools de vin sortant des distilleries de vins ou de fruits soumises au contrôle de l'administration. Mais la difficulté commença, quand il fallut délivrer des acquits pour les spiritueux sortant des chaix de gros. Comment savoir, en effet, si tel alcool présenté à la sortie était de l'alcool de vin et non de l'alcool de mélange ou de l'alcool d'industrie, tous les spiritueux, se trouvant cumulés, à leur arrivée dans le chaix, dans un compte unique, faute d'un article de loi, exigeant la tenue de comptes et la création de magasins distincts pour chaque catégorie de spiritueux. C'est ce qu'a pres-

crit l'article 23 de la loi du 31 mars 1903, complété par l'article 3 de la loi du 15 juillet 1907, rendant nécessaire la création d'un magasin séparé pour les eaux-de-vie et alcools naturels qui veulent bénéficier de l'acquit blanc. Cet article 3 (1) est particulièrement intéressant en ce qu'il établit nettement le principe du magasin séparé, d'où semble à certains découler le principe de la taxe différentielle.

Mais cette garantie du magasin séparé a paru encore inefficace aux viticulteurs. A l'heure actuelle, bien des entrepositaires se passent de l'acquit blanc et n'utilisent que l'acquit rose : leur clientèle a confiance en leur probité, et se trouvant servie selon ses goûts, n'en réclame pas davantage. Or, l'on voudrait les obliger à tenir un compte distinct et à avoir un magasin séparé

(1) Loi du 15 juillet 1907, art. 3: « A partir du 1^{er} janvier 1908, les eaux-de-vie et alcools naturels, provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes ne pourront bénéficier du titre de mouvement sur papier blanc prévu par l'art. 23 de la loi du 31 mars 1903 que s'ils sont emmagasinés dans des locaux séparés par la voie publique de tous locaux qui contiendraient des spiritueux n'ayant droit qu'au titre de mouvement sur papier rose prévu par le même article.

« Les eaux-de-vie et alcools naturels provenant de la distillation des vins... et admis au bénéfice de l'art. 24 de la loi du 31 mars 1903 ne pourront à date du 1^{er} janvier 1908 continuer à profiter de ce bénéfice qu'à la condition prévue au paragraphe précédent.

« Les eaux-de-vie et alcools naturels visés au 1^{er} paragraphe du présent article et les eaux-de-vie et alcools naturels visés au 2^e paragraphe devront être emmagasinés dans des locaux distincts. »

par le fait même qu'ils détiendraient chez eux de l'alcool de vin. La taxe différentielle obtiendrait presque sûrement ce résultat. Pour que leurs alcools de vin soient détaxés, les négociants devraient créer un magasin séparé, et user de l'acquit blanc. Ce serait encore une lourde charge de plus pour le commerce. Au moins, avec le système actuel, l'entrepositaire peut éviter les conséquences financières de cette innovation, en consentant à ne pas jouir du privilège de l'acquit blanc. Au contraire, avec la taxe différentielle, il serait forcé de supporter la charge d'une nouvelle location, les difficultés de trouver un local qui soit favorable à la surveillance patronale ; il lui faudrait supporter, en outre, les assurances, l'aménagement, les impôts. Son personnel devrait sans doute être augmenté par suite du temps perdu dans les allées et venues. Surtout l'on sait que la surveillance de la Régie ne sera jamais aussi sévère que celle du maître : c'est lui qui, pour éviter de payer l'amende et les manquants passibles, empêche, par sa vigilance, les abus inévitables dans les manipulations de denrées aussi tentantes que l'alcool. Avec le nouveau système proposé, il subira le préjudice personnel des petites indécatesses de certains employés et se verra en plus obligé de payer la taxe de l'alcool disparu. Ce qui serait absolument injuste et vexatoire.

Chose plus grave ! on l'exposerait aux reproches de sa clientèle. La majorité de ses clients savent bien, lorsqu'on leur livre de l'eau-de-vie à prix peu élevé, qu'ils ne reçoivent pas que de l'alcool de vin. Ils connaissent

presque tous les procédés des mélanges, et souvent ils indiquent eux-mêmes la façon dont ils entendent que le coupage soit effectué. Peu leur importe, par conséquent, que l'alcool leur soit délivré sous acquit blanc ou sous acquit rose. Mais ce qui les touche, c'est que les prix ne se trouvent pas élevés sous prétexte que l'alcool, qu'on leur expédie, est accompagné de l'acquit rose, et ne soit pas du magasin séparé. Quand la taxe différentielle serait seulement de 10 francs l'hectolitre, ce serait toujours une différence de 4,40 % sur le droit de 220 francs. Peu leur importent les garanties qu'on leur donne contre la fraude ; ils ne les utilisent pas ou bien ils ont compté sans elles.

Et puis, ne voit-on pas que, si les comptes distincts sont une grande complication pour la Régie, ils en sont une surtout pour l'entrepôtaire : déjà, n'étant pas un professionnel des comptabilités compliquées, il a bien de la peine à se reconnaître au milieu des déclarations d'entrée et de sortie, du compte des manquants, des manipulations permises ou défendues ; que de complications et d'occasions d'erreur que la tenue obligatoire d'un double registre et l'existence d'un double magasin. Puisque certains entrepositaires moins scrupuleux arrivent, avec un seul magasin, à effectuer des entrées et sorties d'alcool non taxé, sans éveiller l'attention de la Régie, croit-on qu'il leur sera plus difficile d'accomplir des échanges de produits entre des magasins même séparés, surtout lorsqu'ils auront une prime à cette subs-

titution. Le blanchissage des acquits roses, qui devraient accompagner les alcools d'industrie s'effectue déjà de cette façon dans le Midi. Les trois-six de betteraves vont transiter, par exemple, aux environs de Béziers, où on les ramène à 86° : une rue les sépare des alcools du Midi, et une rue n'est pas un embarras dans ce pays classique de la fraude ; l'alcool du Nord s'en va finalement à Cognac en acquit blanc, et revient dans le Nord sous cette garantie, augmenté de prix, et détaxé, si l'on suppose établie la taxe différentielle.

Pour les entrepositaires, qui ne se résoudront pas à ces substitutions, ils se trouveront subir un certain dommage pécuniaire du fait de la limitation de l'usage de la détaxe et de l'acquit blanc aux seules eaux-de-vie de pur vin. L'on nous présente les avantages de l'utilisation de l'alcool industriel. Or, à supposer même qu'un entrepositaire reçoive autant d'alcool d'industrie que d'alcool de vin, par le fait seul de la défaveur dont jouissent les mélanges, malgré leur utilité et leur nécessité indiscutables, il se verra obligé de payer pour presque tout son stock la taxe la plus forte, sans espoir d'équilibrer cette perte par la vente d'alcools atteints de la taxe la plus faible.

*
* *

Une autre difficulté d'ordre pratique se présente : étant donné que chez l'entrepositaire un compte distinct est ouvert pour chaque magasin séparé par la voie pu-

blique, est-ce que les excédents constatés dans un de ces magasins pourront compenser les manquants constatés dans un autre ? Cette mesure semblerait équitable, car des circonstances fortuites, des variations atmosphériques, la situation des différents magasins peuvent déterminer dans l'un plus de pertes que dans l'autre : entre autres, nous devons constater ce fait, dont la loi italienne tient compte, que les eaux-de-vie de vin, étant soumises au vieillissement, perdent plus que les trois-six d'industrie, consommés immédiatement : il paraît juste que le négociant n'en subisse pas les conséquences, et n'éprouve pas encore de ce côté une aggravation de ses charges.

Ainsi en décide une jurisprudence récente. « L'article 38 de la loi du 21 avril 1832, dit un arrêt de la Cour d'Angers, du 17 mai 1901, admettant qu'un établissement peut comprendre plusieurs magasins, un marchand de gros n'est également responsable que des manquants ou des excédents relevés sur l'ensemble des boissons contenues dans ses divers magasins. Aux termes de l'article 171 de la loi du 28 avril 1816, les marchands en gros ne doivent avoir qu'une licence par établissement (1). » Enfin, depuis la création des magasins séparés, nous avons la parole du ministre des Finances lui-même, qui, lors de la discussion du budget de 1908, a déclaré que les déductions des divers magasins se-

(1) Cours d'Angers, arrêt du 17 mai 1901. *Bulletin S. N.*, 1902, p. 126.

raient cumulées et calculées globalement. Il en résulte qu'à l'heure actuelle un compte unique des déductions est nécessaire (2).

Or, si l'on établissait la taxe différentielle, l'on se trouverait bien obligé de ne pas totaliser les manquants ; car chacun d'eux serait frappé d'un impôt spécial, et ce serait introduire une confusion dans le principe et la perception de la taxe différentielle, que de les confondre. Sans quoi, le négociant prendrait ses dispositions pour que tous les manquants se trouvent au magasin général grâce à d'habiles substitutions. Même sans qu'il y ait de fraude de la part de l'entrepositaire, l'alcool de vin risquerait d'être frappé indirectement de la surtaxe établie sur l'alcool d'industrie, et, réciproquement, l'alcool d'industrie pourrait bénéficier de la détaxe de l'alcool de vin. Il faudra donc établir un compte distinct pour les manquants de chaque magasin. Ce sera une complication de plus et à la fois une injustice, puisque l'entrepositaire paiera pour des manquants qu'auraient compensés des excédents sur le compte unique.

Cet exemple développé plus spécialement est un témoignage des difficultés prévues ou imprévues auxquelles se heurterait l'impôt des boissons, compliqué par une taxe différentielle à la consommation. C'est une aventure dont on ne saurait prévenir toutes les conséquences fiscales ou commerciales. En tous cas, il faut

(2) Circ. 31-6 du 21 novembre 1825.

drait s'assurer qu'elle est susceptible de rendre au moment même de la consommation, les services que l'on attend d'elle. Le consommateur sera-t-il plus certain de recevoir de l'eau-de-vie naturelle, parce qu'une taxe différentielle lui garantira l'authenticité du produit délivré? Pour cela, il serait nécessaire que la Régie, chargée de délivrer le titre de mouvement sur papier blanc, soit capable d'identifier l'alcool de vin soumis à son contrôle et de le distinguer de l'alcool d'industrie ou de mélange. L'on nous affirme que la loi du 2 août 1872 ne pouvait avoir d'efficacité à cause de la surveillance difficile d'un magasin unique, recensé sur un compte unique. Mais aujourd'hui que la Régie suit l'alcool de vin, circulant sous acquit blanc, depuis la sortie de chez le producteur, jusqu'au magasin séparé, est-elle plus puissante? Ce qu'il lui faut, c'est la possibilité de contrôler les fraudes, non seulement en cas de flagrant délit, mais quelque temps après que les substitutions ont été commises. Dans ces conditions, sous le régime de la loi de 1903, et de la loi de 1907, nous rencontrons les mêmes inconvénients, les mêmes obstacles que sous le régime de la loi de 1872.

En 1872, on recourut à l'expertise. En général, les experts se déclarèrent dans l'impossibilité de reconnaître les différences d'origine des spiritueux. Dans plusieurs cas, où certains chimistes avaient cru devoir se montrer plus affirmatifs, la Régie n'hésita pas à poursuivre; mais les tribunaux acquittèrent invariablement

les prévenus, estimant que la preuve n'était pas suffisante en raison des opinions contradictoires des experts et de l'impuissance de la science. La Régie renonça donc à appliquer la loi « dans tous les cas où elle se trouvait dans l'impossibilité de le faire »; c'est-à-dire que l'on n'entendit plus parler de poursuites ; et que l'on continua à délivrer, comme par le passé, des acquits rouges et des acquits blancs pour l'expédition des alcools sortant des magasins exercés, sans y attacher d'importance.

C'est, qu'en effet, quelle que soit son origine, l'alcool se compose de deux éléments fondamentaux, ainsi que nous l'avons déjà remarqué plus haut ; l'alcool dit éthylique et l'eau, auxquels s'ajoute une foule de corps organiques qui n'entrent dans la composition du produit que pour quelques millièmes, et souvent pour beaucoup moins. Les chimistes ont longtemps désigné ces corps sous le nom d'« impuretés ». A ce terme, s'est substitué récemment celui de « non alcool ». Certains de ces corps contenus dans l'alcool, et distincts de l'alcool par leurs caractères organiques, ont entre eux des analogies telles, qu'ils forment de véritables familles ou séries naturelles. Tels sont les alcools dits supérieurs, les aldéhydes, les acides, les éthers. Dans les eaux-de-vie naturelles de bonne qualité, le « non-alcool » consiste surtout en acides et en éthers. Les impuretés sont plus abondantes et plus variées dans les mauvaises eaux-de-vie et dans les flegmes. Elles se réduisent, au contraire, à très peu de chose dans les alcools industriels bien rectifiés, et dans les eaux-de-vie d'imitation obtenues par

la simple dilution, légèrement aromatisée de ces alcools. Le seul moyen de reconnaître l'alcool de vin de l'alcool d'industrie pur ou bonifié, serait donc d'analyser la qualité et la composition des substances, dites impuretés (1). M. Roux, par exemple, a déclaré que pour cette analyse il se basait surtout sur la proportion des alcools supérieurs et des éthers.

Ne voit-on pas, en conséquence, combien il serait facile d'introduire dans les alcools d'industrie et de mélanges, la quantité et la qualité nécessaires d'impuretés pour les faire passer pour des alcools de vin. La République Argentine, et certains autres Etats de l'Amérique du Sud ayant exigé une certaine dose d'impuretés pour laisser entrer nos eaux-de-vies, les expéditeurs français en ont introduit tellement dans leurs envois, que l'on a été obligé de prendre des mesures en sens inverse. La détaxe différentielle ne s'obtenant que grâce à certains caractères spéciaux, présentés par les alcools soumis au contrôle du fisc, on trouvera toujours moyen de les donner aux produits les moins authentiques.

Au reste, la Commission extra-parlementaire de 1902 (2) a tenu à faire effectuer devant elle des expériences, afin de constater l'efficacité des méthodes d'ana-

(1) GIRARD et CUNIASSE. *Manuel pratique des alcools et spiritueux*.

(2) Compte rendu analytique des travaux de sous-commissions, 3^e sous-commission.

lyse employées au laboratoire municipal de Paris, qui passent pour être les plus perfectionnées et les plus sûres. L'on a noté qu'au lieu de pratiquer strictement l'analyse chimique en vue d'aboutir au dosage rigoureux de chacun des éléments qui constituent une eau-de-vie quelconque, les chimistes ne donnent que le dosage global des principaux groupes d'éléments remplissant les mêmes fonctions chimiques ; c'est pourquoi le procédé est appelé « analyse par fonction chimique ». Il a bien fallu reconnaître qu'il était impossible de classer les alcools naturels, d'établir leur origine, et, à plus forte raison, de reconnaître l'alcool d'industrie, dans un mélange d'alcool de vin habilement rectifié. Lorsque l'on constate qu'entre les analyses de trois laboratoires, il existe dans le dosage global des impuretés des différences du simple au double, l'on se rend compte que l'application de la taxe différentielle serait forcément dépourvue de sanction pratique, et l'on est amené à conclure, comme M. Rouvier, lors de l'établissement du budget de 1903 : « Ce n'est pas alors que les spiritueux sont déjà entrés dans la circulation que l'on doit chercher à différencier leur provenance ; il faudrait pour cela qu'il existât des procédés sûrs permettant de les distinguer les uns des autres ; et malheureusement l'analyse ne donne pas toujours les moyens de discerner un alcool d'industrie d'un alcool de vin rectifié, une eau-de-vie de mélange d'une eau-de-vie naturelle. »

Il est vrai que, depuis le 1^{er} janvier 1908, on ne se

contente plus de l'analyse chimique : des dégustateurs experts sont adjoints aux chimistes pour l'examen des échantillons prélevés ; et, pour garantir les producteurs et les entrepositaires des erreurs d'hommes éminents, qui possèdent des connaissances techniques, mais non pas pratiques, le préfet nomme ces dégustateurs sur des listes dressées par les syndicats professionnels et les corps constitués. Mais, quand même, le goût est un sens délicat, impressionnable, doué d'appétences et de répugnances spéciales à chaque individu : il serait vexatoire de faire retomber les conséquences d'appréciations, si facilement sujettes à l'erreur, sur des personnes honnêtes, qui se verraient ainsi frappées des lourdes pénalités édictées par la législation des fraudes.

*
* *

Enfin, lorsque la taxe différentielle aurait assuré l'authenticité des eaux-de-vie de vin du producteur et de l'entrepositaire, pour obtenir le but désiré elle devrait faire de même pour les eaux-de-vie de vin vendues par les débitants, cafetiers, hôteliers, restaurateurs. Or, à l'heure actuelle, tous ces commerçants sont dispensés de l'exercice. Il est vrai que l'article 26 de la loi du 6 août 1908 les oblige à placer des étiquettes très apparentes sur les fûts, caisses, bouteilles, des boissons exposées en vue de la vente. En 1889, au moment de l'exposition, des poursuites furent intentées contre des falsi-

ficateurs, qui vendaient comme vins d'origine, des vins mouillés ; les débitants réussirent à s'y soustraire, en affichant dans leurs boutiques, que tous leurs vins, mis en vente, étaient mouillés. Pour éviter de semblables procédés, le décret du 3 septembre 1907 a interdit toute fausse désignation de composition et d'origine. Mais il sera toujours facile au débitant d'indiquer une origine, qui, pour être vraie, ne sera pas cependant celle du lieu de production : on inscrira sur l'étiquette, par exemple, le nom de l'entrepositaire ou celui du débitant lui-même, avec des indications purement conventionnelles. La taxe différentielle, dans ces conditions, ne saurait rien ajouter aux garanties données au consommateur ; la différenciation des droits, même accentuée, ne serait jamais assez considérable pour influencer sur le prix des alcools débités au détail : elle resterait au compte du détaillant.

Dans l'exposé des motifs de la loi du 29 décembre 1900, on relève cette phrase : « Nous estimons qu'il est indispensable de laisser aux employés des contributions indirectes, non pas certes un droit d'exercice, mais un droit de contrôle sur les opérations des débitants. » Quelle serait, en l'occurrence, l'efficacité de ce droit de contrôle, puisqu'une sorte de pacte tacite intervient entre le débitant et sa clientèle pour éviter des dénominations, susceptibles de provoquer des poursuites ? Il faudrait, en bonne logique, revenir à l'exercice de tout le commerce de détail, mesure plus vexatoire et plus inquisitoriale que l'état de choses précédant la loi de

1900: ce qui est impossible, semble-t-il, étant donné les plaintes suscitées par ce régime pendant le cours du xix^e siècle. Il faudrait donc, pour appliquer pratiquement la taxe différentielle, admettre des tempéraments et ne pas pousser jusque dans leurs conséquences naturelles l'observation des principes ; imaginer, par exemple, un régime transactionnel, qui consisterait à percevoir la taxe à l'arrivée dans l'établissement de détail. Mais cette fameuse garantie d'authenticité n'en serait pas moins impossible à faire valoir au consommateur, puisque, dans la suite, alcools de vin et alcools d'industrie iraient se confondre dans un foudre unique. Rien, enfin, n'empêcherait le détaillant de s'entendre avec le producteur et l'entrepositaire pour les aider à passer du trois-six de betteraves pour du trois-six de vin, et à partager ensuite avec eux le bénéfice de la détaxe obtenue aux frais du Trésor.

CHAPITRE VI

LA TAXE DIFFÉRENTIELLE APPLIQUÉE A LA FABRICATION

Croyant obvier à ces inconvénients, certains ont proposé d'établir la taxe différentielle à la fabrication : de cette façon, pensent-ils, rien ne sera changé au système fiscal des boissons : une fois l'alcool sorti de la distillerie, la Régie n'a plus à s'occuper des transformations qu'il subit dans la suite, des usages auxquels il est employé, des entrepositaires, débitants ou particuliers auxquels on le destine. Les frais de perception et de surveillance sont à peine augmentés. Dans les visites auxquelles les intermédiaires sont astreints par les nécessités de l'exercice, cette perpétuelle violation du domicile ne se trouve pas encore compliquée de nouvelles surveillances et de nouvelles inquisitions. De plus, il semble équitable que la taxe différentielle, atteignant le produit à raison de sa nature, et non à raison de sa consommation, soit payée dès la première manifestation de son existence. Seule, du reste, cette détaxe différentielle serait payée à la fabrication, et non la totalité de l'impôt : l'on ne peut songer à bouleverser toute l'assiette des con-

tributions indirectes pour une différenciation de 5 francs ou de 10 francs. Au fond l'on en revient au projet signalé et réfuté par Léon Say dans son Rapport général (1) : division du droit en deux parties : l'une payable à la consommation, suivant les règles actuelles ; l'autre payable à la fabrication et susceptible d'exemptions partielles ou totales.

Pour la taxe différentielle à la production, comme pour la taxe différentielle à la consommation, la première difficulté, que l'on rencontre à l'établir, se trouve dans la fraude. En matière d'impôts indirects, c'est toujours à elle qu'il faut veiller d'abord ; or, ce n'est pas encore en mettant la différenciation de taxes à la sortie de l'alambic ou du domicile du producteur que l'on en est immunisé.

Si c'est la viticulture que l'on veut favoriser, et à laquelle on cherche un débouché nouveau, il est de toute nécessité que, pour obtenir le but désiré, la distillation se fasse avec du vin absolument naturel. Or, de 1887 à 1900, beaucoup de vins de sucre ont été distillés dans les Charentes pour la production d'eaux-de-vie d'Aigre-feuille, de Surgères, de Saint-Jean et Fins-Bois. Des procès et des condamnations en ont fixé le souvenir. Il est à craindre que la taxe différentielle à la fabrication ne provoque des faits semblables. La Régie appelée à contrôler la distillation des vins ne pourra le faire avec

(1) LÉON SAY. Rapport général, 3^e partie. Commission extra-parlementaire de 1887.

une minutie suffisante. Afin d'assurer la sincérité du vin, avant d'assurer la sincérité de l'alcool, il lui faudrait d'abord contrôler la déclaration de récolte, instituée par la loi du 29 juin 1907, analyser les vins, vérifier les transports à la chaudière, assister à la distillation et continuer autour des eaux-de-vie ainsi obtenues une surveillance méticuleuse, possible dans les villes où les détenteurs d'alcool sont relativement rapprochés, impossible à la campagne où l'éloignement des récoltants nécessiterait une augmentation de personnel que l'on ne peut envisager.

L'on dira peut-être que, dans les années de grande abondance, le prix de revient de l'alcool-sucre est plus élevé que celui de l'alcool-vin : c'est possible, mais il suffira d'une année déficitaire comme 1903 pour rendre son intérêt à la fraude. Au reste, les variations du cours des sucres depuis plusieurs années sont peu rassurantes; que l'impôt soit réduit, comme en Allemagne, pour augmenter la consommation, l'on verra les viticulteurs revenir à leurs errements anciens, excités en plus par la prime qui sera offerte à leurs alcools (1).

Sans doute la fraude a moins d'occasions de s'exercer à la fabrication qu'à la consommation ; mais elle est toujours à craindre chez le producteur, même le privilège des bouilleurs de cru supprimé, à plus forte raison dans l'état actuel de la législation. Nous rencon-

(1) CAZEAUX-CAZALET, 2^e rapport sur la situation critique de la viticulture, *op. cit.*

trons toujours une entente possible des viticulteurs avec les distillateurs du Midi : ceux-ci expédieront dans le Midi leurs alcools d'industrie, qui grossiront le stock des eaux-de-vie naturelles et jouiront de tous leurs privilèges : le viticulteur et le distillateur se partageront ensuite le bénéfice de la détaxe.

Quoi qu'il en soit, les victimes nécessaires du nouvel état de choses seraient forcément les entrepositaires. Ils se verront, en effet, obligés d'avancer le montant de la taxe différentielle à la sortie de la distillerie : d'où, pour eux, une avance de fonds assez considérable pour une marchandise qu'ils ne sont pas sûrs d'écouler immédiatement, et dont le paiement se fera peut-être attendre. Songeons qu'il n'est pas rare de voir un marchand en gros de vins et spiritueux détenir en magasin 500 hectolitres d'alcool ; ce sera donc pour lui une somme de 5.000 francs à avancer, avant d'avoir entrepris un seul marché, si la taxe est de 10 francs, et de 25.000 francs, si la taxe est de 50 francs, comme il est à craindre qu'elle monte vite.

Il faudrait également examiner, si, par suite d'événements fortuits, le stock d'alcool se trouvant détruit, l'on rembourserait aux entrepositaires la taxe de fabrication ? Même l'accorderait-on, l'arbitraire du juge ne serait-elle pas à redouter ? Dernièrement deux négociants ayant brûlé, la Cour de cassation refusa de casser le jugement, qui décidait qu'il n'y avait pas lieu de « décharger » les sinistrés des quantités disparues. En tous

cas, les entrepositaires devront-ils assurer leurs marchandises pour la valeur de la taxe de fabrication, qui se trouve, en quelque sorte, confondue intimement avec le prix de revient ? Ils le feront, sans doute, par crainte des procès et des contestations. Ce sera une charge de plus.

Il s'agit, en effet, lorsqu'on parle d'alcool, d'un produit sujet aux pertes de soule, évaporations, bris de récipient, et autres causes fatales. Songeons que sur 2.700.000 hectolitres d'alcool, produits en 1906 (545.000 ayant été dénaturés) : il n'en a été consommé que 1 million 350.000 hectolitres : 700.000 hectolitres ont disparu par suite des pertes en cours de route, bris, consume, vols, etc. Voilà donc plus des $\frac{2}{5}$ de la production, qui ne sont pas arrivés à la consommation. Est-ce que ces 700.000 hectolitres seront assujettis à la taxe de fabrication ? D'autre part, si l'on augmente les déductions déjà accordées pour freintes, évaporations et autres causes fatales, l'on risque de ne pas favoriser les eaux-de-vie, qui subiront le plus de pertes puisque celles-ci varient beaucoup suivant les circonstances.

L'on a bien proposé d'introduire dans la loi une disposition permettant au viticulteur d'abandonner le bénéfice de la taxe différentielle à l'entrepositaire, de cette façon, celui-ci n'aurait plus à se plaindre. Remarquons que cet abandon du bénéfice de la taxe différentielle deviendrait bientôt une clause de style dans tous les marchés passés entre viticulteurs et intermédiaires : ceux-ci

finiraient par recueillir tous les avantages de la protection légale, d'abord destinée uniquement aux viticulteurs malheureux.

*
* *

Pour épargner au Trésor et aux particuliers une partie de ces inconvénients, certains ont proposé de constituer, au moyen de ressources spéciales, une caisse indépendante du budget et destinée à alimenter un fonds de primes, soit à la distillation du vin, soit à la dénaturation : le système de perception des droits sur les boissons pourrait ainsi continuer à fonctionner sans complications nouvelles : c'est le but que se propose M. Cazeaux-Cavalet dans son 3^e rapport, au nom de la commission d'enquête ; c'est également le but du groupe d'entente du Nord et du Midi (1).

Pour ne pas effrayer les contribuables, soit par la menace de nouveaux impôts, soit par la crainte de l'élévation du prix des denrées, les partisans de cette caisse de primes déclarent qu'il ne s'agit pas là d'une véritable taxe différentielle, que « la réforme se suffira à elle-même », formule prestigieuse et séduisante, dont malheureusement le seul effet est de déguiser la réalité. Car, comme on le faisait fort bien remarquer, au Syndicat national du commerce en gros des vins et spiritueux, cette prime est destinée à supprimer l'écart du

(1) Voir ouvrages cités plus haut.

prix de l'alcool de vin et de l'alcool d'industrie sur les marchés de consommation. Elle favorise l'alcool de vin seul, bien qu'elle soit payée à l'aide des « cotisations » imposées à l'alcool d'industrie. C'est donc bien, par conséquent, une taxe différentielle. Elle en a, en tous cas, les inconvénients, puisque, payée par l'Etat, ou payée par des particuliers, elle provoque un déplacement factice de la consommation, un effort général de tous les distillateurs de betteraves pour faire passer leur trois-six pour du trois-six de vin. La prime est préjudiciable, à un autre point de vue ; c'est que, devant être payée au moyen de cotisations à créer, elle devra attendre la constitution d'un fond qui n'existe pas encore.

Quant à croire que la Réforme se suffira à elle-même, cela nous est impossible, après l'exemple de la loi du 25 février 1901. La loi du 29 décembre 1900 remplaçait la taxe de dénaturation par un droit de statistique de 0 fr. 25 par hectolitre d'alcool pur. Le 25 février suivant, comme la dénaturation par le procédé général impliquait des frais assez élevés, qui venaient augmenter le prix de l'alcool à brûler, et qui, disait-on, en paralysaient la vente, on alloua aux dénaturateurs la somme de 9 francs par hectolitre d'alcool pur, suffisante pour leur tenir compte du coût du dénaturant. Pour ne pas grever le Trésor de cette dépense, on établit en même temps une taxe de fabrication de 0 fr. 80 par hectolitre d'alcool pur sur tous les produits alcooliques, fabriqués

en France, importés de l'étranger ou des colonies, qui n'ont pas été obtenus par la mise en œuvre des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, c'est-à-dire sur tous les alcools d'industrie. Cette loi du 25 février 1901 fut complétée par la loi du 30 mars 1902, accordant aux rhums, tafias naturels et genièvres, la même exemption que celle dont jouissaient les eaux-de-vie naturelles. Or, depuis, la situation des alcools d'industrie n'a fait que s'aggraver. La taxe de fabrication a passé successivement de 0 fr. 80 à 1 fr. 38, 1 fr. 72, 2 fr. 07. Ce dernier chiffre a été sanctionné tout récemment par la loi du 29 décembre 1907 pour l'année 1908 (1). On prévoit que l'année prochaine, la taxe de fabrication s'élèvera à 2 fr. 52. Le projet de loi, déposé par M. Gellé, sur le bureau de la Chambre, propose de la porter à 10 fr. (2).

Cet exemple est topique : certes la loi du 25 février 1901 s'est suffie à elle-même. Les opérations de recette et de dépense, effectuées en exécution de ses dispositions, ont bien été portées à un compte distinct parmi les services spéciaux du Trésor. Mais la faculté, qu'avait le gouvernement de relever la taxe en cas de déficit par un décret soumis à la sanction des Chambres, faisait retomber tout le poids de cette taxe sur les distillateurs industriels. Du moment qu'une certaine somme de reve-

(1) *Bulletin de statistique*, janvier 1908, p. 58.

(2) Proposition de loi ayant pour objet de favoriser l'emploi de l'alcool industriel par l'abaissement de son prix de vente. Ch. des députés, 9^e législ., sess. extraord., 1907, n^o 1298.

nus est affectée au développement d'une industrie, il faut bien s'attendre que plus cette industrie se développera, plus les charges fiscales en seront augmentées, surtout si elles ne pèsent que sur quelques individus.

Si le projet Cazeaux-Cavalet, par exemple, se trouvait sanctionné par le vote du Parlement, si, par conséquent, l'on constituait une caisse spéciale à l'aide d'une taxe de circulation de 0 fr. 10 par hectolitre de vin, et d'une taxe de 1 franc par hectolitre d'alcool de bouche, rien ne nous certifie que le développement de la dénaturation de l'alcool et de la distillation du vin n'obligerait pas une surtaxation des produits désignés. Nous sommes plutôt assurés du contraire.

Le projet d'alliance du Nord et du Midi est plus spécieux encore : la constitution d'un fond d'assurance, formé en majeure partie d'une cotisation de 0 fr. 50 par hectolitre de vin, en addition au droit de circulation, et d'une cotisation de 5 francs par hectolitre d'alcool pur de bouche, livré à la consommation, n'est qu'un moyen déguisé de frapper les liquides d'une assez forte surtaxe, fallacieusement appelée « cotisation » ; elle présente, par conséquent, les inconvénients de tous les autres projets : « Il faut voir et il faut comprendre, disait M. Denomaison, lors de la discussion de ce projet au Syndicat national du Commerce en gros des Vins et Spiritueux, que la consommation du vin étant de 40 millions d'hectolitres, c'est un sacrifice de 20 millions que vous demandez au commerce des liquides. Messieurs, en 1900, M. Caillaux

a ouvert la fosse au commerce des liquides, est-ce que vous allez lui donner la satisfaction de jeter sur notre puissance commerciale une dernière pelletée de terre, en souscrivant une pareille renonciation (1). »

Si la loi du 25 février 1901 peut nous servir d'argument pour repousser la taxe différentielle à la fabrication, surtout sous la forme d'une prime, elle n'en a pas moins été utilisée par les partisans de ce mode de taxation comme point de départ de leurs projets. Puisque vous reconnaissez, ont-ils dit, que la taxe de fabrication est une véritable taxe différentielle, et qu'elle a fait ses preuves, pourquoi prétendez-vous que son établissement donnerait lieu à des difficultés considérables ?

On pourrait leur répondre, en leur rétorquant l'argument : Si cette taxe de fabrication est une véritable taxe différentielle, pourquoi réclamez-vous un privilège que vous possédez déjà ? Vous prétendez ne vouloir qu'une faible taxe différentielle : il est inutile de pousser plus loin vos revendications : elles sont d'ores et déjà exaucées.

Mais, en plus, on peut ajouter que, si l'exemple de la taxe de fabrication, établie par la loi du 25 février 1901 est indiscutable, il n'est pas absolument péremptoire. On l'a supportée facilement au début, à raison de son poids léger. Mais les dernières augmentations com-

(1) Syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France, session ordinaire de 1907. Compte rendu des travaux, séances du 6, 7, 8 mai.

mentent à émouvoir l'opinion. On lui reproche cet inconvénient, prévu par Léon Say en 1887, de ne pas se prêter aux nécessités du remboursement à l'exportation. A l'heure actuelle, on exempte seulement de la taxe l'alcool d'industrie, qui est envoyé directement par le distillateur dans un port ou à la frontière. Autrement, l'alcool d'industrie, qui va chez l'entrepoteur pour être bonifié par l'addition d'alcool de vin, doit payer cette taxe sans espoir de remboursement à la sortie. Ce n'est pas le moyen de favoriser les alcools de vin français ; car nos alcools d'industrie vont se faire bonifier à l'étranger, et privent nos viticulteurs de leur débouché. En tous cas, notre alcool d'industrie, additionné d'alcool de vin français, est grevé d'une charge de 2 fr. 07 0/0 en arrivant sur les marchés étrangers, où il trouve des alcools, auxquels leur pays d'origine a remboursé leurs droits à la sortie et donné même des primes ; c'est ainsi que l'alcool d'Hambourg se vend 25 fr. sur le marché anglais.

Le jour où la taxe de fabrication atteindra 10 francs, on la verra frappée, en plus, de tous les inconvénients de la taxe différentielle, que sa faiblesse lui avait évités jusqu'ici.

Enfin la taxe différentielle à la fabrication ne rendrait pas effectivement tous les services que l'on attend d'elle. La prétention de ses partisans est d'établir une distinction pratique entre les alcools d'industrie et les alcools

de vin. Ils veulent être protégés contre la concurrence déloyale des eaux-de-vie industrielles, vendues sous des dénominations inexactes, et qui, en empruntant la qualification des produits naturels, empêchent ceux-ci de lutter à armes égales. Or, la taxe différentielle, sur ce point, n'ajoute rien aux lois sur les fraudes. A supposer même qu'elle n'incite pas les viticulteurs à vendre comme alcools de vin des trois-six d'industrie, elle n'indiquera pas au consommateur la qualité du produit, qui lui est offert. Si elle est faible, l'entrepositaire la supportera en presque totalité ; si elle est forte, il abaissera la qualité de ses alcools d'industrie plutôt que de modifier ses prix.

Appliqué soit aux alcools, soit à d'autres denrées, il frappera le produit sous une forme, qui, souvent ne sera plus la même au moment de la consommation. L'alcool d'industrie, parfaitement rectifié, est insipide et incolore : le gouvernement suisse, qui s'en est réservé le monopole, est obligé pour plaire à ses sujets de le bonifier avec des essences nocives. La taxe différentielle ne donnera donc pas aux viticulteurs la garantie de moralité commerciale qu'ils poursuivent. Elle ne réussira même pas à intéresser la Régie à la surveillance de l'authenticité des produits, puisque, le droit une fois liquidé, le contrôle fiscal n'aura plus pour elle d'avantage pratique.

*
* *

A côté des projets de taxe différentielle, soit à la pro-

duction, soit à la fabrication, nous en trouvons un autre plus récent, et qui semble réunir les inconvénients de tous les autres. Le 20 mars 1907, M. Justin Augé proposait de donner une prime à la distillation des vins : « Sachant, dit-il dans son exposé des motifs, combien rencontre d'hostilité le principe des primes véritables, c'est-à-dire payées sur les ressources du budget ; d'autre part, connaissant la situation actuelle très tendue de ce budget ; mus par le désir sincère d'aboutir, et dédaigneux des surenchères, nous avons décidé de chercher ailleurs que dans le budget les ressources nécessaires au paiement des allocations de la distillation..... Ces ressources proviennent d'une majoration de 1 franc du droit de circulation des vins, actuellement fixé à 1 fr. 50 par hectolitre (1). » Ces intentions semblaient louables ; le projet faisait payer les allocations par la classe de ceux mêmes qui en profiteraient. On pouvait cependant douter que le législateur consentirait à relever la taxe d'une boisson hygiénique, qu'il avait détaxée en 1900 sur de pressantes instances et dans un but démocratique.

Or, lorsque la discussion de sa proposition a commencé devant la Commission des boissons, M. Augé a fait remarquer que la taxe[»] différentielle pouvait venir utilement comme complément au système de l'allocation au vin allant à la distillation (1). Il a mis en avant les raisons données par tous les partisans d'une différen-

(1) Ch. des députés. Documents parlementaires, session ordinaire, 9^e législature, annexe n° 867.

tion de taxe. La commission l'a prié de rédiger un rapport sur la question à la rentrée des vacances de Pâques.

Cette proposition, qui n'est pas encore déposée d'ailleurs, montre jusqu'à quel degré de complication ne craignent pas d'aller les partisans de la taxe différentielle : puisqu'ils projettent de cumuler sur un seul produit les inconvénients déjà si grands de deux modes de taxation. Il est peu probable que les Chambres accepteront un projet, auquel on peut faire les objections qu'ont rencontré les deux sortes de taxes différentielles, dont nous avons parlé.

(1) *Le Moniteur Vinicole*, vendredi 3 avril 1908, 2^e p.

CHAPITRE VII

RÉSULTATS DE L'APPLICATION D'UNE TAXE DIFFÉRENTIELLE

Si l'on peut prévoir que l'établissement de la taxe différentielle présentera tant d'inconvénients, pour ne pas dire tant d'impossibilités pratiques, s'il froisse les sentiments de justice et d'égalité dont la loi doit s'inspirer, il faudrait que les résultats soient en rapport avec les difficultés traversées. Ses partisans font valoir le développement de la consommation de nos eaux-de-vie sur le marché français, la garantie d'authenticité, l'intérêt hygiénique, même l'intérêt fiscal qu'offraient leurs propositions. Ces avantages, les viticulteurs ne les possèdent-ils pas déjà, et, à la supposer facile d'application, la taxe différentielle y ajouterait-elle quelque chose ?

Lorsque l'on rend des mesures aussi défavorables à un produit, que celles dont est menacé l'alcool d'industrie, c'est que l'on espère pouvoir l'évincer complètement du marché. Du moment que les viticulteurs eux-mêmes reconnaissent que le trois-six de vin ne peut absolument remplacer le trois-six d'industrie, du moment qu'ils se défendent de toute intention hostile vis-à-vis

des distillateurs de betteraves, ils devraient s'apercevoir qu'il est impolitique de ruiner une industrie qu'ils sont incapables de remplacer. Or, en 1906, sur une production de 2.700.000 hectolitres d'alcool, l'alcool de vin ne figure que pour 248.000 hectolitres. Si nous considérons les bonnes récoltes, qui ont précédé la crise phylloxérique et le développement de la consommation de l'alcool, nous voyons que la production de l'alcool de vin s'est élevée en 1865 à 963.668 hectolitres, en 1870 à 700.320 hectolitres, en 1872 à 831.974 hectolitres, en 1875 à 717.732 hectolitres. Il y a donc une marge considérable à gagner pour que l'alcool de vin puisse seulement se trouver au niveau de sa production ancienne, à plus forte raison pour atteindre le chiffre de la production taxée de l'alcool d'industrie : 1.350.000 hectolitres. Nous nous trouvons, en conséquence, en face de cette situation anormale : d'une part nous sommes obligés de conserver pour les nécessités de la consommation un produit, auquel, d'autre part, nous faisons subir toutes sortes de vexations et dont nous voudrions même voir monter les prix. Ce serait une mesure inutile pour les producteurs, et, par ailleurs, arbitraire et onéreuse pour les consommateurs : on peut même ajouter nuisible pour le pays : car la plus forte partie de la consommation se portant vers l'alcool industriel, c'est atteindre inutilement l'épargne que de le surtaxer sans espoir d'en entraver l'usage.

Le viticulteur, objectera-t-on, recueillera tout au

moins la prime. Mais la plupart des auteurs de projets ont, nous l'avons vu, renoncé devant les commissions aux surtaxes de 30 francs et de 50 francs. Ils prétendent ne réclamer qu'une détaxe légère de 5 francs ou de 10 fr., non comme prime, mais comme moyen de distinguer facilement l'alcool de vin de l'alcool d'industrie au moment de la consommation. Or, cette faible taxe différentielle, ils la possèdent déjà, en vertu de la loi du 25 février 1901, sur la taxe de fabrication. De 2 fr. 07 à 5 francs, la différence n'est pas telle que des résultats n'aient déjà pu se trouver signalés. Il n'en est rien, et la concurrence déloyale des produits d'imitation, qui, empruntant la qualification de produits naturels, empêcheraient ceux-ci de lutter à armes égales, n'en a pas été entravée. N'a-t-on pas, du reste, le souvenir du procès engagé par les Champenois contre les maisons de Saumur, qui donnaient à leurs vins la qualification de champagne. Le changement de dénomination n'a eu aucune influence sur le chiffre d'affaires des Saumurois, et la vente du vin de Champagne ne s'en est pas accrue. Le public a consommé, comme par le passé, le vin qui ressemblait à du Champagne, sans en porter le nom.

L'argument allégué par les viticulteurs, en faveur de leurs projets, ne serait-il qu'un moyen subtil de faire accepter le principe de la taxe différentielle, dans l'intention de la faire augmenter plus tard, lorsqu'elle serait entrée dans la législation ? Si l'établissement d'une faible taxe différentielle rencontre tant

d'obstacles, quels inconvénients n'aura pas une véritable prime ? Nous savons ce qu'il en est en de pareilles circonstances : si la situation des viticulteurs ne s'améliore pas, comme il est probable, ceux-ci réclameront de nouvelles augmentations, croyant que les précédentes sont insuffisantes, et nous mèneront à un régime de protectionnisme à outrance.

*
* *

Les viticulteurs se figurent pouvoir écouler, en temps de surproduction, leurs alcools à n'importe quel prix, sûrs de couvrir leurs frais, grâce à la prime, que la loi leur aura promise : ils veulent suivre l'exemple de ces armateurs, dont les vaisseaux naviguent à cale vide pour mériter la prime accordée à la marine marchande. La situation n'est pas tout à fait la même : la marine marchande peut se permettre cet abus, parce que la prime accordée est considérable, et, qu'en matière de transports maritimes, la concurrence est toujours restreinte. Le marché des denrées alimentaires est trop disputé pour que l'on soit certain de conserver longtemps l'avantage de la prime, surtout à l'intérieur du pays producteur. Il se trouvera toujours un bouilleur de vins qui, pour attirer la clientèle ou écouler à tout prix sa récolte, abaissera tellement le taux de ses offres, qu'il empiètera sur la marge du bénéfice, laissée par la taxe différentielle. Au lieu de profiter au viticulteur, la taxe profitera de cette façon au

seul consommateur ; et bientôt il faudra adopter de nouvelles mesures protectionnistes en faveur des alcools de vin, parce que les premières ne seront plus considérées comme un fonds de réserve, mais comme un bénéfice sur lequel on peut faire des concessions, et, par conséquent, qui sera appelé tôt ou tard, à disparaître. Il y aurait là plutôt une aggravation qu'une amélioration de l'état actuel de la distillation des eaux-de-vie naturelles.

Ce qui serait surtout à craindre, c'est que la moindre taxe différentielle soit regardée par les viticulteurs comme un encouragement au développement de leur culture préférée. La prospérité, que nos exploitations bettravières ont pris, sous le régime des primes, est un exemple encourageant pour les protectionnistes ; c'est en même temps un avertissement pour ceux qui veulent favoriser une production, qui n'a déjà pas assez de débouchés. Quand un marché est aussi sujet aux fluctuations que notre marché des alcools, quand l'écoulement d'un produit est aussi difficile, il est inévitable qu'au moindre espoir d'une vente facile et rémunératrice, tous les efforts des producteurs se portent de ce côté. Hypnotisés par l'image de la prime, les viticulteurs s'empresseront non seulement de distiller les vins de leurs plants actuels, mais de développer leurs vignobles déjà trop étendus. Parmi les partisans d'une prime directe accordée aux eaux-de-vie naturelles, certains ont bien proposé de restreindre la somme totale des allocations à un

certain chiffre. Mais ne sait-on pas que chacun raisonnera comme s'il était seul, c'est-à-dire qu'il dirigera toutes ses activités vers une culture, que l'Etat semble spécialement favoriser. Bientôt les cultures non protégées des régions vinicoles feront place à de nouvelles vignes, et le léger remède que l'on croyait apporter au mal, n'aura fait que l'aggraver. Pour primer un produit, il faut être sûr de son avenir. Qu'est-ce que l'avenir de l'eau-de-vie naturelle, dont déjà les marchés sont sursaturés, vu le petit nombre des demandes ?

Plutôt que de contribuer à la surproduction, ne ferait-on pas mieux de considérer que, de plus en plus, l'avenir de l'alcool de vin est dans le coupage des alcools d'industrie. Nous savons que la consommation des pures eau-de-vie naturelles est réservée aux tables luxueuses : la moyenne bourgeoisie et le peuple consomment surtout des trois-six d'industrie bonifiés avec de l'alcool de vin.

Ainsi, plus la consommation des trois-six d'industrie se développe, plus l'alcool de vin voit s'élargir pour lui un débouché avantageux. Si le prix de l'alcool industriel s'élève, si sa consommation se resserre, les entrepositaires, pour récupérer leurs bénéfices, diminueront la proportion et la qualité de leurs coupages ; ils recourront peut-être plus ou moins exclusivement à la bonification par les essences comme la moins compliquée, la plus facile et la moins onéreuse. La surtaxe votée en 1900 a déjà eu pour résultat de réduire la

consommation des alcools ordinaires, sans augmenter celle des eaux-de-vie fines : une taxe différentielle ne ferait qu'accentuer cette diminution, au détriment de tous : producteurs, commerce, trésor. La loi Piot a voulu favoriser l'exportation de nos vins : elle a interdit dans ce but le mélange des vins étrangers avec les nôtres en entrepôts de douane : ces vins, prétendait-on, usurpaient indûment le bon renom des vins français et nuisaient à l'exportation de nos vins authentiques : une fois les entrepôts fictifs supprimés, les négociants français transportèrent leurs établissements en Espagne et en Portugal, utilisèrent les vins de ces pays et laissèrent pour compte à nos viticulteurs les vins français, qui servaient jusqu'ici aux coupages. Le dégrèvement des vins n'a pas eu de résultats meilleurs : car il a eu pour corollaire l'établissement de taxes de remplacement plus onéreuses que les anciens droits pour une fraction importante de consommateurs et bon nombre ont réduit, à la suite de la loi de 1900, leur consommation en vins et en eaux-de-vie. Cette loi n'a fait du reste que reporter sur un produit les charges d'un autre, sans qu'aucun avantage en puisse résulter pour le producteur, qui se trouve le même pour l'un et l'autre, et même à son détriment, par suite du manque d'équilibre de l'impôt et de l'avilissement brusque des cours du vin. Après des expériences si peu engageantes, ose-t-on en tenter une autre plus aléatoire que les précédentes, et paraissant se présenter avec les mêmes risques d'insuccès ?

*
* *

Si les viticulteurs recherchent seulement une protection efficace contre la concurrence déloyale, ils trouvent des garanties suffisantes dans les lois qui se sont succédé en leur faveur depuis 1900, autant du moins qu'une garantie légale peut être efficace en pareille matière.

L'article 23 de la loi du 31 mars 1903 leur accorde la différenciation de leurs eaux-de-vie d'avec celles des distillateurs industriels la plus complète que l'on puisse souhaiter. Il réserve l'acquit blanc aux eaux-de-vie et alcools naturels, provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, etc., aux rhums et tafias naturels, pour lesquels, lors de leur importation, il sera justifié de leur provenance directe des colonies françaises, aux genièvres fabriqués dans les conditions spéciales spécifiées au paragraphe 2 de l'article 15 de la loi de finances du 30 mars 1902. A cette énumération toute restrictive, la loi ajoute des mesures pratiques de surveillance et de contrôle : pour obtenir l'acquit blanc il faut que les distillateurs produisent exclusivement sous le contrôle de la Régie, les eaux-de-vie et alcools naturels ou genièvres, spécifiés dans le paragraphe précédent du même article 23. Les bouilleurs de cru distillent leurs alcools en dehors de la surveillance de la Régie ; mais ils doivent faire une déclaration de récolte. En tous cas, comme les distillateurs, ils ne doivent re-

cevoir du dehors aucune autre espèce de spiritueux. Quant aux entrepositaires, pour jouir de l'acquit blanc, ils doivent loger les alcools, qu'ils ont reçus sous cette garantie, dans un local distinct, et les faire suivre à un compte spécial.

Les lois sur les fraudes du 1^{er} août et du 6 août 1905, du 29 juin et du 15 juillet 1907, viennent compléter pratiquement les mesures prises pour assurer la parfaite différenciation des alcools. L'article premier de la loi du 1^{er} août 1905, réprime les fraudes dans la vente des marchandises et les falsifications des denrées alimentaires : il punit sévèrement les tromperies et les tentatives de tromperies sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises, « sur leur espèce ou leur origine, lorsque, d'après les conventions et les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ». L'article 5 considère « comme en état de récidive légale, quiconque, ayant été condamné par application de la présente loi, ou par application des lois sur les fraudes dans la vente :..... 2° des vins, cidres, poirés (lois du 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897) ». L'article 11 prévoit qu'un règlement d'administration publique fixera « les inscriptions et marques indiquant, soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers, que les ache-

teurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages, ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes, nécessaires pour assurer la loyauté de la vente ou de la mise en vente ».

D'autre part, la loi du 6 août 1905, « relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux » refuse, par son article 6, le bénéfice de l'acquit blanc, et du certificat d'origine aux alcools provenant de vins sucrés; et, par son article 23, elle autorise les producteurs à faire mentionner sur les acquits blancs le lieu d'origine des matières premières. « C'est un moyen habile de permettre aux viticulteurs d'assurer le bon renom de leurs crus, ce que n'obtiendrait même pas la taxe différentielle. La taxe différentielle ne saurait non plus introduire dans la vente les garanties que l'article 26 paraît donner : « Aucun spiritueux ne pourra être exposé, colporté, ni vendu, sans que les fûts, caisses, bouteilles, qui le contiennent, portent sur une étiquette très apparente, la mention du titre de mouvement qui a accompagné la marchandise, concernant les substances avec lesquelles l'alcool, que contient le spiritueux, a été fabriqué. »

Enfin, la loi du 15 juillet 1907 « concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux », exige dans son article 3 le magasin séparé pour les eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, etc., qui veulent

bénéficiaire de l'acquit blanc. C'était le complément presque inévitable de la loi du 31 mars 1903.

Ces lois ne paraissent-elles pas suffisantes aux viticulteurs pour assurer, autant qu'il est possible, l'authenticité de leurs eaux-de-vie. Qu'est-ce qu'une taxe différentielle pourrait ajouter à des mesures si précises et si restrictives ? Déjà, au contraire, le commerce se plaint que ces dispositions législatives ne soient pas favorables à la vente des alcools de vin eux-mêmes : des dénominations, dont on se servait jusqu'ici dans le langage courant, ont dû être modifiées ; marchands en gros et détaillants, sont exposés pour une erreur passagère, à se voir traités comme fraudeurs ; le consommateur, déjà mis en éveil par les dissertations des hygiénistes, se figure qu'il est l'objet d'une perpétuelle exploitation ; sa défiance l'amène à restreindre l'usage d'un produit, qui prête à tant de supercheries, lui semble-t-il, puisque la loi doit sans cesse intervenir dans sa fabrication et dans sa vente.

Enfin, si l'on reproche aux alcools industriels de se présenter au public, malgré les lois sur les fraudes, sous le nom de « cognacs », nom que l'on veut réserver aux produits d'une région déterminée, ne devrait-on pas, dans ces conditions, protester également contre la même qualification frauduleuse appliquée aux eaux-de-vie naturelles d'autres origines, et surtout aux produits suspects obtenus par une savante manipulation des alcools provenant de la distillation de vins piqués ou aigris, des

marcs ou des lies de toutes les régions vinicoles autres que les Charentes. Quand on désigne comme « cognac » un produit de ce genre, le consommateur est aussi bien trompé, quoique ces trois-six aient droit à l'acquit blanc ; la concurrence est aussi déloyale, la fraude est aussi répréhensible que si les pseudo-cognacs étaient un coupage d'alcool neutre de grains, de mélasses et de betteraves, aromatisé d'un peu d'eau-de-vie d'Aigrefeuille. Que les bouilleurs du Midi prennent garde : un jour viendra peut-être où l'on demandera contre eux une taxe différentielle pour protéger nos grandes fines-champagne, et où ils subiront les conséquences d'une mesure, dont ils auront été les premiers à réclamer l'introduction dans la loi.

Le grand argument des viticulteurs est que la Régie n'appliquera jamais sévèrement les lois sur les fraudes et sur l'acquit blanc, tant qu'elle n'y sera pas intéressée par une mesure fiscale. Ils affirment que les agents du fisc se désintéressent toujours des besognes qu'on leur impose au profit d'autres intérêts que ceux du Trésor, et ils avancent, comme exemple, l'abandon de la loi de 1872. A leurs yeux, une légère différence du droit de consommation entre les alcools de vin et les alcools d'industrie, assurerait l'authenticité des certificats d'origine et des acquits blancs.

Nous avons vu, cependant, que si l'Administration a été obligée d'abandonner la loi de 1872, c'est parce que les tribunaux se sont systématiquement refusés à don-

ner suite aux procès-verbaux, constatant les infractions à la loi pour cette excellente raison que la science se déclarait impuissante à définir la composition exacte des spiritueux incriminés. Dans ces conditions, toute poursuite n'aurait été qu'une vexation inutile. Il n'y a donc pas là mauvaise volonté de la part des employés de l'Etat, des agents des contributions indirectes, mais impossibilité d'application pratique.

Pour la même raison, la Régie a été obligée d'abandonner l'application de la loi de 1897 sur le contrôle dans les fabriques de sucre du poids de la taxe et de la densité des betteraves, livrées au fabricant. Ses employés avaient à jouer le rôle pénible d'arbitres entre les cultivateurs et les fabricants exercés. Les parquets ont refusé invariablement de suivre les affaires de contestations entre cultivateurs et fabricants. Au contraire, quand on a chargé la Régie de surveiller la falsification des beurres, ces mêmes employés, soi-disant si négligents, ont déployé un grand zèle dans l'accomplissement de leur charge, bien que le Trésor ne fût pas intéressé dans la répression.

Il n'y a donc aucune raison de croire que les agents de la Régie manqueront de zèle dans l'application de la loi de 1907. Si cette loi est d'application difficile, c'est qu'elle porte en elle-même quelque vice qui l'empêche de fonctionner, comme par exemple, la plus ou moins grande facilité de faire entrer dans le magasin séparé tel alcool couvert par l'acquit rose à la place de tel autre jouissant du privilège de l'acquit blanc. Mais de tels

inconvenients continueront d'exister, même avec une loi établissant la taxe différentielle ; et le Trésor, même intéressé, ne pourra faire que ses agents ne se heurtent aux impossibilités pratiques de la législation. Il subira, au contraire, les conséquences fâcheuses des mesures auxquelles on aura voulu l'associer, et dont il n'avait qu'avantage à rester indépendant.

*
* *

En dernière ressource, les viticulteurs invoquent des raisons d'hygiène publique. Mais ils connaissent eux-mêmes si bien l'état de la vente au détail, qu'ils osent à peine y insister. Les raisons, qui rendent difficile la stricte application des lois sur les fraudes, militent encore plus fort contre la possibilité d'application d'un sérieux contrôle hygiénique. Il ne s'agit pas de savoir si l'alcool d'industrie est plus nocif que l'alcool de vin, la différence des quantités d'impuretés qu'ils renferment l'un et l'autre, si l'alcoolisme est imputable à ces impuretés ou à la quantité d'alcool absorbée par l'organisme : il faut d'abord se demander si l'alcool n'est pas devenu une denrée si facilement susceptible de manipulations, que l'on puisse lui donner l'apparence que réclameront les lois et les décrets. Si les lois si minutieuses sur les fraudes ne réussissent pas à différencier les alcools inoffensifs des alcools dangereux pour la consommation, une loi sur la taxe différentielle ne saurait rien y ajouter qu'une mesure arbitraire de plus.

CONCLUSION

Proposée par les viticulteurs, comme remède à la crise dont ils souffrent, la taxe différentielle devrait, au dire de ses partisans, permettre aux eaux-de-vie naturelles et alcools de vin, de lutter avantageusement contre l'alcool d'industrie : elle leur assurerait une garantie sévère de l'authenticité de leurs produits ; elle rendrait à une culture nationale, uniquement française, la prospérité dont elle jouissait jadis, et à laquelle elle a droit.

Bien au contraire, elle nous a paru se présenter chez nous dans des conditions toutes différentes de celles qui lui permettraient d'exister et de rendre des services à l'étranger. Elle serait inutile et inopérante ; car les alcools de vin sont, à l'heure actuelle, aussi protégés qu'ils peuvent l'être et ne pourront jamais éliminer du marché les alcools d'industrie, qui répondent parfaitement aux besoins de la consommation moderne. Elle serait vexatoire et d'une application difficile, pour ne pas dire impossible, parce qu'elle constituerait une prime nouvelle à la distillation illicite des vins et des marcs,

parce qu'elle nécessiterait l'intervention de la Régie chez tous les particuliers : producteurs, intermédiaires, détaillants, intervention plus insupportable encore que l'ancien exercice, parce qu'elle se heurterait à l'impuissance des laboratoires dans la différenciation des produits. Elle serait dangereuse pour les viticulteurs eux-mêmes : car elle favoriserait la surproduction, la monoculture, l'encombrement des marchés par des alcools falsifiés. Enfin elle serait profondément injuste : il est inéquitable de frapper deux denrées identiques, de même apparence et de même composition chimique, par une taxe différente, alors que l'impôt a pour but de subvenir aux charges de la nation et non pas de protéger une industrie au détriment d'une autre. « Demander un marché privilégié, s'écriait Rossi, c'est demander qu'on prenne une certaine quantité d'hommes et qu'on leur dise : « Bon gré, mal gré, que cela vous convienne ou ne vous convienne pas, que cela augmente ou diminue vos jouissances, voilà votre marché, voilà vos fournisseurs, vous ne pourrez pas vous pourvoir ailleurs : c'est là que vous devez prendre votre nourriture, votre habillement, vos objets d'agrément. » Et cependant, chose singulière, il n'y a pas assez de colères pour ces temps historiques où le serf, le vilain, étaient obligés de se rendre au four et au moulin du seigneur, où ils ne pouvaient pas cuire leur pain et moudre leur blé autre part. Qu'était-ce, cependant ? Un marché privilégié que le seigneur s'était accordé à lui-même. Il vendait au

vilain le service forcé de la mouture du blé et de la cuisson du pain (1). »

Que les viticulteurs, au lieu de réclamer contre les autres des lois sur les fraudes, au lieu de réclamer de nouveaux privilèges, regardent si leurs propres fraudes méritent plus d'indulgence, si la cause de leurs maux n'est pas dans ces privilèges dont ils exigent sans cesse l'extension. Depuis 1900, leur situation légale est devenue de plus en plus un régime d'exception, et leur situation matérielle n'a fait que s'aggraver.

Certes, nous n'imiterons pas ce préfet des Pyrénées-Orientales, qui conseillait aux malheureux viticulteurs l'arrachage de leurs vignes. Mais, au moins, pourrions-nous leur faire remarquer que le mouillage et le sucrage des vins, que la distillation frauduleuse des eaux-de-vie naturelles, que le blanchissage des acquits, viendraient augmenter l'engorgement du marché dans une moindre proportion, si le privilège des bouilleurs de cru était supprimé. La surveillance à la fabrication réduirait le nombre d'hectolitres des alcools d'industrie circulant sous acquits fictifs. Elle rendrait inefficace cette prime énorme donnée à la fraude par l'élévation des droits. « Tous les alcools, consommés en France, n'acquittent pas d'une façon égale les droits dus au Trésor, écrit M. Taquet dans sa brochure *Une fraude de 100 millions*. Les uns paient à l'Etat 220 francs de droit par hectolitre,

(1) Ross. Cours, t. II, 12^e leçon (p. 288 et 289).

les autres ne paient rien.... Si encore les producteurs se contentaient d'être affranchis de tout impôt sur les eaux-de-vie qu'ils consomment personnellement ou que boivent leurs familles et leurs amis. Mais non. Le privilège, c'est la fraude, et quelle fraude ! 100 millions par an perdus par le Trésor public (1). »

Si la réglementation du privilège des bouilleurs de cru était rétablie, la consommation taxée redeviendrait ce qu'elle était avant la loi du 29 décembre 1900, soit de 1.750.000 hectolitres. Cette augmentation de la production taxée permettrait de réduire le droit à 200 fr. Si l'on y ajoute les 25.000.000 de droits d'entrée, cela fait 375.000.000 fr. de perception assurée au Trésor : or, la perception de 1907 n'a été que de 322.000.000 fr. Encore ne tient-on pas compte du développement de la consommation, qui se manifesterait sous l'influence d'une forte diminution de droits. Certains pensent même que l'Etat et les particuliers gagneraient à l'abaissement de la taxe à 150 francs.

Autrement si l'on persiste à donner une prime à la fraude par une taxation trop forte pour être appliquée strictement par notre système financier, si, en plus, on lui donne les facilités de s'exercer par le privilège des bouilleurs de cru, l'on se trouvera tôt ou tard acculé à une crise à la fois financière et viticole, ou au mono-

(1) PAUL TAQUET. Une fraude de 100 millions. Les bouilleurs de cru.

pole. Déjà, certains viticulteurs plus sages commencent à s'apercevoir du tort qu'ils se causent à eux-mêmes par leur attitude de revendicateurs intransigeants. L'un d'eux, M. Jean Vidal, dans sa belle monographie de la ville d'Aimargues, écrivait, en demandant un régime sévère pour la circulation des sucres, et la réglementation du privilège des bouilleurs de cru : « On a classé les hommes qui se sont intéressés à la mévente, et ont proposé les solutions les plus diverses et les plus opposée entre elles, en étatistes et en libéraux. Nous déclarons résolument nous ranger parmi les derniers (1). »

Le salut de la viticulture ne paraît donc pas exister dans une situation privilégiée ; mais dans la stricte application du droit commun. Une diminution de droits sur les alcools viendrait heureusement compléter cette mesure : elle rendrait service à la fois au Nord et au Midi : elle serait peut-être le point de départ d'une « alliance de la vigne et de la betterave », plus rassurante que toutes celles que l'on nous propose aujourd'hui, parce qu'elle serait respectueuse de la justice et de l'égalité.

C'est ainsi que l'on comprendrait très bien que des travaux d'intérêt public soient entrepris dans le Midi pour favoriser le développement de l'industrie, le développement d'autres cultures que la vigne comme les pâturages, la facilité des communications : M. Jean Vidal (2) propose, par exemple, le percement du fameux

(1) JEAN VIDAL. Monographie de la ville d'Aimargues, *op. cit.*

(2) JEAN VIDAL. *Op. cit.*

canal latéral au Rhône, le percement du canal des Deux-Mers. Personne ne trouverait à redire à ces sacrifices financiers, parce qu'ils compenseraient le développement du réseau fluvial en d'autres parties de la France, et qu'ils profiteraient non seulement aux régions méridionales, mais au pays tout entier.

Pouvons-nous toutefois espérer que les représentants des viticulteurs borneront leurs revendications et consentiront à rentrer dans le droit commun? Les derniers événements et les dernières concessions, qu'ils ont obtenues, ne paraissent pas les avoir rendus plus accommodants : il est à craindre que leur attitude ne change pas d'ici longtemps : « On doit s'attendre, disait Turgot, en prenant possession du contrôle général des Finances, on doit s'attendre aux embarras multipliés que feront naître les manœuvres et les cris des hommes de toute espèce, intéressés à maintenir les abus, car il n'en est point dont quelqu'un ne vive. » Malheureusement, quand les viticulteurs se retranchent dans leur situation exceptionnelle, quand ils réclament de nouveaux privilèges, ce n'est pas l'instrument de leur prospérité qu'ils défendent, mais celui de leur ruine.

Vu bon à imprimer :

Le Président de la thèse,
EM. ALGLAVE.

Vu : *Le Doyen,*
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE	5
BIBLIOGRAPHIE	9
INTRODUCTION	13
CHAPITRE PREMIER. — Les projets de taxe différentielle.	27
CHAPITRE II. — Les législations étrangères	57
CHAPITRE III. — La taxe différentielle et le droit public en France	79
CHAPITRE IV. — La taxe différentielle et notre système fi- nancier	105
CHAPITRE V. — La taxe différentielle appliquée à la con- sommation	123
CHAPITRE VI. — La taxe différentielle appliquée à la fa- brication	143
CHAPITRE VII. — Résultats de l'application d'une taxe différentielle	157
CONCLUSION	171

